IOAN C. FILITTI

CONTRIBUȚII
LA
ISTORIA DIPLOMATICA A ROMANIEI IN SECOLUL XIX-lea

1. SCRISORI INEDITE ALE CAVALERULUI DE GENTZ;
2. NOTICE SUR LES VOGORIDI;
3. UNE LETTRE DU PRINCE DE SERBIE AU PRINCE DE VALACHIE EN 1844;
4. UN RAPORT DIPLOMATIC MUNTEAN DIN 1856. (Raport al lui N. Rosetti în chestia Dunării și a unui drum de fer);
5. UN ÉMISSAIRE VALAQUE Á PARIS EN 1857. (Misiunea lui C. A. Sutzo, în legătură cu unirea principatelor și concesii economice. Cu două scrisori de la Poujade și una de la Gr. Gănescu);
6. UNE MISSION ROUMAINE Á BELGRADE EN 1872;
7. DIN CĂLĂTORIA LUI CAROL I ÎN OCCIDENT LA 1873;
8. L'ANCIENNE SOLIDARITÉ BALKANIQUE ET LA ROUMANIE;
9. RUSIA, AUSTRO-UNGARIA ȘI GERMANIA FAȚĂ DE ROMÂNIA PÂNĂ LA 1916.

BIBLIOTECA ACADEMIEI ROMÂNE

40 L. i 936

BUCUREȘTI
1 9 3 5

www.dacoromanica.ro

Scrisori inedite ale cavalerului de Gentz[1])

Republicând aceste scrisori, mă folosesc de prilej spre a rectifica o greşală din memoriul meu „Corespondenţa Domnilor şi boerilor români cu Metternich şi cu Gentz între anii 1812—1828", extras din Analele Acad. rom., 1914. Am spus că în vremea lui Vodă Mavrogheni, agent al acestuia la Viena a fost Ioan Hagi Moscu, fratele bancherului vienez Pantazi Hagi Moscu. Agentul domnesc era acesta din urmă.

I.

1. Scrisoare originală, datată din Carlsbad, 14 Aug. 1819 către Alexandru Vodă Suţu. Interesantă din punctul de vedere al jurisdicţiei consulare în principate[2]).

Monseigneur,

J'ai reçu les deux très gracieuses lettres que V. A. a daigné m'adresser en date du 21 juillet. N'ayant pas encore été dans le cas de mériter par mes faibles services les sentiments de haute bienveillance que V. A. a bien voulu me témoigner dans ces lettres d'une manière si flatteuse et si infiniment aimable, j'en suis d'autant plus profondément touché et je ne manquerai certainement pas de saisir avec le plus vif empressement toute occasion quelconque qui m'offrira un moyen de convaincre V. A. combien je désirerais répondre à sa bonne opinion et à son honorable confiance. Il n'y a pas de commission de quelque genre qu'elle soit, pas d'objet, grand ou petit, dont je ne me chargerais avec joie, pour peu que V. A. y attachât le moindre intérêt; et sans avoir la certitude que le succès couronnera toujours mes efforts, je crois pouvoir hardiment dire que toute affaire que V. A. daignera me confier sera au moins placée entre mes mains aussi bien que possible, qu'elle sera embrassée avec zèle et traitée avec une activité et une fidélité à toute épreuve.

Les objets dont il s'agit maintenant ne sont pas, j'en conviens assez importants pour justifier une déclaration

1) Convorbiri literare, Mai 1911, pag. 557—567.
2) Acad. rom., ms Cantacuzino, f. 39.

www.dacoromanica.ro

aussi solennelle; mais ce n'est pas à ces objets qu'elle se rapporte; c'est aux expressions trop gracieuses dont V. A. s'est servie en me les recommandant.

Les inconvénients et les abus nombreux liés au systéme de protection que les agents des puissances étrangères exercent dans les provinces ottomanes me sont parfaitement connus. Il n'est pas possible de les peindre avec plus de modération et de délicatesse que V. A. l'a fait dans sa dépêche du 21 juillet. Je conçois tous les désagréments que dans un pays tel que la Principauté de Valachie ce malheureux système doit susciter au gouvernement avec l'assemblée des boyards d'un côté, et avec les agences étrangères de l'autre. J'ai été plus d'une fois dans le cas de traiter des affaires pareilles, et je les ai souvent trouvées plus difficiles et plus épineuses que celles qui regardaient des objets d'une nature bien plus grave et plus élevée.

Le procès des deux *Goga,* autant que je puis en juger par les pièces que V. A. m'a communiquées, paraît mériter une attention particulière. J'en ai informé M. le prince de Metternich, en lui lisant en entier la lettre de V. A. Malgré le poids des affaires dont il est accablé ici, il m'a promis d'écrire sans délai à Vienne pour demander des éclaircissements ultérieurs. Il m'a autorisé en même temps à dire à V. A. que si cette affaire ne présentait pas quelque circonstance particulière qui l'empêcherait d'agir, il ferait tout ce qu'il pourrait pour la satisfaction de V. A. Il a ajouté qu'il n'était point ami des extensions arbitraires que les agents avaient trop souvent données au régime de protection des sujets ottomans; que S. M. l'Empereur en pensait comme lui; et qu'en général, rien ne lui serait plus agréable que d'épargner à V. A. tout sujet de mécontentement auquel les relations de la Principauté avec la monarchie autrichienne pourraient jamais donner lieu.

J'ai écrit de ma part à M. de Hackenau, que je dois croire encore à Vienne, puisqu'il s'était proposé d'y attendre le retour de M. le Prince de Metternich. Comme nous nous y trouverons, très probablement, avant le 1-er septembre, ou au moins pas beaucoup plus tard, je m'empresserai de prendre à la chancellerie d'Etat tous les renseignements qui s'y trouveront sur les procès en question et je ne négligerai rien pour leur donner une tournure conforme aux voeux de V. A.

Quant au maître verrier que vous me demandez, Monseigneur, dans des termes qui honorent également votre esprit, vos lumières et la bonté paternelle de votre âme, je m'en occuperai soigneusement. Les verreries les plus fameuses de la monarchie sont précisément celles de Bohême. Comme je dois passer par Prague pour retourner

www.dacoromanica.ro

à Vienne, il est possible que j'y trouve un sujet tel qu'il le faut à votre pays. Si non, j'en ferai une de mes premières affaires à mon retour à Vienne. Il est vrai que l'on n'est pas toujours facile chez nous sur l'article de la permission de sortir de la monarchie, surtout lorsqu'il s'agit de ces branches d'industrie qui fournissent directement notre commerce d'exportation. Mais j'espère que, dans le cas présent, pourvu que l'arrangement principal puisse se faire à des conditions acceptables, cette difficulté ne m'arrêtera pas, et je puis compter d'avance sur le soutien de M. le Prince de Metternich, auquel j'ai déjà parlé de cet objet dans une de nos promenades journalières.

Je dois encore des remerciements particuliers à V. A. de la résolution généreuse relativement à mes appointements dont on vient de me faire part. Tous mes voeux seront remplis si je parviens à confirmer V. A. dans l'opinion favorable qu'elle a daigné former de mon zèle et de ma bonne volonté...

2. *Scrisoare originală, datată din Viena 5 Mai 1819, către un necunoscut, privitoare la corespondența lui Gentz cu Domnul Țării-Românești*[1]).

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser d'abord réception de votre lettre du 10 avril avec une lettre de change sur Vienne, dont je vous prie de présenter à Son Altesse mes très respectueux remerciements.

J'ai également reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 15 avril, et dans laquelle vous m'informez que la mienne du 24 mars, n'avait pas répondu à l'attente du Prince.

Permettez-moi d'observer que cette lettre du 24 mars n'était absolument qu'une apostille des dépêches très volumineuses que j'avais adressées à S. A. peu de jours auparavant par M. de Rasty.

Je n'ai jamais eu l'idée de regarder ce supplément comme une dépêche. Mais il y a un autre point qui exige quelques éclaircissements et qui, avec plus de raison, aura pu frapper le Prince; c'est que je n'ai fait aucune expédition par le courrier parti d'ici dans les premiers jours du mois d'avril.

Je m'expliquerai franchement à ce sujet.

S. A. ayant daigné m'écrire qu'elle désirait la continuation de ma correspondance politique, jai cru de toute nécessité, non seulement pour ma propre satisfaction mais aussi pour l'intérêt de la chose et pour celui de S. A.,

1) Ms. Cantacuzino, f. 52.

www.dacoromanica.ro

d'indiquer le caractère et les objets de cette correspondance, telle qu'elle avait eu lieu jusqu'à présent et d'apprendre sur quel pied il conviendrait au Prince d'y donner suite. C'est ce que je fis dans une lettre que j'adressai à S. A. le I-er mars [1]) et qui lui a été remise le 15 du même mois. Quelque désir que j'eusse de connaître avant tout l'effet de cette lettre, je n'hésitai pas à charger M. de Rasty, qui partit de Vienne le 18 mars, d'une expédition qui a dû au moins prouver au Prince que mon empressement à le servir était sincère et réel. La lettre insignifiante du 24 mars, qui paraît vous avoir mécontenté, n'était, comme je l'ai déjà dit, que le supplément de cette expédition.

Je ne cessai cependant de m'attendre à une réponse à ma lettre du I-er mars. Je ne puis avoir eu tort et je suis loin de me plaindre que S. A. ait autrement envisagé la question. Mais j'avoue que mon opinion était que cette lettre, sous plus d'un rapport, exigeait une réponse et j'ose ajouter que je ne suis jamais revenu de cette opinion. N'ayant rien reçu du Prince par le courrier qui arriva le 31 mars, je crus, moins par amour-propre, que par delicatesse, devoir attendre comment S. A. aurait reçu mes dépêches par M. de Rasty, avant de reprendre mon travail.

Je reçus enfin du Prince, le 16 avril, sa gracieuse lettre du 2 du même mois et, aussitôt, sans attendre davantage je suis entré en matière le 17 [2]). Cet exposé fidèle vous prouvera, Monsieur, que je n'ai pas hésité à remplir mes engagements et que, s'il y a eu du retard, ce retard ne saurait m'être imputté.

Il n'y aura plus dorénavant de lacune dans ma correspondance. Je ferai régulièrement deux expéditions principales par mois, et si dans les intervalles il arrivait quelque nouvelle exigeant une prompte communication, je ne manquerai pas de la mander de suite, soit par la poste, soit, si le cas était urgent, par une estafette expédiée à mes frais.

Il y a encore un point que je ne puis pas passer sous silence; c'est celui qui regarde les moyens de communication. Le Prince m'a fait savoir par M. de Rasty que je n'avais qu'à lui écrire toujours par la poste et sans autre intermédiaire. De mon côté, je puis très bien me soumettre à cette disposition, mais il est évident que, si elle doit être suivie sans exception, la liberté et l'intérêt de mes rapports s'en ressentira souvent. Au reste, tout cela dépend du plus ou moins de valeur que le Prince attachera en général à ma correspondance. M. de Rasty a été assez longtemps ici pour donner à ce sujet tous les renseignements nécessaires.

---

1) Lipseşte din colecţiunea Prokesch-Osten.
2) In Prokesch-Osten, I, 397.

www.dacoromanica.ro

Pour ne pas importuner le Prince sans nécessité, j'ai cru, Monsieur, devoir entrer avec vous dans ces petites explications. Vous voudrez bien, si vous le jugez à propos, en rendre copie à S. A.; pour le reste je me réglerai toujours très exactement aux ordres qu'elle me fera parvenir.

. . . . . .

3. *Scrisoare originală, datată din Viena, 4 Ianuarie 1820, către fiul Domnului Alexandru Suțu, în favoarea fostului agent român la Viena, Rasti* [1]).

Mon Prince,

En offrant à V. A. mes voeux sincères pour l'année qui va commencer et l'expression de mon dévouement, je prends la liberté de profiter de ses gracieuses dispositions envers moi pour lui recommander une affaire qui me tient extrêmement à coeur.

M. Nicolas Rasty, pendant tout le temps qu'il a été employé à Vienne, m'a donné tant de preuves d'attachement, de confiance et d'amitié que je me crois obligé en conscience de plaider en sa faveur toutes les fois que je crois entrevoir une occasion convenable. Monseigneur le Prince votre père m'avait fait l'honneur de me demander, il y a quelque temps, si je croyais l'envoi de M. Rasty à Vienne utile aux intérêts de S. A. ou au moins à ceux de ma correspondance. Le devoir de dire la vérité devant l'emporter sur toute autre considération, j'ai déclaré à S. A. que je ne voyais ni nécessité, ni utilité dans l'envoi de M. Rasty à Vienne.

Mais, ayant rempli ce devoir, j'ai senti d'autant plus vivement le besoin et le désir de rendre service à celui contre lequel j'avais dû voter dans cette occasion. Je sais depuis longtemps que M. Rasty se féliciterait beaucoup d'obtenir une place d'Isprawnick surtout si cela pouvait être dans le district où il a quelques petites propriétés.

Je me constitue (sans en avoir aucune commission de sa part) son protecteur auprès de vous, mon Prince, en vous priant instamment de vouloir bien vous faire *mon* organe auprès de Monseigneur votre illustre père. Il ne se refusera pas à l'intervention d'un fils chéri, et j'ose même me flatter que comme c'est la première grâce que je lui ai demandée depuis que j'ai l'honneur de le servir, il n'y répondra pas par un refus. Si je suis assez heureux pour réussir [2]) dans cette démarche, ce sera pour moi un double bonheur de pouvoir porter simultanément mes sentiments

1) Ms. Cantacuzino, f. 146.

2) Gentz a izbutit. La 16 Iunie 1820 mulțumește lui Vodă, și în același timp îi cere un concediu de 2 luni pentru cautarea sănătății.

www.dacoromanica.ro

de reconnaissance sur le Prince bienfaiteur et sur celui que S. A. m'a désigné elle-même comme digne de sa haute confiance.

Une partie des papiers que V. A. m'a demandés par sa gracieuse lettre est jointe à mon expédition d'aujourd'hui.

4. *Scrisoare de mâna lui Gentz, datată din Viena 17 Aprilie 1820, către Alexandru Vodă Suţu şi privitoare la familia Belu*[1]).

Monseigneur,

Je compte sur les bontés infinies de V. A. en lui adressant quelques mots sur un sujet dont depuis longtemps je m'étais engagé à faire mention envers elle.

La famille de Belio a eu de tout temps des rapports de différentes espèces avec les Etats autrichiens; elle a même rendu des services qui lui ont valu des marques publiques de faveur de la part de S. M. l'Empereur[2]); elle a constamment joui de la bienveillance de notre gouvernement. Je me trouve depuis bien des années en relations amicales avec plusieurs membres de cette famille; je n'ai donc pas pu leur refuser une démarche à laquelle ils attachent un certain prix quelque superflue qu'elle puisse être en elle-même.

M. Belio à Bucarest a eu, comme V. A. n'ignore pas, des affaires considérables à traiter pendant l'administration du Prince Caradja. J'ignore si, dans le maniement de ces affaires il y a jamais eu des objections contre les procédés de M. Belio; je ne connais aucun détail qui pourrait guider mon jugement là-dessus. Il me suffit que M. Belio a toujours eu la réputation d'un honnête et galant homme et je le regarde comme tel d'après toutes mes données actuelles.

Comme M. le Prince de Caradja a éprouvé en dernier lieu plusieurs désagréments par raport à une possession particulière qui lui restait dans la principauté, la famille Belio a conçu des inquiétudes de son côté et de baron Belio, établi ici, m'en a plusieurs fois parlé, avec beaucoup de réserve, il est vrai, mais pas sans une forte émotion. Je lui ai dit que tout ce que je savais de la façon de penser noble et magnanime de V. A. me donnait la certitude, non seulement que sa famille n'avait rien à craindre de la part du gouvernement actuel, mais que si on jugeait à l'inquiéter de quelqu'autre côté que ce fût, V. A. lui accorderait

1) Ms. Cantacuzino, f. 180.
2) Titlul de baron, conferit la 1817.

www.dacoromanica.ro

sans aucun doute sa haute protection. Je crois l'avoir tranquillisé par cet avis, mais pour n'avoir rien à me reprocher, j'ai cru devoir reccommander, à titre d'ami, cette famille aux bonnes grâces de V. A.

Si je fais par là une chose absolument inutile, Monseigneur, je vous supplie d'être persuadé que je n'ai eu d'autre intention que de rendre un très innocent service à des personnes qui m'ont souvent témoigné de l'attachement et de la confiance.

V. A. jugera elle-même s'il vaut la peine de me dire quelques paroles gracieuses et rassurantes par lesquelles je prouverai à la famille Belio que je me suis occupé de leurs intérêts. Si V. A. y aperçoit le moindre inconvénient, elle daignera regarder cette lettre comme non avenue. . .

. . . . . .

5. *Scrisoare de mâna lui Gentz, datată din Viena 17 Octombre 1821, prin care cere fiului lui Alexandru Vodă Suţu o retribuţie întârziata*[1]).

Mon Prince,

La mort de Monseigneur votre père a été un évenement déplorable comme signal des désordres et des malheurs qui ont eclaté sur le pays confié à son administration sage et bienveillante; deplorable pour son illustre et interessante famille; deplorable aussi pour moi, puisque rien ne remplacera jamais les relations heureuses et honorables dans lesquelles je me trouvais placé avec lui.

Après tant de grandes considerations je rougirais de citer quelques pertes materielles que ce triste evenement m'a fait eprouver, si je ne croyais que V. A. pourrait facilement les reparer et attacherait peut-être quelqu'interêt à le faire

Dans les années precedentes, le Prince votre pere m'avait reguliérement assigné au commencement de l'année, à titre d'etrennes, une gratification de 500 ducats, sur laquelle je pouvais compter comme sur une partie de mes appointements et que j'aurais obtenue infailliblement aussi cette année-ci si, dès lors, la maladie qui a mis un terme à ses jours n'avait derangé nos rapports. En me resignant sur cette perte, pour laquelle je ne saurais, sans indiscretion, reclamer une indemnité, je me permets cependant d'observer, mon Prince, qu'instruit assez tard du coup funeste qui vous avait enlevé Monseigneur votre père, j'ai continué mes expeditions jusque dans les premiers jours du mois

1) Ms. Cantacuzino, f. 247.

www.dacoromanica.ro

de mars. J'y ai même mis un zele tout particulier et, au milieu des immenses travaux du congrès de Laybach, durant une epoque où ma santé suffisait à peine à mes occupations, j'ai employé plusieurs nuits à m'acquitter envers mon illustre correspondant d'un devoir que je regardais comme d'autant plus sacré que le moment était plus grave et plus interessant.

Il m'aurait paru juste... de recevoir au moins, après tant d'efforts et de sacrifices, le montant d'un trimestre de ma pension, pour la clôture d'une carrière dans laquelle le suffrage et, je puis bien dire, la vive satisfaction de Monseigneur votre père m'avaient constamment accompagnés. Je n'ai cependant pas voulu le demander; je ne le demande même pas à present; mais j'abandonne à votre equité et à votre delicatesse, mon Prince, à juger vous même si je n'ai pas quelque droit à m'y attendre.

De quelque manière que vous decidiez la question, je supplie V. A. de croire que mes sentiments et mes disposition n'en seront nullement affectés. Je regarderai toujours egalement comme un devoir et comme un bonheur de pouvoir vous rendre les services placés dans la sphère de mes faibles moyens et de prouver à votre illustre maison le devouement sincère dont j'ai été penetré pour son illustre chef.

. . . . . .

6. *Scrisoare originală, datată din Viena, 31 Decembre 1825, către un necunoscut, privitoare la moartea unui personagiu de seamă* [1]), *la familia Meitani şi la moartea ţarului Alexandru I* [2]).

Monsieur,

Je n'ai pas besoin de vous peindre l'effroi et la douleur dont j'ai été saisi en recevant la lettre que vous avez bien voulu m'adresser le I-er de ce mois. Comme vous avez été le depositaire des pensées, des sentiments et de tous les secrets de l'homme distingué que le Ciel vient de nous enlever, vous avez certainement bien connu le *genre* et le *canactère* des rapports qui existaient entre nous; vous n'avez pas ignoré que notre liaison, bornée d'abord à une simple correspondance politique, était peu à peu devenue *une affaire de coeur* et que nous sentions l'un pour l'autre un attachement et une confiance tels que certes il s'en est

1) Constantin Samurcaş. Vezi scrisoarea de condoleanţe a lui Gentz catre Al. Samurcaş, în Iorga, Studii şi doc., XI, 105.

2) Ms. Cantacuzino, f. 255.

www.dacoromanica.ro

rarement établi parmi des hommes qui ne s'étaient jamais vus. Vous pouvez donc justement apprécier les regrets que cette perte me fait éprouver. Je ne puis pas oublier au reste, Monsieur, que c'est par vous que se sont formées mes premières relations intimes avec le défunt et que c'est vous qui me l'avez fait connaître tel qu'il était et tel qu'il s'est montré envers moi jusqu'au moment qui nous l'a arraché. Je n'ai pu lire sans larmes ce que vous me mandez de vos derniers entretiens avec lui.

Je viens de répondre à la lettre aussi obligeante que touchante de M. Alexandre de Samourkassy. Comme ma lettre vous sera communiquée sans aucun doute, vous y retrouverez l'expression bien sincère de mes sentiments. Vous y verrez aussi le parti que j'ai pris par rapport à mes lettres et les motifs qui me font désirer qu'elles soient détruites. Je me fie entièrement à la loyauté des personnes qui exécutent cette opération, et je ne suis pas peu rassuré par l'idee que vous y assisterez vous-même.

Quant à l'affaire de M. Meitani, vous pouvez bien imaginer à quel point je déplore que le défunt n'ait pas pu atteindre au moins l'époque très rapprochée de sa mort où il aurait appris l'accomplissement de ses voeux. Personne ne sait mieux que moi quelle valeur il attachait à ce projet. Vous serez maitenant informé du succès complet de mes demarches, car dès le 21 de ce mois j'en ai prévenu M. de Meitani par estaffete.

Je dois lui écrire plus long par le courrier qui part aprés-demain. Je dois l'informer des formalités à observer pour l'expedition du diplôme [1]), des renseignements à fournir relativement à l'exactitude des noms, à l'*écusson des armes*, etc., etc., enfin, des taxes d'office à payer pour une faveur qu'on n'obtient pas gratuitement.

Tous ces details me semblent être du ressort de M. de Meitani lui-même. Quant à ce que vous ajoutez par rapport aux services que j'ai été trop heureux de pouvoir rendre en cette occasion, il ne me convient pas d'en dire un mot à M. Meitani. C'est un point que j'abandonne tout à fait à votre delicatesse et à votre amitié.

Je me suis adressé à M. Meitani pour un objet que je ne croyais pouvoir confier qu'à lui et qui regardait une espèce de reclamation pecuniaire. Si la lettre que j'ai ecrite à ce sujet vient à votre connaissance, vous verrez dans quel sens et dans quelle forme j'ai traité cet objet et combien je serais desolé qu'il en resultat un embarras quelconque pour une famille qui me sera à jamais chère.

Le grand et tragique événement qui a frappé le monde,

1) Diploma de baron.

www.dacoromanica.ro

et l'incertitude dans laquelle nous sommes sur la personne même du prince qui succèdera finalement à l'Empereur Alexandre, me met dans l'impossibilité de donner aujourd'hui le moindre avis sur ce que je croirais le meilleur parti à prendre pour M-me de Samourkassy et ses enfants. Il faut attendre, il faut voir quelles seront les dispositions, quelles seront les mesures sous un nouveau règime. Aussitôt que je pourrai moi-même former une opinion raisonnable, je ne tarderai pas à vous la faire connaître.

7. *Metternich către Grigore Vodă Ghica al Munteniei, 28 Iulie 1826* [1]).

Mon Prince,

La lettre que V. A. m'a fait l'honneur de m'adresser le 3 Mai dernier, exige doublement ma reconnaissance, tant pour les sentiments qu'elle exprime, que pour la marque de souvenir dont il vous a plu, mon Prince, de l'accompagner.

En travaillant sans relâche au maintien de la paix générale et de la tranquillité, je ne fais qu'exécuter la volonté expresse de S. M. l'Empereur, mon Auguste Maître, qui regarde la conservation de ce qui existe légalement, comme le gage le plus sûr du bonheur non seulement des nations confiées par la Providence à Son sceptre paternel, mais aussi de tous les autres peuples dont se compose la grande société européenne.

Si le ciel a béni jusqu'ici mes efforts, j'en trouve la récompense la plus douce dans le suffrage de tous les hommes de bien, dans ma propre conscience, ainsi que dans ma conviction intime que hors de cette ligne il n'y a point de salut.

Je ne puis donc qu'être très sensible à tout ce que Vous voulez bien me dire à cet égard et vous prie de recevoir l'expression de ces sentiments, de même que celle de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être.

Plass en Boh me
le 28 Juillet 1826.

mon Prince
de Votre Altese
le trés humble et tr s ob issant serviteur
METTERNICH

8. *Metternich c. Grigore Vodă Ghica, 16 Mai 1827.*
Copie [2])

Le Conseil Impérial de guerre vient de m'informer qu'il

1) Arh. Stat. Admin. vechi, no. 2425. Scrisoarea este numai semnata de Metternich. Am publicat-o în Conv. lit., Oct. 1906, p. 922.

2) Arh. Stat. Admin. vechi, No. 2426. Pe margine e scris: „N. B. originalul aceştii scrisori s'au luat de Luminaţia sa Beizade Costache Ghica fiind atingator de hotarnicia munţilor ramase (?) în a luminatii sale stapânire dupa împarţirea averii raposatului întru fericire Grigore Ghica voevod".

www.dacoromanica.ro

à donné ordre au Commandement général de Transylvanie de nommer des commissaire, chargés de se porter sur les frontières de cette province et de la Valachie pour y examiner avec soin, dans un esprit de justice et d'impartialité, les réclamations de Votre Altesse relatives aux déplacements des limites qui auraient eu lieu sur certains points, où les dites frontières touchent à des terres de famille de Votre Altesse. Conformément à cet ordre, le dit commandant général ne tardera pas à inviter Votre Altesse à nommer de son côté des commissaires qui se réuniraient aux nôtres pour prendre part à cette révision des limites et donner de la part de Votre Altesse les éclaircissements dont elle jugera à propos d'appuyer ses réclamations. En vous faisant part, mon Prince, de cette mesure, je dois ajouter que, comme une partie des territoires en question se trouve, d'après les renseignements pris par le conseil de guerre, occupée depuis bien des années par des particuliers, il a été jugé nécessaire de faire intervenir le gouvernement civil de la Transylvanie dans l'examen auquel on va procéder. Il n'en résultera cependant aucun délai inutile et je désire sincèrement que cette affaire puisse s'applanir dans les voies les plus amicales et à l'entière satisfaction de Votre Altesse.

Je saisis cette occasion pour réitérer à Votre Altesse l'assurance de ma haute considération.

Vienne
le 16 Mai 1821. sign *Meternig (sic)*

Poate că această scrisoare stă în legătură cu următorul răvaş:

„Un răvaş al Dumnealui Căminar Scarlat cu leat 1820 „April 21 pentru primirea dela Sf. Mitropolie *(sic)* a unui „hoget turcesc de hotarèle ţerii, care ravaş primindu-l eu „să-l arăt la Mariia Sa Voda, am dat acest răvaş de primire.

1825 Iunie 1 K ducanu 1) stolnic

---

1) Poenaru (Ialomiţa). Arh. St. Adm. vechi, No. 2424. Cf. Acad. Creşt. col. 1915, p. 74-5 şi 187. Granaţuirea s'a facut la 1826 pe urmele celei dela 1792 (Creşt. col. 1912, p. 146).

www.dacoromanica.ro

Notice sur les Vogoridi[1])

Les informations qui suivent sont dues, pour la plus grande partie, à la bienveillance du prince Emmanuel Vogoridi[2]), aujourd'hui octogénaire, établi de longue date à Paris, où, il y a vingt-cinq ans, j'ai eu l'avantage de renouer avec lui le fil des relations qu'il avait eues autrefois, à Bucarest, avec mes parents.

Il m'a communiqué ses notes, „en souvenir", m'écrit-il, „de vous et des vôtres et de l'accueil si amical et si fraternel que votre arrière-grand-oncle, le métropolite d'Hongro-Valachie Dosithée Filitti, a fait à l'évêque de Vratza" Sophroni Vogoridi.

*

La vie de Sophroni est connue par ses mémoires, écrits en 1804 et traduits en français par L. Léger[3]).

Staïco, de son nom avant d'entrer dans les ordres, était né à Kotel, en turc Kazan, bourg de Bulgarie, en 1739. Sa mère, Marie, mourut en 1742. Son père, Vladislav marchand de bestiaux, se remaria, eut un autre fils, préféré, dont on perd les traces, et mourut en 1750 à Constantinople, où il se trouvait pour affaires. Staïco hérita de trois maisons à Kotel. Ses oncles, marchands de bestiaux également, l'un à Constantinople, l'autre à Kotel, soignèrent sa fortune de manière qu'à leur mort il ne resta que des dettes.

Pauvre, Staïco se maria en 1757, âgé de dix-huit ans à peine, à la fille du prêtre de Kotel, dont il prit la succession en 1762. Sa femme mourut en 1788. Dès cette année, son „fils" avait passé en Valachie pour acheter des porcs et était devenu secrétaire du cassap-bacha ou chef des approvisionnements en viande des armées turques qui s'y trou-

1) In Revue historique, IV (1927), p. 314—320.

2) Un article de lui, concernant sa famille, dans Periodice skospisanie, LXXI (1910), p. 471 521.

3) *Mélanges orientaux,* 1883, p. 382 et suiv. — Il y a eu plusieurs éditions de l'original, dont la dernière par Oreschkoff, à Sofia, 1914. Compte-rendu par N. Mileff dans le Bulletin de l'institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale, II, (1915), p. 172-5.

www.dacoromanica.ro

vaient. Ce fils, que la tradition de famille appelle Jean, devait être âgé, alors, de trente ans au plus, ne pouvant être né, au plus tôt, qu'en 1758.

Staïco entra dans les ordres et devint évêque de Vratza (N. de Sophia), sous le nom de Sophroni, en 1794. Il nous dit que ses „enfants", qu'il alla consulter à Arnautkioï (Arvanitohori), près Trnovo, où ils avaient déménagé de Kotel, insistèrent auprès de lui pour le décider à accepter cette dignité.

Le prince Emmanuel Vogoridi m'écrit que par ces „enfants", c'est les *petit-fils* de Sophroni qu'il faut entendre, les enfants de son fils *unique* Jean. Si ce Jean s'était marié aussi jeune que son père, donc au plus tôt en 1776, le premier des petits-fils de Sophroni ne pouvait naître avant 1777. Ce fut Stéfanaki, que la destinée devait porter très haut et qui illustra le nom de Vogoridi, forme grécisée de Bogoriti, l'équivalent de Théodat ou de Théodore.

Stéfanaki ne peut donc être né en 1775, comme l'admettent ses descendants, ne se fondant du reste que sur le fait qu'à sa mort, en 1859, on le *disait* âgé de quatre-vingt quatre ans. Dans l'almanach de l'état valaque, 1841, la date de naissance est le 7 Janvier 1783.

De 1799 à 1803, Sophroni fut retenu à Vidin par le fameux Pacha Pasvanoglou. En 1803, il put passer à Craïova et de là à Bucarest où, nous dit-il, ses „enfants", après de nombreuses pérégrinations entre Kotel, Arnautkioï et Svichtov et après avoir souffert de „grandes misères", étudiaient à „l'Académie de la ville".

„J'allai", écrit Sophroni, „porter mes hommages à S. S. le métropolite de Hongro-Valachie qui s'appelait Dosithée (Filiti). C'était un homme âgé, cultivé et renommé pour sa sagesse. Il me reçut affectueusement et me présenta au prince qui était Constantin Ypsilanti et à quelques boyards... Il m'appela à la métropole, me donna une cellule pour habiter auprès de lui et m'invita tous les jours à sa table. Je lui recontai mes souffrances... Il se montra généreux à mon égard et pria le prince d'obtenir du St. Synode que je fusse déchargé de mon évêché".

C'est cet accueil hospitalier que les descendants de Sophroni n'ont pas oublié.

Dosithée Filitti et Sophroni Vogoridi étaient faits pour s'entendre. Le rêve qui hanta toute sa vie le premier, fut l'émancipation nationale dès chrétiens de Dacie et des Balcans de la domination turque et païenne. Sophroni, de son côté, fut le premier évêque qui parla bulgare à ses ouailles. Le but que tous deux poursuivaient était le même et tous deux étaient pénétrés de cette idée que l'émancipation politique devait être préparée par le développement préalable de

www.dacoromanica.ro

la conscience nationale au moyen de la diffusion de l'instruction.

Voilà pourquoi Dosithée Filitti, quoique Grec d'origine, continua l'oeuvre de ses prédécesseurs de traduction des livres saints en langue roumaine et voilà pourquoi il encouragea Sophroni Vogoridi, qui put publier chez nous le premier livre en langue bulgare moderne, un Kiriakodromion, paru en 1806.

*

Le prince Emmanuel Vogoridi m'écrit que, d'après ce que lui a raconté autrefois un vieux bulgare de Kotel, Stéfanaki Vogoridi aurait assisté, en qualité de secrétaire du drogman de la marine ottomane, à la deuxième bataille d'Aboukir en 1799, lorsque le général Bonaparte jeta à la mer l'armée turque. Le prince Vogoridi ajoute que Stéfanaki était l'un des petit-fils de Sophroni qui étudiaient à l'Académie de St. Sabbas à Bucarest en 1803. Si la mémoire n'a pas trompé le vieux bulgare de Kotel, Stéfanaki, après avoir été à l'âge de 22 ou de 16 ans (selon qu'on admet comme date de naissance, 1775, ou 1783) secrétaire du drogman de la marine impériale, aurait senti le besoin de compléter son instruction à l'Académie de Bucarest. La tradition me semble douteuse, d'autant plus que les mémoires de Sophroni ne parlent que des „grandes misères" que ses „enfants" avaient souffertes avant de s'établir à Bucarest.

Mais, si Stéfanaki était, comme le veulent ses descendants, l'un des „enfants" de Sophroni qui étudiaient à St. Sabbas en 1803, quel était l'autre?

Le prince Emmanuel Vogoridi prétend que c'était Athanase Jean Vogoridi, qui devint ensuite docteur en médecine de l'Université de Marbourg (Hesse-Cassel), avec une thèse intitulée „De piscium medulla spinali". Il ajoute ce souvenir: „Un fils d'Alexandre Carathéodori, qui représenta la Turquie au congrès de Berlin, en possédait un exemplaire. Je lui ai fait offrir, pour me le céder, un charmant elzévir traitant des antiquités de Constantinople. Il a refusé".

Mais il est certain que Athanase Jean Vogoridi, né à Arvanitohori, pratiquait la médecine à Bucarest dès l'année 1803, qu'il avait partant son doctorat à cette date et qu'il est donc impossible que l'année précédente il ait encore étudié à St. Sabbas. Il eut une vie agitée. En 1815, à Vienne, il souscrivait aux Prolegomena de Coraï. In 1817, il publiait à Würtzbourg l'ouvrage Betrachtungen über der Verdaung im menschlichen Magen. En 1819 il était de nouveau à Vienne (Zissi Daouti, Megala symvevikota). En 1821 on le vit à Bucarest, participant à l'hétairie, les pistolets à la ceinture. Réfugié à Brasov, il en fut rappelé en 1823 pour soigner à Bucarest le baron Sakellario, mais, menacé d'être arrêté

www.dacoromanica.ro

comme ci-devant hétairiste, il disparut brusquement (Hurmuzaki, X. 237). Il était parti pour Paris, où le préoccupa l'avenir de la Grèce. (C. N. Sathas, Historikai diatrivai, Athènes 1870, p. 81).

Il ne saurait s'agir, je pense, que d'un troisième petit-fils de Sophroni, dont la famille n'a pas gardé le souvenir et qui pourrait être Pétraki Vogoridi, plus tard boïar en Moldavie en même temps que Stéfanaki.

Du reste, la famille ignore aussi l'existence d'une fille de Sophroni, Marie, qui vivait encore en 1832 à Bucarest[1]).

*

Comme d'autres jeunes gens d'origine modeste, dans les Principautés roumaines comme à Constantinople, Stélanaki Vogoridi dut sa brillante carrière avant tout à son tempérament ambitieux et à sa vive intelligence, unis à de fortes études.

Je pense que c'est lui le „jeune Stéphanaki", qui en 1805 représentait à Constantinople, avec Jean et Constantin Caradja et deux dames Scanavi, le parti d'Ipsilanti[2]). En 1807 il fut drogman de Vahid efendi au traité des Dardanelles[3]).

Stéfanaki accompagna Charles Callimaki lorsque celui-ci devint, en septembre 1812, prince de Moldavie. Pendant ce règne, qui dura jusqu'en juin 1819, Stéfanaki Vogoridi occupa successivement les hautes charges de pârcălab ou gouverneur de Galatz, vornic de spre Doamna, aga, grand postelnic (1814) et enfin de grand hetman. En même temps, Pétraki Vogoridi prenait les rangs de stolnic, puis, en 1818, de caminar[4]). Une mort prématurée semble avoir mis fin à la carrière de ce dernier.

C'est probablement à la cour de Charles Callimaki que Stéfanaki fit la connaissance de la demoiselle Scanavi, Anne, fille de Nicolas, petite fille de Démètre, qu'il épousa en 1813. C'etait, en effet, une cousine germaine de la princesse Charles Callimaki, fille de l'ancien prince de Valachie Nicolas Mavrogéni et de Marie Scanavi. Par ce mariage, Stéfanaki s'allia aux principales familles du Phanar, les Soutzo, Mavrogéni, Caradja, Callimaki, Hangerli, Mano, Ipsilanti.

Après une vie d'agitation et de tourments, le vieil évêque Sophroni eut la joie d'assister à l'élévation de son petit-fils. Il vivait encore, en effet, en août 1815, lorsque, à la tête de cinq notables bulgares de Bucarest, il félicitait ses compatriotes établis dans cette ville, des services rendus aux armées russes. Il est mort peu après.

En février 1821, Stéfanaki Vogoridi fut nommé par la

1) *Analele parlamentare ale României*, II, p. 359.
2) Hurmuzaki, Supplément I, tome II, p. 311.
3) Ibid., p. 540 et Iorga, Acte şi frag., II, 709 (rapport de 1824).
4) V. A. Urechia, *Istoria Românilor*, X, B, p. 490.

www.dacoromanica.ro

Porte caïmacam ou régent de Moldavie, au nom du prince Callimaki, situation qu'il occupa jusqu'en juillet 1822.

De retour à Constantinople, après un court exil à Kutayeh en Asie, il rentra en grâce auprès du Sultan Mahmoud. S'il ne sombra pas avec les Phanariotes, s'il conserva la vie et même la faveur impériale, il le dut en partie, de même que son contemporain Stavraki Aristarchi, à la considération qu'il n'était pas grec. De plus, la tradition de famille veut que les Scanavi aient joui de la faveur de la Sultane-Validé, mère de Mahmoud, qui aurait attiré l'attention de celui-ci sur la valeur exceptionnelle de Stéfanaki. „Et ce fut", m'écrit le prince Emm. Vogoridi, „l'origine de sa fortune".

Stéfanaki sut obtenir et garder la confiance du Sultan Mahmoud à ce point qu'il crut pouvoir se permettre de lui conseiller, malgré l'opposition du Grand Vizir et du divan impérial, de reconnaître l'indépendance de la Grèce, exigée par les puissances. Il sut faire comprendre au Sultan qu'il serait passé outre à toute résistance et qu'il valait donc mieux pour son prestige faire acte de magnanimité que d'avoir à subir le fait accompli.

Stéfanaki fut récompensé de ce bon conseil, en 1832, par les hautes fonctions de prince gouverneur de Samos. Il n'y passa du reste que quelques mois, laissant l'île, jusqu'en 1849, lorsqu'il donna sa démission, gouvernée par des caïmacams. Le Sultan Mahmoud voulait en effet l'avoir constamment auprès de lui.

En 1834, Stéfanaki soutint avec succés la candidature au siège princier de Moldavie de Michel Stourdza, qui devint alors son gendre.

Le Sultan Abdoul-Medjid, monté sur le trône en 1839, conserva la même confiance que son prédecesseur à Stéfanaki, qu'il consulta sur tout ce qui concernait la politique étrangère. En 1841, celui-ci devint grand logothète du Patriarcat oecuménique. Lors des troubles causés par les Bulgares à Brăila en 1841-2, visant à l'émancipation nationale de leur patrie à l'aide de la Russie, Stéfanaki put nourrir un moment l'espoir que son origine, les mérites de son grand-père Sophroni et sa propre influence le désigneraient pour occuper en Bulgarie la situation des princes de Valachie et de Moldavie, ou des Obrénovitch en Serbie.

On l'appelait le Talleyrand de l'Orient, m'écrit le prince Emm. Vogoridi. Mais, continue-t-il, le Sultan Abdoul-Medjid ne voulant pas que la situation exceptionnelle de Stéfanaki à Constantinople pût être invoquée par ses successeurs à la principauté de Samos, lui conféra le rang et les honneurs de prince de Valachie. Il créa en outre de nouveau pour lui les fonctions de kiatib-ul-esrai, conseiller des affaires secrètes, ou Exaporite, qu'avait occupées autrefois Alexandre Maurocor-

www.dacoromanica.ro

dato. Aucune réponse ne devait être faite aux notes politiques des ambassades étrangères à Constantinople, aucune instruction ne devait être donnée aux ambassadeurs du Sultan à l'étranger sans que Stéfanaki Vogoridi ait été consulté.

Vers 1845, Stéfanaki fit don à la colonie bulgare de Constantinople, de sa maison de Balata, au nord du Phanar, sur la Côte d'or, qu'il tenait en dot de sa femme Scanavi. Le Sultan lui fournit alors les moyens pour bâtir à Arnautkioï le magnifique palais, occupé aujourd'hui par un collège américain, dans lequel il mourut en août 1859.

Stéfanaki Vogoridi laissa sept enfants.

1. Jean, l'aîné, faible d'esprit et mort non marié à Döbling dans une maison de santé.

2. Smaragda, née à Jassy en 1816 et mariée à Michel Stourdza, prince régnant de Moldavie de 1834 à 1849.

3. Nicolas, né à Jassy en 1821, caïmacam ou régent de Moldavie en 1857-8, marié en 1844 à Catherine Conaki et père du prince Emmanuel Vogoridi.

4. Alexandre, né en 1823, gouverneur général de la Roumélie Orientale sous le nom d'Aléco-Pacha, marié à Aspasie Baltazzi et mort à Paris en 1910 sans enfants.

5. Anne, mariée à Const. Mousourous Pacha, ambassadeur de Turquie à Londres.

6. Chariclée, mariée à Lascar Cantacuzino-Paşcanu, puis à M. Nisson, Danois.

7. Marie, épouse de Jean Photiadi, ambassadeur de Turquie à Florence, puis gouverneur général de Crète après la convention d'Halépa.

A la mort du prince Stéfanaki Vogoridi, ses papiers ont été dispersés. Un seul de ses enfants se trouvait auprès de lui, l'aîné, Jean, le faible d'esprit. Pendant une année et plus, m'écrit le petit-fils, c'est dans ces papiers, en partie historiques, que furent enveloppés les canelles, les sels, les poivres, vendus par les domestiques aux épiciers et autres boutiquiers d'Arnaoutkioï et de Bébek.

www.dacoromanica.ro

Une lettre du prince de Serbie au prince de Valachie en 1844[1])

Prince[2]),

Mr Stojan Simitch[3]), actuellement Président du Sénat, après son retour de Bucarest, m'a remis la lettre que Votre Altesse Sérénissime m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 23 mai dernier. Il m'a rendu compte en même temps de l'accueil bienveillant que Votre Altesse lui a daigné faire.

J'ai été très charmé d'apprendre, Prince, que le choix que j'avais fait dans la personne de Mr. Simitch pour remplir une mission auprès de Vous avait obtenu Votre approbation, et que vous avez daigné prêter Votre attention bienveillante aux paroles que Mr. Simitch était chargé de Vous dire de ma part. Mr. Simitch m'a dit tout ce que Votre Altesse a répondu aux propositions qu'il a eu l'honneur de Lui faire en mon nom, et j'ai été extrêmement touché de l'empressement avec lequel Elle a donné une solution à toutes les questions qui Lui étaient soumises. Cette disposition excellente de Votre Altesse Sérénissime facilitera beaucoup le maintien des bonnes relations entre les deux Principautés et la décision à l'avantage des deux pays de toutes les questions qui puissent donner lieu à quelque mésintelligence fâcheuse. Je suis persuadé, Prince, par ce que Mr. Simitch m'a dit de la part de Votre Altesse, que ces questions seront résolues de maniere à servir très utilement le commerce des deux pays et à consolider cette heureuse harmonie qui existe depuis longtemps entre nos gouvernements.

Mr. Simitch m'a dit que Vous approuvez, Prince, le désir de mon gouvernement au sujet de l'abolition de la quarantaine valaque envers les habitants de la Serbie, toutes les fois que l'état de la santé publique le permettra. Mais, comme les

1) In Revue historique III, (1926), p. 92-7.
2) C'etait Georges Bibesco.
3) V. Filitti, *Domniile române sub Regulamentul organic*, Bucureşti 1915, pp. 204, 206, 346.

www.dacoromanica.ro

quarantaines valaques sont soumises à la surveillance de la Cour protectrice, Votre Altesse n'y peut rien faire sans le consentement de cette Cour. Nous avons des assurances, Prince, que la Cour protectrice n'est pas non plus opposée à ce désir du gouvernement serbe. Elle y met seulement la condition que tous les voyageurs serbes passant par les quarantaines valaques fussent tenus de justifier d'un certificat délivré par le Consulat Général de Russie et constatant que le voyageur vient réellement de la Serbie et qu'il y ait passé au moins les derniers quatorze jours. On voit par conséquent que la Cour protectrice reconnaît la bonne tenue des institutions sanitaires de la Serbie, qu'Elle consent à permettre aux Serbes d'aller en Valachie sans y être soumis à une quarantaine, mais qu'Elle craint seulement les abus. Il s'agit donc de prévenir les abus. Mais on doit reconnaître tout d'abord que la mesure de précaution dont la Cour protectrice paraît disposée à se servir est tout-à-fait superflue et qu'elle ne répond point au but proposé. Le consulat impérial ne pourra jamais savoir mieux que les autorités serbes si un homme est vraiment de la Serbie et s'il y est resté quatorze jours. Son certificat ne serait donc point nécessaire et tout ce qu'on devrait demander, c'est le certificat de l'autorité locale. Le certificat du Consulat ne pourrait être considéré que comme une légalisation mise sur la déclaration de l'autorité compétente du pays; mais peut-on admettre la nécessité de cette légalisation? peut-on contester la bonne foi des autorités publiques de ce pays? et, si on allait jusqu'à mettre en doute la bonne foi de nos autorités et à dire que l'obligation de présenter ces certificats au Consulat de Russie empêcherait l'émission de faux témoignages, est-ce qu'en suivant le même ordre d'idées on ne devrait pas arriver à cette conclusion que les autorités de ce pays seraient d'autant plus empêchées d'accorder de faux certificats, qu'elles sauraient que leurs actes sont délivrés pour un pays étranger où elles ne seraient pas moins compromises que devant le Consulat Impérial si elles suivaient une marche aussi coupable? Au reste, cette mesure serait tout-à-fait contraire au but proposé. L'on abolit les quarantaines pour rendre les voyages plus faciles et moins chers; mais, en adoptant la mesure en question, en obligeant les voyageurs de venir d'abord à Belgrade pour se munir du certificat consulaire et d'aller ensuite en Valachie, loin d'atteindre le résultat désirable, on exposerait les voyageurs à perdre beaucoup plus de temps et à faire beaucoup plus de dépenses que s'ils se soumettaient à subir la quarantaine. Et, puisqu'il en est ainsi, je ne puis pas croire que la Cour protectrice s'opposerait à l'adoption d'autres mesures plus propres à faciliter le cours du commerce et les relations réciproques des deux pays, si on lui démontrait

www.dacoromanica.ro

seulement toute la justesse de ces réflexions. Ainsi, Prince, persuadé que je suis de Votre bonté et de Votre amitié sincère, je m'adresse en pleine confiance à Votre Altesse Sérénissime en La priant de ne pas épargner ce qui dépend d'Elle pour obtenir sur cette matière un résultat que les intérêts de nos pays réclament avec tant d'instance et dont les avantages Votre Altesse est mieux que personne en état d'apprécier.

J'ai appris avec beaucoup de plaisir que Vous consentez, Prince, à l'union des postes aux lettres de nos deux pays. Mon gouvernement aura soin de placer à l'endroit convenu un officier de poste qui sache la langue valaque, afin qu'il pût mieux s'acquitter de ses devoirs.

Quant à la translation du bac d'Izvor, Mr. Simitch m'a expliqué les raisons pour lesquelles Vous trouvez mieux de placer ce bac entre Izvor-Fromossi et Barzo-Palanka que du côté de Radouiévatz. Je vois les avantages qui en résulteraient pour la facilité des communications et je m'empresse, Prince, de consentir à Votre proposition. Je prie seulement Votre Altesse de faire avertir mon gouvernement lorsqu'Elle aura donné les ordres nécessaires à cet effet, afin que de mon côté je sache ordonner au Ministère des Finances d'agir en conséquence.

Mr. Simitch m'a expliqué en détail ce que Votre Altesse avait bien voulu lui dire au sujet de l'Agence Serbe à Bucarest. Vous consentez, Prince, que l'Agence Serbe puisse avoir des relations officielles avec toutes les autorités valaques et qu'elle puisse agir en faveur des Serbes auprès de tous les pouvoirs, qu'elle puisse même présenter leurs plaintes à Votre Altesse Sérénissime; Vous faites seulement des objections contre ce qu'elle voulait que tous les Serbes appelés à comparaître devant la justice n'y fussent traduits que par son intermédiaire et interrogés autrement qu'en présence d'un de ses employés. Prenant en considération que Votre Altesse reconnait à l'Agence le droit d'agir par la voie politique en faveur des Serbes auprès de toutes les autorités valaques, je consens, Prince, que les relations de notre Agence à Bucarest fussent réglées sur ces bases.

A l'égard des Serbes qui restent en Valachie pour vaquer à leurs affaires particulières, Mr. Simitch m'a dit que vous consentez, Prince, à les faire jouir des mêmes droits que ceux dont jouiraient les Valaques dans cette Principauté. Votre Altesse Sérénissime permet d'accorder aux Serbes une année et en cas de besoin une année et demie pour s'occuper de leurs affaires en Valachie sans y être assujettis à aucun genre d'impôt; mais, ce terme une fois expiré et les Serbes continuant de résider en Valachie, Votre Altesse croit juste de les soumettre alors au paiement de l'impôt établi pour les

www.dacoromanica.ro

indigènes, suivant la classe qu'ils choisiraient eux-mêmes, en respectant toutefois leur qualité de Serbes et en les laissant jouir de la protection du passeport et de l'Agence serbe. Je reconnais, Prince, la justesse de ce principe et, en adoptant complètement le système de réciprocité, je suis prêt à conclure sur cette base une convention avec Votre Altesse Sérénissime. Quant aux réfugiés d'un pays ou de l'autre, l'extradition desquels n'était jusqu'à présent réglée par aucun acte, j'ai appris de Mr. Simitch que l'opinion de Votre Altesse à cet sujet consistait en cela: 1) les réfugiés coupables d'avoir commis un crime ou d'avoir déserté le service militaire, doivent être rendus à la réclamation de l'autorité compétente, aussitôt après avoir été saisis; 2) un terme doit être fixé pour l'extradition des réfugiés qui s'adonnent à la fuite dans l'espoir de se soustraire au paiement de leurs dettes; durant cet espace de temps on les rendra immédiatement à la réclamation de l'autorité compétente, mais après l'expiration du terme convenu, si on ne les a déjà demandés, on ne sera plus tenu de les rendre et on les jugera par les tribunaux des endroits où ils se trouvaient établis; 3) les réfugiés qui abandonnent leur patrie sans autre motif que dans l'espoir de trouver ailleurs une existence plus heureuse ne devront point être rendus.

J'admets complètement l'opinion de Votre Altesse au sujet des réfugiés de la première et troisième classe; quant à ceux de la seconde, je demanderai à Votre Altesse la permission de Lui dire que je ne crois pas bon de fixer un terme à leur extradition. Car, en agissant de la sorte, on donnerait aux réfugiés la facilité d'éluder le but du législateur. Un individu pourrait se soustraire facilement à toutes les recherches pendant la durée du terme convenu et, ce terme une fois expiré, il serait hors de toute crainte et délivré de l'obligation d'aller remplir sès engagements là où il les avaient contractés; je pense donc qu'il est essentiel de ne faire aucune différence entre les réfugiés débiteurs et ceux qui sont accusés d'un crime ou d'avoir déserté leur drapeau; je pense qu'il est du devoir de la justice d'employer toutes les mesures possibles pour contraindre tout le monde à respecter ses engagements et à les remplir dans toute leur plénitude. La seule manière de prévenir les fraudes des gens malintentionnés et les conséquences fâcheuses qui en résultent c'est de poser en principe que toujours et dans tous les temps les réfugiés débiteurs seront renvoyés à l'endroit où ils ont contracté des engagements, sauf à recouvrer leur liberté entière après avoir satisfait à leurs obligations ou, s'ils avaient abandonné perfidement leurs familles, après avoir pourvu à leur entretien. Ainsi, Prince, je serais d'avis de conclure une convention à cet égard sur les bases suivantes: 1) tous les réfugiés accusés

www.dacoromanica.ro

d'avoir commis un crime et d'avoir pris la fuite pour échapper à la punition de la loi (excepté, toutefois, les réfugiés politiques) seront renvoyés immédiatement à la réclamation de l'autorité compétente; 2) la même extradition se pratiquera envers les réfugiés militaires; 3) les réfugiés débiteurs et ceux qui abandonnent perfidement leurs familles seront aussi renvoyés à leur autorité compétente; 4) les individus qui quittent leur patrie pour aller chercher ailleurs une existence meilleure et plus heureuse seront seuls exempts de l'extradition.

Voilà, Prince, les questions que je désire voir réglées d'un commun accord avec Votre Altesse Sérénissime. L'abolition de la quarantaine, l'union des postes aux lettres des deux Principautés et la translation du bac d'Izvor entre Barzo-Palanka et Izvor-Fromossi, ce sont des choses qui seront accomplies aussitôt que Votre Altesse voudra bien donner les ordres nécessaires à cet effet. Pour y contribuer de mon côté, je n'attends que la réponse de Votre Altesse. Les trois autres questions et notamment celle de l'Agence Serbe à Bucarest, celle des Serbes résidant en Valachie et celle des réfugiés de différentes classes, doivent être objets d'une convention formelle entre les deux Principautés. J'ai l'honneur de prier Votre Altesse de vouloir bien choisir l'endroit et la manière convenable pour procéder à la conclusion de cette convention.

En attendant la réponse de Votre Altesse et l'arrivée du moment où je pourrai apposer ma signature à une convention qui servira de règle aux relations futures des deux pays voisins, je m'empresse de vous prier, Prince, d'agréer la nouvelle expression de la considération particulière que je ne cesserai jamais d'avoir pour Votre illustre personne, et l'assurance de mon amitié sincère et toute fraternelle.

Alexandre Karageorgevitch.

Ce 8/20 septembre 1844
Topola

Cette lettre se trouve aux archives du ministère des affaires étrangères de Roumanie, dossier numéroté autrefois 12 43-45 et aujourd'hui 277.

Je ne sache pas que la convention désirée par le prince de Serbie ait été conclue.

---

www.dacoromanica.ro

Un raport diplomatic muntean din 1856[1])

(Raport al lui N. Rosetti în chestia Dunării şi a unui drum de fier).

La 14 Iulie 1856, Seid-Emin Mehmed-Alì, prin scrisoare turcească al cărei original se află în colecţia mea de acte[2]), înştiinţa pe fostul Domn Alexandru Ghica despre numirea sa în calitate de caimacam al Ţării-Româneşti.

Ghica venia la cârma statului muntean plin de animositate împotriva foştilor Domni, fraţii Bibescu şi Ştirbei, cărora nu li putea ierta că fuseseră în fruntea opoziţiei pe urma căreia, la 1842, îşi pierduse scaunul domnesc. In Martie precedent Ştirbei-Vodă se plânsese Porţii de uneltirile împotriva lui ale câtorva boieri devotaţi lui Alexandru Ghica, iar în Aprilie pentrucă ziarul „Presse d'Orient" din Constantinopol publicase o protestare a beizadelei Costache Grigore Ghica împotriva cârmuirii lui Ştirbei[3]). Ambasadorul Angliei la Ţarigrad contriouise şi el la înlaturarea acestuia[4]).

Căimăcămia lui Al. Ghica era o cârmuire provisorie până la aducerea la îndeplinire a dispoziţiilor din art. 22 şi 25 ale tratatului dela Paris, încheiat la 30 Martie 1856. Aceste articole prevedeau că se vor culege „dorinţele populaţiilor cu privire la organisarea definitivă a Principatelor" puse de acum sub garanţia colectiva a puterilor. Resultatele vor fi supuse desbaterilor conferinţei marilor puteri strânsă la Paris. Dar înfăptuirea dorinţii de unire era foarte problematică; negociaţiile succesive ce se urmaseră între puteri, la Viena, Constantinopol şi în sfârşit la Paris, îngaduiau scepticismul. Unirea era sprijinită de Franţa, Rusia şi Prusia, dar combătută de Turcia, Austria şi Anglia[5]). Putea deci Ghica nadajdui că ocârmuirea lui provisorie să devie definitivă şi în consecinţa avea să lupte contra veleităţilor lui Bibescu de a reveni în scaun.

1) In Revista istorica, X, (1923), p. 65—81.

2) Soţia mea fiind nepoata de fiu a lui G. M. Ghica, nepot de frate şi secretar de stat al lui Alexandru-Voda.

3) Iorga, *Corespondenţa lui Ştirbei-Voda,* I, p. 606.

4) Alfons Graf Wimpffen, *Erinnerungen aus der Walachei in den Jahren 1854 6,* Viena 1878, p. 236.

5) Gaston de Monicault, *Le traité de Paris,* pp. 114 116.

www.dacoromanica.ro

Ştirbei îşi câştigase multe simpatii în Franţa şi în Austria. Acolo mai ales trebuia deci Ghica să-şi creeze o atmosferă simpatică. Primul minister pe care-l alcătui [1]) fu privit puţin favorabil de agenţii austriaci [2]) şi francesi [3]). El trimise la Paris pe ministrul său de finanţe, C. A. Suţu, zis Suţachi, care se cam compromisese în vremea lui Ştirbei [4]), dar era om deştept [5]). Public mai departe o interesantă scrisoare a lui Suţu către Ghica, păstrată în colecţia mea. La Viena e trimis, în calitate de comisar al Munteniei în comisia riverană a Dunării, „contele" Nicolae Rosetti. Am dela acesta câteva rapoarte şi telegrame, din care public aici pe cel mai vechi.

Raportul [6]), sub formă de scrisoare particulară, este adresat lui Gheorghe M. Ghica, nepot de frate al caimacamului. Gheorghe Ghica era născut la 1830 şi învăţase în Occident. La 1848 se afla la Dresda, de unde scria unchiului său Alexandru, fostului Domn [7]), spre a deplânge excesele revoluţiei din Bucureşti. Rol politic nu ştiu să fi jucat până ce Alexandru Ghica ajunse caimacam. Atunci, secretar al statului, însărcinat deci cu corespondenţa externă, devine un om „neînsemnat", probabil de casa Ghiculeştilor, fost şef de masă în aceiaşi administraţie, clucerul Alex. Dimitrescu. „Sub numele acestuia", în calitate de director, îşi începe cariera tânărul (avea douăzeci şi şase de ani) Iorgu Ghica, efectivul secretar de stat în timpul căimăcămiei unchiului său. Consulul frances Béclard îl credea „pătruns de prejudecăţile şi de spiritul exclusivist care discreditează adânc în ochii mei partidul vechilor boieri" [8]), o judecată, mi se pare, pripită [9]).

Nicolae Rosetti, autorul raportului, era frate cu Scarlat şi cu Ioan Rosetti, fii ai lui Constantin Rosetti, clucer, şi ai Mariei Lehliu [10]). Aceşti fraţi obţinuseră de curând dela împaratul Francisc-Iosif recunoaşterea titlului de „grafi" [11]), dându-se drept descendenţi direcţi ai contelui Nicolae Rosetti, ginerele lui Constantin-Vodă Brâncoveanu. Filiaţiunea aceasta

1) D. A. Sturdza, *Acte şi doc. relative la ist. renaşt. României,* III, p. 781.
2) Wimpffen, *l. c.*, p. 242.
3) *Acte şi doc. relative la renaşt. României,* V. p. 1018.
4) Ibid., III, p. 956; Iorga, *Viaţa şi Domnia lui B. Ştirbei,* în „An. Ac. Rom." (şi în volum separat, Valenii-de-Munte, 1912), seria II secţ. ist. XXVIII, pp. 77—86.
5) *Acte şi doc.,* V. p. 1019.
6) Se afla în colecţia mea.
7) I. C. Filitti, *Domniile rom. sub Reg. org.*, p. 432 n. 5.
8) *Acte şi doc. relative la renaşt. Rom.,* V, p. 1020.
9) Cf. *ibid.*, V, p. 1007, scrisoare din Martie 1857 a Mariei C. A. Rosetti.
10) Veri buni cu bunica mea despre mama, nascuta tot Lehliu.
11) Diploma se pastreaza la Acad. rom.

www.dacoromanica.ro

era însă inexactă[1]). Am bănuit că se coborau dintr'un frate al contelui Nicolae, anume Ioan, căsătorit cu Ancuţa Filipescu[2]), dar nici aceasta nu se adevereşte. Intr'un rând, Nicolae Rosetti, autorul raportului, se zice scoborîtor din Dimitrie Rosetti, fiul lui Marco hagiul, ctitor al schitului Mărculeşti din Muscel, dar acel Dimitrie n'a avut copii, căci într'un act dela 1798 spune că lasă epitrop pe Const. Filipescu, ca să apere schitul „despre rudele mele de aici şi din Ţarigrad"[3]). Atâta putem afirma că Constantin Rosetti, tatăl celor trei fraţi „grafi" Rosetti, avea şi el doi fraţi, pe Alexandru (tatăl lui C. A. Rosetti) şi pe Scarlat (din care scoboară fostul decan al baroului), fără să ştim cine a fost tatăl lor.

La 1848 Nicolae Rosetti era preşedinte al judecătoriei din Câmpulung şi-şi libera robii, dăruind fiecăruia şi câte şapte sfanţi[4]).

După înăbuşirea revoluţiei, la 1849, caimacamul Constantin Cantacuzino muta pe paharnicul Nicolae Rosetti din slujba de cârmuitor al judeţului Gorj în aceeaşi calitate la Olt, de oarece era bănuit de simpatii pentru foştii revoluţionari şi nu luase măsuri pentru arestarea fiului generalului Magheru[5]). De atunci nu mai ştiu nimic despre el până în timpul cămăcămiei lui Alexandru Ghica.

Art. 17 al tratatului dela Paris prevăzuse înfiinţarea unei comisii riverane a Dunării cu întreitul scop de a elabora un regulament de navigaţie pe fluviu, de a face lucrările necesare pentru înlesnirea navigaţiei, de a înlocui, în mod permanent, comisia europeană a Dunării, înfiinţată provisoriu. In comisia permanentă riverană figurau delegaţi ai Austriei, Bavariei, Turciei şi Württembergului şi comisari ai Munteniei, Moldovei şi Serbiei. Din partea Munteniei fu desemnat Nicolae Rosetti. Cel d'intâi protocol al comisiei riverane, încheiat la Viena, poartă data de 29 Novembre 1856. Printre semnatari figurează şi „contele" N. Rossetti[6]).

*

Din raportul pe care-l public aici al lui N. Rosetti către Iorgu Ghica se vede că Rosetti avea toată pregătirea pentru îndoita misiune ce i se da la Viena: a supraveghia şi com-

1) Vezi St. D. Grecianu, *Descendenţa d-lui St. D. Grecianu din neamul boierilor ot Brâncoveni,* Bucureşti 1902.

2) Filitti, *Archiva G. Gr. Cantacuzino,* arborele Rosetti la finele volumului.

3) Broşura „Istoria fundaţiei bis. Flămânda-Marculeşti". Câmpulung, 1888.

4) *Anul 1848 în Principatele rom.,* II, p. 68.

5) *Ibid.,* VI, pp. 152 4. Toate celelalte trimiteri dela tabla numelor cu privire la N. Rosetti se refera la un omonim al lui din Moldova.

6) Minist. afac. straine, *Cestiunea Dunării,* Bucureşti 1883, p. 147.

www.dacoromanica.ro

bate acţiunea lui Bibescu şi Ştirbei şi a represinta Muntenia în comisia riverană a Dunării.

Ştia bine franţuzeşte. Limba lui este presărată de franţuzisme: apresiat, acsept, suaré, craşà, emportenţă, egaruri, ampresement, trageu, aprofondat, rezon, evitez, developa, antama, suget, etc., dar îşi cunoaşte mai bine limba maternă şi şi chiar spune că „felurimea materiilor.. precum şi întinderea ce a trebuit (sa dau scrisorii) mă sili să o scriu în rumâneşte, limba în care pociu developa mai bine ideile". Din potrivă, tânărul său corespondent pare să fi ştiut mai bine franţuzeşte, în care limbă se exprima mai uşor, măcar în scris.

Apoi Rosetti s'a pus răpede în curent cu tot materialul privitor la chestia de drept public pe care avea s'o trateze [1]). Citează şi discută articole din diferitele convenţii privitoare la libertatea de plutire pe fluviile care străbat teritoriile mai multor state. In momentul când Rosetti îşi scria raportul ce urmează, comisia riverană încheiase numai trei procese verbale. Se văzuse însă că Bavaria şi Württembergul susţineau principiul înscris în tratatul dela Paris că „pavílioanele tuturor naţiunilor vor fi tratate pe Dunăre, sub toate raporturile, pe un picior de egalitate", pe când Austria, întemeindu-se pe actele încheiate pentru Rin şi Elba, făcea un distinguo: navigaţia între porturile dunărene şi mare şi invers să fie liberă, de o potrivă, pentru toate naţiunile; navigaţia propriuzis fluvială, între porturile dunărene (cabotagiul) să fie rezervată ţarilor riverane. Scopul ce se urmăria de Austria era vădit: monopolisarea navigaţiei şi a comerţului dunărean, pentrucă Austria era singura organisată pe atunci pentru traficul pe Dunăre [2]). Turcia nu se pronunţase încă; delegatul Serbiei lipsia la Paris; al Moldovei ceruse instrucţii. In aşteptarea alor sale [3]), Rosetti se îndoia că se va putea înlătura punctul de vedere austriac. Credea mai degrabă în o întrerupere a negocierilor, cum se întâmplase când cu delimitarea Basarabiei retrocedate Moldovei prin tratatul dela Paris. Se iscase discuţie în chestia Bolgradului şi a Insulei Şerpilor şi a fost nevoie ca o comisie de delegaţi ai marilor puteri sa se întrunească în Ianuar 1857 pentru a admite un sistem transacţional, propus de Rusia [4]). In chestia Dunării, punctul de vedere austriac a triumfat în „projet préliminare du Règlement de police pour la navigation du Danube" [5]) din 16

1) La 1859 a publicat o broşura „Chestia liberei navigaţii pe Dunare".

2) C. I. Baicoianu, *Dunarea*, pp. 62 3.

3) Posed instrucţiile ce i s'au dat la 8 Iulie 1851.

4) G. Monicault, *l. c.*, p. 113; Wimpffen, *l. c.*, pp. 247, 252.

5) D. A. Sturdza, *Recucil de doc. relatifs à la liberté de navigation du Danube*, p. 37.

www.dacoromanica.ro

Octombre 1857, care a fost însă respins de conferința marilor puteri[1]).

În fine, Rosetti avea toată finețea necesară pentru a urmări pas cu pas acțiunea partidului Bibescu—Ştirbei. Raportul lui este plin de observații picante, menite, chipurile, să liniștească pe Ghica, dar din care, cetind printre rânduri, reiese, pare-mi-se, tocmai contrarul de ceeace, în aparență, vrea să probeze. Când scrie Rosetti, Bibescu-Vodă era de câteva zile sosit la Viena din Paris şi fusese totuşi poftit la serata („suarè") ministrului de externe austriac; Rosetti suggerează că el ar fi solicitat această invitație. Recunoaşte că fostul Domn „are multe cunoştințe" şi că nu era jenat, ci „vorbia mai tare decât alții", dar imediat vrea să tempereze efectul, adăugând că „empresie nu făcea nimălui şi ne găsiam cu toții cam pe acelaşi picior" şi că, de altfel, nu erau de față nici arhiduci, nici prinți, a căror atitudine față de Bibescu ar fi vrut de sigur s'o analizeze. Crede Rosetti că Bibescu „nu are de aici nicio nădejde", dar totuşi el şi „clica" lui se bucură macar de „egaruri".

Din „clică" făcea parte beizadea Gheorghe Ştirbei. Față de acest fiu mai mare, Ştirbei-Vodă procedase cam în acelaşi fel ca Alexandru Ghica acum față de nepotul Iorgu: îl pusese în primele rânduri pentru a-i pregăti un viitor strălucit. Îl trimisese la Petersburg în 1851, Napoleon al III-lea îl primise în audiență la 1854, devenise şef al oştirii la 1855 şi în această calitate salutase, în acelaşi an, pe Francisc-Iosif la Cernăuți; în fine, mai de curând, în Martie 1856, fusese trimis la Viena[2]) şi ni-a lăsat chiar interesante amintiri despre conversațiile lui de atunci în cancelariile europene[3]) Rosetti voieşte să ridiculizeze atitudinea lui Gheorghe Ştirbei la serata dela contele Buol, dar trebuie să mărturisească şi considerația de care se bucura sora lui, contesa Elena Larisch.

Fireşte că Bibescu era în curent cu misiunea lui Rosetti la Viena, şi nu-i de mirare să-l fi evitat şi să se fi arătat rece față de el. Dar iarăşi se înțelege că Rosetti, în însuşirea lui de trimis oficial al Munteniei, ar fi dorit ca Bibescu, măcar „la acest fel de adunări", să-l „cunoască şi să-l salute".

Tot din „clică" făcea parte şi ambasadorul turcesc, beizadea Alexandru Callimachi. Rosetti pretinde chiar că acesta avea aceleaşi interese ca Ştirbei în mult discutata pe

---

1) C. I. Baicoianu, *l. c.*, p. 64.

2) Iorga, *Coresp. lui Ştirbei-Vodă*, I, pp. 93, 224, 312, 403, 531, 601, 617.

3) Publicate întâi sub pseudonimul James Caterly, traduse din limba franceză de d. Eug. Lovinescu, Cf. „Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale", 1923, n-le 5-6.

www.dacoromanica.ro

atunci chestiune a construcţiei unei linii ferate în Muntenia [1]). Alt grup doritor de a lua concesiunea avea în frunte pe influentul bancher Solomon Rothschild. In fine, trimisul lui Ghica la Paris, Suţachi, negocia şi el altă concesiune, despre care ministrul frances Walewski credea că era menită mai mult să aducă beneficii „ilicite" iniţiatorilor şi observa că guvernul provisoriu al unei căimăcămii nici n'avea cădere să intre în astfel de tratative [2]).

Barbu Ştirbei, în timpul domniei lui, subvenţiona foaia austriacă „Österreichische Zeitung" [3]). Mai vârtos trebuia câştigată presa în situaţia mai grea a lui Ghica. De aceia N. Rosetti nici nu uită a cere autorisaţia să facă trebuincioasele cheltueli.

Iată acum scrisoarea lui N. Rosetti către G. M. Ghica.

*

Viena, 10/22 Dechemvrie 1856, No. 1
Otelu Meissl.

Domnul mieu!

Eri am priimit scrisoarea Dumneavoastră cu data din 1/12 Dechemvrie, şi m'am pătruns foarte bine de instrucţiile ce aţi binevoit să-mi daţi. Chipul de corespondenţă ce văz că aţi adoptat pentru mine, cu atât mai mult îmi este preţios cu cât că îmi dă să înţeleg cât de bine aţi apreciat poziţia mea aci şi cea ce sânt în stare şi am dorinţa să fac.

In adevăr scrisoarea dumitale îmi însemnează o linie oare care de conduită în relaţiile ce încet încet încep a înnoda, nu se poate mai îndăstulătoare, d'après ma manière de voir. Prin urmare n'am decât să vă mulţumesc cu deosebire pentru nobilile Dumneavoastră procedeuri către mine şi să vă rog a încredinţa pe Măria Sa [4]) despre credinţa ce cu respect îi port, iar mai cu osăbire acum şi de acea ce confienţa cu care mă onoraţi mă îndatorează şi *o* accept cu osăbită mulţămire.

Şi cine, Domnule Ghica [5]), având norocirea să vă cunoască precum încep eu acum, nu se va însufleţi de aceleaşi sentimente către guvernu Mării Sale? N'am avut norocirea asta până acum, şi, dacă ocazia nu ar fi adus ca să primesc asemenea dovezi de favoare ca cele ce-mi acordaţi, cine ştie, enemici ce veţi fi având pe acolo..., departe poate

1) Iorga, *l. c.*, I, p. 614.
2) *Doc. renaşt. Rom.*, III, p. 1089.
3) Iorga, *Viaţa şi domnia lui B. Ştirbei*, l. c., p. 73.
4) Alexandru D. Ghica, fost Domn al Ţării-Romaneşti, 1834 1842, iar acum, din Iulie 1856, caimacam.
5) Gheorghe M. Ghica, fiu al banului Mihail şi nepot de frate al caimacamului, născut 1830, era director al secretariatului statului.

www.dacoromanica.ro

n'ar fi fost când şi asupra mea s'ar fi cercat să mă abată dela a mea religie ce o păstrez încă curată.

Credeţi, Domnule Ghica, că voi cerca toate mijloacele, îmi voi pune toate silinţele, ca faptele mele să-mi fie de dovadă la credinţa ce vă făgăduesc să vă port şi pentru care mă consacru cu totul. Dacă nenorocirea mea va da ca rezultatele să nu fie din cele mai îndestulătoare, cel puţin ele nici odată nu vor putea aduce cea mai puţină ceaţă pe suprafaţa lucrurilor.

Primiţi dar, Domnul mieu, această mărturisire, cu acel foc sfânt cu care şi sufletul mieu vine a v'o dăzvăli şi rămâneţi încredinţaţi că mă simţ în stare a nu da nimului pas înnainte, când e vorba despre această credinţă a mea.

Aş fi dorit, Domnul mieu, că încă de eri, dela primirea scrisori Dumneavoastră şi până astăzi, să vă poci şi da un răspuns îndestulător asupra împrejurărilor de care îmi faceţi pomenire şi într'adins nu v'am întors răspuns eri de loc, precum este obiceiul mieu, cu nădejde că, eri fiind Duminică şi prin urmare suaré la contele [1]), poate cu mergerea mea acolo aş fi putut antama o conversaţie în consecuenţă.

Am mers aseară cu adevărat, dar am găsit acolo aşa de multă lume încât, afară de complimentul ce am schimbat cu Ecselenţia Sa, mi-au fost cu neputinţă să-l mai abordez. Adăst dar şi sper întru o altă ocazie.

La această suaré între alţii se afla şi Bibescu singur (sosit aici cu familia de sânt 4 zile), Ştirbei, fostul spătar [2]), carele peste două zile pleacă în Italia, Lariş [3]) cu soţia şi Calimah [4]). Intr'adins numesc pe acest din urmă în seria celorlalţi, pentru căci eu crez că toţi aceştia fac o cauză comună supt felurite nuanse.

Bibescu purta o craşă [5]) în briliante. Indată ce a venit, contele l-au acostat şi i-a vorbit ca la 5 minute; după acea s'au preumblat prin saloane ca toţi ceilalţi. Am băgat de seamă că are multe cunoştinţe. Işi da un oare care aer, vorbea mai tare decât alţii; empresie nu făcea nimălui şi ne găseam cu toţi cam pe acelaş picior. De două ori a trecut pe lângă mine; mi s'a părut că se face că nu mă vede şi nu ne am complimentat, cu toate că ne-am fost întâlnit pe Gra-

---

1) Carl Ferdinand de Buol Schauenstein, conte, ministru austriac al afacerilor straine, 1852 9.

2) Beizadea Iorgu Ştirbei, fiul fostului Domn Barbu Ştirbei.

3) Contele Larisch, ofiţer austriac, soţul, de la 1852, al Elenei, fiica lui Barbu-Voda Ştirbei (Iorga, *Coresp. lui Ştirbei Vodă*, I, p. 135).

4) Alexandru, fiul lui Scarlat-Voda Calimah, ambasador al Turciei la Viena de la 1855 (Xenopol, *Ist. şi geneal. casei Callimachi*, p. 179).

5) Insemnul, în formă de stea, ce se poarta pe piept, al decoraţiilor în gradul de mare ofiţer, sau mare cruce. Franţuzism.

www.dacoromanica.ro

ben[1]) şi ne-am fost salutat. Voi vedea ce am să fac şi vă voi scri. Doresc şi nici de prisos n'ar fi, mai cu seamă la acest fel de adunări, să mă cunoască şi să mă salute.

Ştirbei nu juca decât rola, încuviinţează-mi te rog ecspresia, de l'imbécile: mustăţi cu multă răsuceală, lorneta peste capu tutulor, cu nici un diplomat în conversaţie, mai puţin cu oameni cei eminenţi, în companie de câţiva nevârsnici, băeţoi trebuincioşi numai când sânt jocuri. Pe când saloanele se golisără de tot, atunci îi veni idea cea mai mal-à-propos, să ceară adică dela contele, printr'o a trea persoană, a fi recomandat la fiicele sale, într'o vreme când plecarea sa cunoscută, are să se facă peste două zile.

Contele, în delicateţa caracterului său, îi împlini dorinţa; ce merit va fi tras însă dânsul, în urmă, de o favoare ca asta, a fost uşor de ghicit căci şase vorbe negreşit n'a schimbat cu contesele şi iarăş s'a reîntors la normala sa poziţie. Vă scriu aceste amănunte pentru căci le-am urmărit pas à-pas.

Contesa Lariş erea în adevăr şi încă bine considerată; ţinea între tinerile dame şi între bărbaţi un loc şi o poziţie mai osăbită. Se vede că şi familia soţului ei, precum şi figura ei, face empresie; fie-vă însă cunoscut că nici Arşiduci, nici Prinţi se afla într'această seară.

Cu toate că din auziri făr de mare emportenţă aflu că Bibescu nu are de nicăiri de aici vre o nădejde, în sumă însă, cu ocazia ce mi s'au înfăţişat aseară de a vedea toată astă clică la un loc şi în saloanele contelui, din cea ce am combinat în faţa locului, mi s'au părut că pentru aceştia să păzeşte oarecare egaruri, de nu pentru altcevaş, dar cel puţin de politeţă. Voi mai vedea, voi şi cerca, şi vă voi scri. Ampresmentu adus de Bibescu ca să se afle la suareaoa contelui a 3-a zi după sosirea din Paris, îmi dă a crede că dânsul îi place să urce la scări şi că negreşit, dacă ar avea vre o nădejde solidă, ar fi poate şi mai în rezervă. Contele nu putea să pretinză să-l aibă în suaré, fiind abia picat în Viena.

Dintre miniştri ce fac parte în consiliu am mai cunoscut pe Leonte, conte de Thun[2]), căruia i-am dat vizită supt cuvânt că îmi îndeplinesc datorii ce am; s'au flatat şi mi-au arătat îndatorire de prevenenţele mele.

Am priimit envitaţia Monsegniorului Arşiepiscop de Tarse, noul orânduit aici Nunţiu Apostolic; m'am prezantat în uniformă[3]) la ofisiela sa priimire, cum este obiceiu, şi

---

1) Uliţa principală şi elegantă din Viena.

2) Fost ministru al instrucţiei publice şi apoi şef al partidului vechilor Cehi în dieta Boemiei.

3) Uniforma introdusă la noi în epoca regulamentara şi care era la fel cu cea diplomatica de azi.

www.dacoromanica.ro

mi-au întors vizita, acompaniat fiind de secretari Nunţiaturi.

La suareaoa contelui, am ţinut conversaţie cu din miniştri şi familiere Baronu Bah [1]), de politeţă Togenburg; din diplomaţi cu Burkenei [2]), Nunţiul, Calimah şi alţi mai mici, însă fără de emportenţă; cu colegi miei câţi se afla, cu Rotşild [3]), cu feldzaihmaister Zimfen [4]). Intr'adins vă însemnez aceasta ca să vă dau o idee de cercu în care sânt hotărît a mă păstra în soţietatea de aici.

Despre Calimah, în privinţa individului mieu [5]), n'am să mă plâng. Stărueşte numai să crează că şi la noi sânt tendenţe de unire.

Cu Daoud [6]) sânt foarte bine; aş crede ca i-ar face mare mulţămire când s'ar găsi un mijloc să primească o scrisoare care ar prinde loc, într'un fel oarecare, acelia ce singur numai el a primit-o neiscălită şi la care a răspuns Marii Sale, măcar că îi lipsea iscălitura. Omul acesta de natură este foarte delicat şi cu o măsură ca aceasta, acea delicateţă s'ar găsi desăvârşit considerată. Nu ensist, nici dânsu nu se arată să aibă vre-o nemulţumire; vă scriu idea mea numai, apoi cum vei găsi-o cu cale şi cum va porunci Măria Sa.

Răspunsu prinţului Calimah la scrisoarea Marii Sale, l-am trimis tot astăzi în mâna Mării Sale.

Vă mulţumesc de o mie de ori pentru osteneala ce puneţi ca sa poci dobândi notiţurile ce am cerut, şi încă va cer ertăciune mai de multe ori că vă deranjez din preţioasele dumitale ocupaţii, dar credeţi că nici una din acelea ce am cerut nu-mi sânt de prisos, ba înca foarte de trebuinţă, atât cele coprinse în raporturile ce am trimis de aici, cât şi acelea cuprinse într'un raport ce am făcut fiind încă în ţară. Am fost rugat pe visteru [7]) să scrie d[lui] Steriadis [8]) ca sa-mi trimită o copie după bugetu statului pe anu trecut; n'am primit nimic. Acela, pentru multe împrejurari, trebue

1) Alexandru Bach, creat baron la 1854, ţinea loc de preşedinte de consiliu dela moartea lui Schwarzenberg în 1853.

2) François-Adolphe, baron, apoi conte de Bourqueney, ambasador frances la Viena, represintant al Franţei la congresul din Paris, 1856.

3) Solomon Rotschild fundase în 1826 banca Rotschild din Viena.

4) Feldmareşalul Alfons conte de Wimpffen, fost adjutant al lui Coronini. A lasat interesante „Erinnerungen aus der Walachei... in den Jahren 1845-6", publicate la Viena 1878.

5) Adeca: personal, faţa de mine.

6) G. A. Daoud, delegat al Turciei în comisia riverana a Dunarii.

7) Const. A. Sutzu (Sutzachi), soţul Sevastiei Ghica, nepoata de fiu a raposatului ban Scarlat, fratele mai mare al caimacamului (Sturdza, *Acte şi doc. relative la ist. renaşt. Rom.*, III, p. 701; Wimpffen, *l. c.*, p. 242).

8) Directorul ministerului de finanţe (Sturdza, *l. c.*). Ţinea locul lui Şuţu, care se afla în misie la Paris (cf. *Acte şi doc. relative la ren. Rom.*, III, p. 1086).

www.dacoromanica.ro

să-l am în minte în toată vremea; mijlociți vă rog, să mi să trimiță. Am asemenea trebuință de Buletinul Oficial și jurnalu semi-ofițial[1]): socotesc că am drept la un eczamplar.

Comisia noastră[2]) lucrează și ne aflăm în cel mai bun acord. Al treilea protocol încheat îl pornii astăzi. Din coprinderea lor veți lua cunoștință că eu am intrat în lucrare de la început, și fără mandat chiar. Daoud și astăzi se află încă într'aceaș catigorie.

In lucrările comisii noastre, avem mai serioz un prințip, o chestie a dăzlega, pe care v'o comunic mai jos, și, afară de acea, guvernu mieu să nu se enchieteze de nimic. Această chestie îmi e teamă să nu devie groasă, și aș dori să o luați bine în băgare de seamă, și, dacă Măria Sa socotește, poate că n'ar strica din vreme să sondeze asupra lucrului de făcut majoritatea Europi, însă, în asemenea caz, ori câtă fineță s'ar întrebuința, de prisos nu s'ar găsi niciodată cheltuită, căci împrejurarea este foarte delicată și de mare emportență.

Iată ce este:

Tractatu Parisului prin art. 15 stipulează că prințipurile asupra regulării navigații gârlelor..., care s'au adoptat în congresu Vieni, acelea urmând a se aplica și asupra Dunări, Europa le socotește de acum înnainte cuprinse în dreptul public european și le ia supt garanția ei. Și, mai la vale, că niciun obstacol, *măcar care* (afară de cele mai sus ce coprinde paragrafu), nu se va aduce la libera navigație a ei.

La sfârșitul art. 16 zice iar: „à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tous *les autres*, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité".

Când s'au pus în lucrare libera navigație a Rinului, pă temeiul congresului Vienii, în convenția iscălită la Mayanse între statele riverene la anul 1831, Mart 31 (o veți găsi în Recueil manuel et pratique de traités, etc., par Martens et Cussy, din anul 1846, No. 4, f. 287, art. 42), într'aceasta, prin câteva articole, și anume al 42-lea și-a rezervat ele o latitudă în operațiile navigații, înpiedicătoare streinului comerț, așa în cât ai zice că sânt slobozi oricine a naviga pe Rin, însă aceia numai ce îi va otoriza staturile riverene, căci în adevăr ce se înțelege când zice acolo chiar așa: „Les patentes de navigation ne seront délivrées qu'à des sujets reconnus des états riverains etc.", precum și în adevăr astăzi așa și se urmează. Iar apoi în convenția de la anul 1821,

---

1) Probabil „Vestitorul românesc" al lui Carcalechi (cf. Iorga, *Viața și Domnia lui Barbu Știrbei*, în „An. Ac. Rom.", XXVIII, p. 55 6).

2) Comisia riverana a Dunarii a ținut întâia ședință la 29 Noembrie 1856 (Minist. Afac. Straine, *Cestiunea Dunarii*, București 1883, p. 147).

www.dacoromanica.ro

Iunie în 23, făcută pentru Elba[1]), ce o veţi găsi în acelaş ţitat uvraju, No. 3-lea, la foaia 519 art. 1-u, făcut iarăş în temeiu celor stipulate în congresu Vieni, se dăsluşaşte curat că cabotaju va rămânea pe seama staturilor riverane.

Comisaru Bavarii[2]), al Vurtenburgului[3]) şi al Moldovi[4]) susţin că tractatu Parisului a înţeles că navigaţia Dunări are să fie liberă pentru toată lumea cu un chip absolut: să se dea adică mijloace celorlalte naţii streine să-şi poată închiria etablismente, debarcaderuri, pe malurile Dunări în trebuinţa plutiri, făcând şi cabotaju, fără de a-i mărgini numai într'un simplu trageu[5]) din Mare până în puntul unde Dunărea este navigabilă şi înapoi, căci atunci, cu o măsură ca acea, vasu de mare neputând fi priimitor de plutire pe Dunăre, căci nu-i dă apa trebuincioasă, streini nu vor putea să se sue pe dânsa şi plutirea va rămânea ca mai nainte restrânsă, cercuită în vechile ei operaţii şi lipsită de orice dezvoltare.

Bavarezu zice că a întrebat şi pe baronu Burkenei şi că i-au încuviinţat opinia şi că afară de asta enstrucţiile sale chiar îl otorizează să se opue în contra ori cării alte hotărîri.

Comisaru Austrii susţine şi va susţinea că Austria nu va suferi niciodată o asemenea largă măsură şi până acolo încât să priimească în inima monarşii sale etablismente streine, care, de şi vor fi supuse legilor de enterioară administraţie a ei, dar pot deveni în stare să aducă felurite învălmăşăli şi turburări şi că, având de eczemplu şi alte râuri, tractatu Parisului niciodată nu au putut înţelege o asemenea măsură până într'atât de absolută în coprinsul suveranităţii unui stat, lucru care niciodată nu-l va suferi.

Turchia, neavând încă trimise d-lui Davud nici mandat, nici enstrucţii, d-lui nu se poate încă pronunţa.

Reprezentatul Servii[6]) lipseşte la Paris (l-a trimis guvernul său să aşază în şcoli mulţi tineri: luaţi act de fapta patriotică a guvernului)[7]) şi prin urmare nu-i cunosc opinia.

Eu aş fi putut să mă înţeleg cu osăbiţi ambasadori, dar întâi că nu îndrăznesc fără otorizaţie, îmi este teamă, al doilea, să nu mă angazej într'un chip viz-a-vi de ei, şi am răspuns colegilor în chipul următor: că „mai nainte de a „cunoaşte opinia Porţi într'această împrejurare, nu mă pot

---

1) Se găseşte şi în D. A. Sturdza, *Recueil de doc. relatifs à la liberté de navigation du Danube,* p. 596.
2) Daxenberger.
3) A. Müller.
4) P. Donici.
5) *Trajet,* parcurs.
6) F. Cristici.
7) Dar şi din Muntenia fuseseră trimişi bursieri în străinătate pe vremea lui Ştirbei (Iorga, *Viaţa şi domnia lui Barbu D. Ştirbei,* în „An. Ac. Rom.", XXVIII, pp. 23 şi 93—8.

www.dacoromanica.ro

„să mă pronunţ în nici într'un chip. Curioz mi se pare numai „cum de a îngăduit Puterile care a încheiat tractatu Vieni „să se facă plutiri pe râurile Rinu şi Elba altă interpretaţie „şi eczecutare decât acea ce a stipulat ele chiar, şi că „această neasemănare a lucrurilor în aplicaţie îmi dă a crede „că Bavaria, Vurtembergu şi Moldova, în persoana comisarilor „de faţă, poate că dă tractatului Parisului o dăsluşire pe „care eu încă nu o am aprofondat-o". Aceste discusii dintre noi încă nu au caracter ofiţial şi de acea nici nu vor figura în protocoale.

Adevăru este că absoluta plutire pe Dunăre, pentru Prinţipate, atât în privinţa comerţuluî, cât şi în ţivilizaţie şi a lor ulterioară desfăşurare politică, poate să fie de un mare folos, de ar fi acea mărginită şi chiar numai până la Ruşava; ce avem noi cu cei din susu nostru? Dar măsura aceasta şi din susu nostru Austria nu o va primi, socotesc, odată cu capu, şi atunci mai cu samă foarte cu rezon, când Rinu, şi mai mult Elba pentru dânsa este un argument foarte temeinic.

Al nostru stat iarăş, şi de ar înţelege o absolută libertate de plutire, în simţul tractatului Vieni şi al Parisului, unite însă într'un mânuchi, având însă plutirea Rinului şi Elbi în vedere, precum şi toleranţa ce i s'au adus până astăzi de puterile contrăctuitoare ale congresului Vieni, prin convenţii autentice şi publice, al nostru stat, zic, nu ştiu cum ar putea cu votu său aici în comisie să voiască să strice cea de astăzi enterpretaţie adoptată peste râurile pomenite. Pentru ce puterile n'au făcut-o ele la vremea oportună? Cu alte cuvinte, ar voi poate să scoaţă castanele din foc cu mâna noastră?

Acest fel este chestia care îmi dă o mare grijă, măcar că nimic serioz n'am lucrat până acum într'aceasta. Ca un prinţip însă al tutulor lucrărilor noastre ulterioare, prevez că la tot pasu o să ne înpiedicăm de el şi prin urmare o să ne împiedice lucrările comisii. Grijă, zic, căci, îndată ce vom veni a o lămuri şi vor fi neunire în opinii, comisia cată atunci să înceteze din lucrări şi mai pe urmă nu e nici cum straniu ca chestia de prigonire să devie un alt Bolgrad [1]). De aceea şi din vreme am socotit de trebuinţă să vă fac cunoscut de această împrejurare, pentru ca să vă aflaţi oricând pregatiţi.

Moldoveanu a cerut formal enstrucţii: răspunsu ce va primi îl voi comunica dumneavoastră cu următoarea deslusire, prin telegraf. De voi scri că „hotărârea este după Elba", să înţelegeţi că Moldova se uneşte cu opinia comisarului austriac;

---

1) Neînţelegerile ivite la delimitarea Basarabiei retrocedate, aşa că o noua conferinţă a ambasadorilor a devenit necesară; vezi şi Wimpffen, *l. c.*, pp. 247, 252.

www.dacoromanica.ro

de voi scri că „hotărârea este în contra Elbăi" atunci să înţelegeţi că Moldova se uneşte cu opinia Bavarii.

Dacă răspunsurile ce am dat eu în discuţia noastră au fost bune sau nu, precum şi hotărârea Mării Sale, sau enstrucţiile ce trebue să am, vă rog să binevoiţi a mi le face cunoscut, ca să mă regulez.

Dacă nu m'am ecsplicat îndestul şi dacă cere trebuinţă de un raport formal, asemenea vă rog să mă înştiinţaţi.

Nu uitaţi, vă rog, ce am zis că împrejurarea o considerez de foarte delicată, cerând mult menajament: poate că deocamdată tăcerea să fie mai favorabilă. Eu până acum n'am niciun zor şi nici că mă grăbesc; din contra amân lucru şi îl evitez.

După cum aflu, unul din doritori întreprizei drumului de fer în ţară la noi este şi Calimaho-Ştirbei [1]). Dumneavoastră ştiţi însă că Rotschild are preferenţa în tot chipu. El şi are pentru mine multe prevenenţe, şi, căci asupra aceştii împrejurări nu mai cunosc nimic, aş îndrăzni, în enteresul poziţii, să vă cer câte o ştiinţă. Cunoaşteţi negreşit de ce emportenţă este enfluenţa sa la minister.

V'aş mai ruga să-mi trimiteţi o chee de ţifre pentru întâmplări trebuincioase, perechea căria să o ţineţi dumneavoastră.

Intre domni cei cu enfluenţă mare aici la ministeru din afară, se află şi Escelenţia Sa baronu Verner [2]); îl cunosc, dar mă cam evitează; îmi este foarte de trebuinţă. Am rugat pe baronu de Eder [3]) să-mi trimiţă dela sine o scrisoare de recomandaţie; mijlociţi şi dumneavoastră ce se poate.

Felurimea materiilor ce tratează scrisoarea mea, precum şi întinderea ce a trebuit să-i dau, mă sili să o scriu în rumâneşte, limbă în care poci developa mai bine ideile, combinaţie şi care îmi ia mai puţină vreme. Nu ştiu dacă sânteţi mulţumiţi pe ale dumneavoastră; cu tot grifonaju ce pretindeţi că au, le citesc de minune şi au o redacsie care mă pune îndată pe adevărata idee şi simţ al sugetului [4]) ce trataţi.

Aş dori, dacă vă stă prin putinţă, să dăm scrisorilor un număr corent; câte numere ne vor lipsi, vom cunoaşte, şi,

---

1) O companie vienesă se oferise în Mai 1856 să construiască o linie ferată dela Braşov la Dunăre, prin Ploieşti sau Buzau şi Bucureşti, trecând pe la ocnele din Prahova şi legând apoi Dunărea cu un port al Mării Negre. Voda Ştirbei intervenise la Poartă pentru aprobare (Iorga, *Coresp. lui Ştirbei-Voda*, I, p. 614). Acum, Suţachi negocia la Paris o concesie de cai ferate *(Acte şi doc. relative la ren. Rom.*, III, p. 1089).

2) Baronul Werner, diplomat austriac. V. Iorga, *Coresp. lui Ştirbei-Vodă*, I, pp. 187 8; D. Sturdza, *Acte şi doc. relative la ist. renaşt. României*, V, p. 736.

3) Consul general al Austriei la Bucureşti. A fost căsatorit cu Elisa, fiica lui Alexandru Neculescu şi a Mariei Creţulescu.

4) Subiectului.

www.dacoromanica.ro

pierzându-se, ne va rămânea cel puţin cunoştinţa întâmplări, sau ştiinţa pentru care suget cată să mă feresc.

Vă alătur într'un mic articol din jurnalu austriac o nuvelă ce s'ar părea autentică; după o altă a mea ştiinţă însă, conferenţele Parisului nu se vor ocupa nici cum de Prinţipate.

Pentru jurnale nu gândiţi că nu mă ocup. De vreme ce dar şi acum mă otorizaţi, apoi voi întrebuinţa şi cheltueli cuviincioase. Zăbava o mai fi puţin până voi isprăvi cu cunoştinţa vizitelor trebuincioase şi de otoritate. Puteţi însă, şi cât de curând, să-mi trimiteţi articole ce aveţi, prin poştia ordinară, căci alt mijloc nu cunosc până acum.

Franţezi zic, cum ştiţi, că toate în lumia asta nu sânt roze. Trăesc într'o scumpătate foarte mare; destul a vă spune că chiria mă costă galbeni 48 pe lună. Vorba nu este de neajungere, sânt îndestul de mulţumit şi n'am decât să mă rog lui Dumnezeu, cea ce şi fac într'acest moment ca şi în totdeauna, ca să vă ţie sănătoşi şi în fericirea ce doriţi. E vorba că de la un trimestru la altu se sfârşesc paralele, şi aş îndrăzni să vă rog să mijlociţi a mi se trimite cât de curând leafa pe trimestru Ghenarie.

Soţia mea[1]), nu se poate mai sansiblă la nobila dumneavoastră curtuazie, m'a însărcinat cu respectele sale către dumneata. Ea îmi zice să vă spui că din nobila atansiune ce aţi arătat către dânsa a rămas încredinţată că nimenea altu nu va putea să exprime mai bine către doamna Ghica[2]) adevăratele ei sentimente de prietenie, respect şi devotament ce-i poartă, precum şi mâhnirea ce a cercat la plecare şi n'au putut să şi înfăţişeze datoriile ei, nimenea altu, zic, decât dumneata, şi că vă roagă cu această ocazie să-i veniţi în ajutor cu toată sinceritatea ce vă caracterizează. Ea zice că se ţine jaluză că numai bărbaţi la bărbaţi fac slujbă, când şi ea se simte în stare să slujască doamni Ghica la orice îi va porunci.

Scrisoarea dumitale este de pricină că a devenit a mea aşa de întinsă, şi îmi este tare teamă să nu luaţi act dintr'aceasta şi să fiu lipsit de marea satisfacsie ce simţ când priimesc plăcutele dumitale scrisori.

---

1) Zoe, născută Cornăţeanu, dar nu din vechiul neam al Cornăţenilor, ci din boernaşi din Piteşti, cari au cumpărat satul Cernelile din Teleorman, al cărui nume l'au schimbat în Cornăţel.

2) Zoe, născută Cantacuzino. Era fiica lui Gr. Cantacuzino, cunoscutul naţionalist din vremea regulamentară şi sora lui G. Gr. Cantacuzino, fost prim-ministru (v. Filitti, *Arhiva G. Gr. Cantacuzino*, pp. 5 7). Posed dela ea un caiet cu note zilnice dinaintea căsătoriei, interesante pentru cunoaşterea vieţii unei domnişoare din boerimea mare pe la 1850.

www.dacoromanica.ro

Un émissaire valaque à Paris en 1857[1])

(Misiunea lui C. A. Sutzo, în legătură cu unirea principatelor şi concesii economice. Cu două scrisori de la Poujade, şi una de la Gr. Gănescu).

La traité de Paris, du 30 mars 1856, n'avait pas tranché la question de l'union des Principautés roumaines. Il avait été décidé seulement que des assemblées spéciales, dites divans ad-hoc, seraient convoquées, pour exprimer les voeux des populations; si elles se prononçaient pour l'union, une nouvelle conférence européenne devait statuer à ce sujet.

L'encre des signatures apposées au traité n'avait pas séché, que par une volte-face subite de sa politique étrangère, dictée par la défiance des intentions de la Russie, la Grande Bretagne se rangea du côté des Puissances hostiles à l'union, la Turquie et l'Autriche[2]). Dès lors il devenait peu probable que l'union puisse être réalisée, sans l'accord des deux grandes puissances qui avaient dirigé la guerre de Crimée et dicté le traité de Paris.

Les chances de réussite étaient encore diminuées par le lien indissoluble que les Roumains établissaient entre l'union et une dynastie étrangère, augmentant par là les causes ou les prétextes de réserve et de défiance. Le 9 août 1856, le comte Walewski, ministre des affaires étrangères de France, croyait devoir attirer l'attention de son ambassadeur à Constantinople, Thouvenel, que la question du prince étranger „n'est pas implicitement ni nécessairement comprise dans celle de la réunion" et que rien ne l'indique „comme ayant été dans les prévisions des signataires de la paix"[3]).

Il est donc explicable que les ci-devant princes, Michel Stourdza de Moldavie, Alexandre Ghica, Georges Bibesco et Barbo Stirbey, de Valachie, ceux-là mêmes qui s'étaient montrés favorables à l'idée d'union sous un prince étranger, aient aussitôt repris les négociations pour rentrer au pouvoir ou même pour s'assurer le trône des Principautés-Unies.

L'un d'eux, Alexandre Ghica, fut nommé, en juillet 1856,

1) In Revue historique, II, (1925), p. 82 94.

2) Voy. *Actes et doc. relatifs à l'histoire de la régénération de la Roumanie,* Bucarest, 1889, III, pp. 789 790.

3) *Ibid.,* p. 751.

www.dacoromanica.ro

caïmacam de Valachie, chargé de présider aux élections pour les divans ad-hoc.

Ses sentiments nationalistes étaient indiscutables. Il en avait donné des preuves pendant son hospodarat de 1834 à 1842 et avait dû même quitter le pouvoir parce qu'il ne s'était pas montré suffisamment complaisant aux désirs de la Russie protectrice. Depuis, il s'était montré favorable, tout comme ses successeurs Bibesco et Stirbey, à l'idée de réunion des Principautés.

Appelé maintenant à la caïmacamie, deux sentiments le dominaient.

C'était d'abord la rancune contre les frères Bibesco et Stirbey. Ils avaient été l'âme de l'opposition qui avait fini par provoquer sa chute en 1842. Ghica avait vécu depuis retiré à l'étranger et s'était souvent plaint des atteintes que ses successeurs avaient porté à ses intérêts particuliers dans le pays et à ceux de sa famille.

L'autre sentiment, c'était la perspective de redevenir prince de Valachie, peut-être même des deux Principautés. Neuvième prince régnant de sa famille, il y croyait avoir plus de droits et de titres que les frères Bibesco et Stirbey, qu'il considérait comme des hommes nouveaux.

Alexandre Ghica s'entoura donc, au début de son gouvernement provisoire, des ennemis de ses prédécesseurs, sans égard à leurs sentiments par rapport à la question essentielle du moment, celle de l'union.

C'est ainsi qu'il confia le portefeuille des finances à Constantin Al. Soutzo, dit Soutzaki. Ce fils de grand drogman et petit-fils de prince régnant, était resté un Phanariote; ses parents ne s'étaient pas fixés en Valachie; sa politique était plutôt guidée par des considérations personnelles que par le souci des intérêts du pays. Il était hostile à l'union. Néanmoins, Ghica fit appel à ses services. Soutzo avait l'avantage d'être un ennemi de Stirbey, pendant le règne duquel il avait même quitté le pays [1]). Puis, il était marié à une Ghica, petite-fille de l'un des frères du caïmacam, et celui-ci était très sensible, trop même, aux liens de parenté. Enfin, ce „sourd bossu" [2]) avait „du moins de l'intelligence", reconnue même par ses ennemis [3]).

Comme ministre des finances, Soutzo devait soumettre à une révision la gestion de l'ex-hospodar Stirbey, ce qu'il s'empressa de faire, sans ménagements [4]). Par la finesse et

1) *Ibid.*, V, pp. 1018 1019 (rapport de Béclard, consul général de France à Bucarest, à Walewski, 27 août 1856).

2) Expression du commissaire français, baron de Talleyrand-Périgord, dans un rapport à Walewski, 22 déc. 1857; *ibid.*, V., pp. 836 838.

3) Rapport de Béclard, 27 août 1856; *ibid.*, pp. 1018 1019.

4) *Ibid.*, III, pp. 701, 782, 965; V., pp. 836 838, 1018, 1077.

www.dacoromanica.ro

l'habileté des Phanariotes de sa condition, il était indiqué pour des missions à l'étranger dans le double but d'intéresser les capitalistes à la construction de voies ferrées et à l'établissement d'institutions de crédit en Valachie, de solliciter les cabinets européens en faveur de la candidature d'Alexandre Ghica à la principauté de Valachie [1]), ou peut-être même des deux Principautés.

Au début de la caïmacamie de Ghica, Soutzo était revenu de l'étranger convaincu que le gouvernement français était dans l'impossibilité d'imposer à l'Europe, sans l'agrément de la Grande Bretagne, l'union des Principautés. C'est dans les mêmes idées qu'il repartit, vers novembre 1856, chargé de mission par le prince Ghica [2]).

De Vienne, il adressa à celui-ci la lettre suivante.

Au moment de mon départ.

Lundi, 24 n[ovembre], à Vienne [1856].

Monseigneur,

J'ai été reçu avec bienveillance, j'ai fini par emporter l'estime des hommes éminens qui veillent aux destinées de l'Autriche.

Les conférences ne tarderont pas à s'ouvrir à Paris; j'espère vous y devenir aussi utile qu'à Vienne. Nous devons beaucoup au Baron d'Eder [3]), aussi je le lui ai bien rendu ici. Il y a beaucoup d'inquiétudes en France. Dieu veuille que l'Europe reste tranquille; chacun doit apporter sa pierre pour l'édifice du maintien de l'ordre. Ne négligez point votre part dans ce travail; vous servirez l'Europe en servant les vrais intérêts de votre pays. Sir Seymour [4]) m'a beaucoup aidé ici; c'est toujours le même homme sûr, aimable et prudent. Je regrette l'état d'anomalie du Ministère ottoman et surtout la retraite d'Aali-Pacha [5]). Je me suis dispensé de voir ici Callimachi [6]).

---

1) Béclard à Walewski, 8 janvier 1857 *(Actes et doc.,* V., p. 1078).
2) *Ibid.,* V, p. 1054.
3) Consul général d'Autriche à Bucarest. Marié à une Roumaine, Elise, fille du boïar Alexandre Neculescu et de Marie Cretzulescu.
4) Sir George Hamilton Seymour, ambassadeur de Grande Bretagne à St. Pétersbourg, 1851 4, puis à Vienne, 1855—8.
5) En novembre 1856, Réchid Pacha devient Grand-Vizir.
6) Alexandre, ambassadeur de Turquie à Vienne, fils de l'ex-prince de Moldavie Charles Callimachi. Les Grandes Puissances discutaient à ce moment sur l'évacuation, qui tardait, des Principautés roumaines, occupées par les troupes autrichiennes; *Actes et doc. relatifs à l'histoire de la régénération de la Roumanie,* III, pp. 928 929.

www.dacoromanica.ro

Davoud[1]) m'a beaucoup parlé de Votre Altesse, mais il n'est pas franc.

Je vous réitère la prière de m'écrire tous les deux jours et de m'envoyer surtout des nouvelles. Vous ne doutez pas de mon dévouement; il sera ainsi inutile que je termine ma lettre avec les assurances de mon affection profonde et respectueuse.

Soutzo.

P. S. Les conditions des forêts et du 5% ont été admises par Mr. de Rotchild. Quant à la garantie des cinq ans, il la juge impossible. Reste à voir à Paris, où Mr. de Hübner[2]), auquel je suis particulièrement recommanndé par S. E. Mr. de Buol[3]), m'aidera à trouver de meilleures conditions[4]).

Arrivé à Paris, Soutzo fut aidé dans sa double mission, économique et politique, par Eugène Poujade, ancien consul général de France à Bucarest, époux de la belle Marie Ghica, petite-fille d'un frère du caïmacam. Soutzo et Poujade étaient donc cousins de par leurs femmes. Celui-ci était complètement acquis à la cause de Ghica et tâchait de la servir de son mieux en France et en Angleterre, allant même à l'encontre des vues du gouvernement impérial.

Le 5 février 1857, pendant que Soutzo était à Paris, parut au Moniteur, journal officiel, une note qui portait que „le gouvernement impérial avait... dès le début nettement exprimé sa manière de voir sur cette importante question [de l'union]. Il n'a pas cessé de la professer et l'échange de communications qui a eu lieu dernièrement entre lui et les cabinets qui pensent différemment, à l'occasion des mesures à prendre à Constantinople pour la convocation des Divans [ad-hoc], n'a fait qu'affermir sa conviction. Il ne désespère pas de les voir prévaloir dans les conseils des Puissances[5])"...

Dès le lendemain, Poujade écrivait au caïmacam:

Paris, le 6 février 1857.

30, rue de Courcelles.

---

1) G. A. Davoud, délégué de Turquie à la commision riveraine du Danube. Le premier protocole est du 29 nov. 1856 *(Chestiunea* Dunării. Publication du ministère des affaires étrangères de Roumanie, 1883, p. 147).

2) Joseph-Alexandre, baron de Hübner, ambassadeur d'Autriche à Paris.

3) Charles-Ferdinand, comte de Buol-Schauenstein, ministre des affaires étrangères d'Autriche, 1852-9.

4) La lettre se trouve dans ma collection d'actes de famille.

5) *Actes et doc. relatifs à la régénération de la Roumanie,* III, p. 1112. — Cf. la note du comte Walewski à Thouvenel, 14 févr. 1857; *ibid.,* p. 1131.

www.dacoromanica.ro

Mon Prince,

J'ai conduit avant-hier Soutzo chez le correspondant du „Times", qui est un de mes anciens amis et qui a promis de faire insérer sous forme de lettre le mémoire en réponse au document publié par l'„Evening Mail" [1]). Ce correspondant s'est également proposé pour faire insérer toutes les pièces ou correspondances utiles à notre cause; il faut donc nous envoyer toutes sortes d'informations précises et exactes.

L'article publié hier dans le „Moniteur", en exprimant les vues et les voeux du gouvernement français touchant la réunion des Principautés, ne doit pas beaucoup préoccuper Votre Altesse après le récit que je vous ai fait de l'entretien qui a eu lieu entre le comte Walewski et le marquis de Clanricarde [2]); tout dépendra sans doute de la persistance du cabinet anglais et du gouvernement autrichien.

Lord Lyndhurst [3]) m'a écrit qu'il m'attendait à Londres et Layard [4]) m'annonce que je ferai bien d'y être pour la fin de la semaine prochaine; outre les questions politiques, ma présence à Londres est nécessaire pour l'affaire de l'emprunt et pour celle du chemin de fer du Danube à l'Archipel [5]), dans lequel je me trouve intéressé avec Layard. J'ai des lettres de Constantinople du 22 du mois dernier; elles m'entretiennent des intrigues de Bibesco que mes amis pensent faire échouer. Je continue à être en correspondance suivie avec Ahmet Vafyk-effendi [6]), et Réchid-Pacha [7]); j'envoie très souvent des nouvelles à la princesse Marie, et au prince Constantin [8]): Votre Altesse doit par conséquent être bien informée.

Agréez, mon Prince, la nouvelle expression de mon entier dévouement.

Eugène Poujade.

Sur l'enveloppe: A Son Altesse Sérénissime
le Prince Alexandre Ghika,
Bucarest.

1) Ces articles ne me sont pas connus.

2) Membre de la Chambre des lords, s'intéressant à la question des Principautés (voy. *Actes et doc.*, V., p. 461; IX, p. 15).

3) Membre de la Chambre des lords, interpelle le 9 février le gouvernement au sujet de la note parue au Moniteur *(ibid.*, III, p. 1125).

4) Austin-Henri Layard, assyriologue, sous-secrétaire d'état aux affaires étrangères dans le cabinet de lord Russel, 1852.

5) Pour l'échec de projets de ce genre, voy. I. G. Pitzipios-bey, *Les réformes de l'Empire byzantin*, Paris, 1858, p. 192.

6) Ancien ministre de Turquie en Perse, menait avec Réchid-Pacha campagne contre l'union et accusait, en avril 1856, le Grand-Vizir Aali-Pacha de faiblesse *(Actes et doc.*, III, p. 784).

7) Grand-Vizir depuis novembre 1856.

8) Ghica, beau-père de Poujade, fils de l'ex-prince Grégoire Ghica et neveu du caïmacam.

www.dacoromanica.ro

Monsieur Hillel[1]) est prié de vouloir bien remettre cette lettre en mains propres[2]).

Deux jours après, nouvelle missive de Poujade à Ghica.

Paris, le 8 février 1857.

Mon Prince,

J'ai écrit tout récemment et longuement à Votre Altesse sous le couvert de Hillel; j'espère que ma lettre vous a été remise en mains propres et que vous en avez pris connaissance vous-même.

La note du „Moniteur" sur la réunion a produit une sensation d'autant plus grande qu'on ne sait pas que le ministre a dit qu'il serait cependant obligé de se soumettre à l'avis de l'Angleterre. Ce qui a surtout frappé les gens au courant des affaires, c'est que la publication de cette note coïncide avec la présence à Paris du jeune prince Nicolas de Nassau, qui est cousin de la Princesse Mathilde[3]), parent de la famille impériale de Russie et de la reine des Pays-Bas, qui l'a fait recommander à l'Empereur par le ministre de France à la Haye. De plus, on affirme qu'il est fiancé à une fille du feu duc de Leuchtenberg[4]) et de la Grande-Duchesse Marie; ce serait là un vassal bien préparé a être fidèle à la Porte.

J'ai fait part de ces faits à mes amis à Londres et l'ambassadeur ottoman à Paris a fait part au comte Walewski de l'impression pénible que lui causait une note si contraire aux instructions données aux commissaires et à l'acceptation du dernier firman de la Porte. En écrivant à lord Lyndhurst, je ne lui cache cependant pas que le prince de Nassau serait moins dangereux qu'un Bibesco ou un Stirbey.

Michel Stourdza, très effrayé de la candidature Nassau, m'a beaucoup cajolé pour me faire agir, mais il accepte la note du „Moniteur" et a employé toute sa rhétorique et toutes ses ruses pour m'amener à convenir qu'il était le seul prince indigène possible pour les deux Principautés, à cause de ses richesses, *de sa popularité* et de ses héritiers. Je fais grâce à Votre Altesse de ses arguments et de mes réponses, mais je doute qu'il ait le courage de recommencer.

Agréez, mon Prince, la nouvelle expression de mon entier dévouement.

Eugène Poujade.

---

1) Hillel Manoach, banquier juif de Bucarest.

2) La lettre est dans ma collection.

3) Fille du roi Jérôme Bonaparte et de Catherine de Württemberg.

4) Maximilien-Eugène-Joseph-Napoléon, fils d'Eugène de Beauharnais et d'Amélie-Augusta de Bavière, avait épousé la Grande-Duchesse Marie, fille du Tzar Nicolas I-er.

www.dacoromanica.ro

On m'écrit de Constantinople que Bibesco intrigue beaucoup, mais *qu'on* espère le faire *échouer dans sa haute mission.*

Les agissements de Soutzo, contraires aux vues de l'Empereur, ne pouvaient être agréables au gouvernement français. Le comte Walewski écrivait, le 24 janvier 1857, à l'ambassadeur de France à Constantinople: „Je suis informé que M. Soutzaki, en ce moment à Paris, ferait des démarches auprès des divers capitalistes pour les engager dans des entreprises de chemins de fer à concéder dans la Principauté... Je pense que la caïmacamie de Valachie excéderait la limite de ses pouvoirs si elle décrétait des entreprises de nature à imposer des charges au pays et à engager l'avenir de ses finances" [1]).

D'autre part, l'ancien prince de Moldavie, Grégoire Ghica, retiré en France, au château du Mée, exprimait de là à son fils Constantin, le 22 janvier, ses inquiétudes au sujet de la réalisation de l'union. „Tout dépend désormais" — écrivait cet ardent nationaliste — „de la rédaction des firmans. Bibesco s'est rendu à Constantinople pour intriguer; Al. Ghica a envoyé Const. Soutzo à Paris pour en faire autant; Michel Stourdza se démène...; Stirbey a envoyé son fils à Milan pour implorer l'assistance d'une personne auguste..." [2]).

Soutzo lui-même adressait de Paris à Alexandre Ghica le rapport suivant:

Paris, 11 février 1857.

Monseigneur,

Depuis que les autres difficultés de détail ont été réglées par la conférence [3]) et que la seule question des Principautés est encore restée en suspens, c'est à celle-ci que les partis s'adressent pour y chercher, chacun à part soi, la satisfaction de ce qu'on croit être ses intérêts. L'opinion révolutionnaire demande naturellement tout ce qui déplait à l'Autriche, à l'Angleterre et à la Turquie, et, comme les différentes nuances

---

1) Lettre dans ma collection. — Le 9 février 1857, lord Lyndhurst, à la Chambre des lords, interpellait le gouvernement anglais au sujet de la note parue au „Moniteur", qui avait, disait-il, „produit une impression très vive, d'autant plus qu'il paraît que certains individus bien connus, les princes Stirbey, Bibesco et Stourdza, et un jeune prince, allié avec les deux familles impériales de Russie et de France, dont je ne sais pas le nom, sont en ce moment à Paris... et ne sont pas restés tout à fait inactifs dans cette cité d'intrigues" *(Actes et doc.,* III, p. 1125).

Voy. aussi *Actes et doc.,* III, pp. 1088 1089. — Walewski était d'autant plus mécontent que Soutzo agissait par l'entremise de l'ambassadeur d'Autriche. (Voy. plus haut la lettre de Soutzo écrite de Vienne).

2) *Actes et doc.,* IX, p. 405.

3) Il s'agit de la commission réunie en janvier 1857 pour tracer la frontière de la Bessarabie du Sud, rétrocédée à la Moldavie en vertu du traité de Paris.

www.dacoromanica.ro

des conservateurs en France sont plus ou moins hostiles à une ou à plusieurs de ces Puissances, il s'ensuit qu'il y a unanimité des journaux quotidiens sur un souverain étranger. En fût-il autrement, que le résultat serait toujours le même, puisque la presse, dans son état de gêne à soutenir la thèse de l'union et de l'indépendance des Principautés, actuelle, éviterait de s'attirer des difficultés en se posant en désaccord avec le gouvernement qui, soit pour cajoler l'opinion révolutionnaire, ce qu'il croit pouvoir faire sans danger pour des questions d'extérieur, soit pour se donner la seule part d'influence que les distances lui permettent d'obtenir, celle des idées de nationalité, persiste à se poser en défenseur des utopistes roumains. De cette situation des choses résulte le fait qu'il est inutile d'essayer de modifier la manière de voir du gouvernement soit sur les choses, soit sur les individus, et qu'il est fort difficile de faire admettre par les journaux des publications contraires aux opinions qu'ils soutiennent. Il ne reste qu'un seul moyen de lutte, c'est d'acquérir en toute propriété un journal à soi-même et de le faire parler avec mesure; ce moyen je l'avais proposé avant de quitter Bukarest, mais la bêtise et la parcimonie de Balche [1]) l'a fait manquer. C'est à Votre Altesse à considérer s'il faut essayer de ce moyen, qui est très dispendieux; avec cent cinquante mille francs à peine on pourrait l'entreprendre. J'ai remué ciel et terre pour engager Stourdza [2]) à faire cette dépense, ou du moins à y contribuer, mais il a été matériellement impossible de rien obtenir. Ainsi, dans le cas où, comme je le présume, vous ne jugeriez pas possible la réalisation à vous seul de frais aussi importants, mon opinion est que nous devons renoncer complètement à faire des efforts inutiles auprès des feuilles françaises, efforts qui, au lieu de procurer quelqu'utilité, ne tendent qu'à irriter ses mauvaises dispositions. Il faudrait dans ce cas la laisser attaquer par la presse étrangère, vis-à-vis de laquelle il conviendrait d'aporter des mesures suivies et normales. Quant à la presse autrichienne, je pense que vous avez le moyen de l'influencer de Bukarest; pour ce qui est des feuilles anglaises et belges, je pense qu'il sera nécessaire d'assigner régulièrement les fonds nécessaires pour s'y ménager un système de réfutations contre les arguments et les insinuations de la presse parisienne. Je ne crois pas que cette dépense puisse s'élever à plus de deux mille francs par mois, si on s'en sert avec quelqu'habileté et quelque connaissance pratique des hommes et des lieux. En tout cas, il est temps que vous preniez une décision, car, toutes choses égales

1) Théodore, caïmacam de Moldavie et décidé anti-unioniste.
2) Michel, ex-prince de Moldavie, qui s'efforçait de ressaisir le pouvoir.

www.dacoromanica.ro

d'ailleurs, on finira par faire un gouvernement définitif en Valachie et il sera très nuisible que, lorsqu'on y procédera, les calomnies des Bibesco et des Stirbey aient réussi à nous représenter sous les plus fausses couleurs; non point que je craigne que les deux frères ne parviennent eux-mêmes à se faire donner le pouvoir, mais parce que j'appréhende le mal qu'ils peuvent nous causer. Je me résume: pour la France il n'y a qu'à acquérir un journal, ce qui est fort dispendieux; pour les feuilles anglaises et belges je trouverai le moyen d'agir par subvention. Voyez ce que vous préférez, prenez une décision et faites-la moi connaître immédiatement, parce qu'il n'est plus temps d'ajourner. Je me suis décidé à défendre à Ganesco d'entretenir des relations avec les journaux au nom du gouvernement valaque, parce que sa conduite ne m'inspire aucune confiance et que, d'ailleurs, la situation étant telle que je vous la décris, ses démarches imprudentes ne peuvent que nous compromettre. Du reste, si vous n'approuvez pas à cet égard ma conduite, ayez la bonté de lui donner des ordres directes par le Secrétaire d'État, car pour moi je ne veux plus rien avoir à faire avec un employé dont le moindre tort est de ne pas savoir obéir.

V[otre] t[rès] h[umble] s[erviteur],
Soutzo.

Sur l'enveloppe: A Son Altesse Sérénissime
Le Prince Caïmacam
etc. etc.
à Bukarest [1]).

Je ne connais pas d'autres actes concernant les missions que C. Soutzo a continué à remplir à Paris, Constantinople et Londres jusqu'au printemps 1858. A cette date, ses rapports avec le prince Ghica étaient rompus [2]). Cela s'explique: Ghica était revenu au parti de l'union et le soutenait de toute son influence. Poujade avait évolué dans le même sens [3]).

Quant à Grégoire Ganesco, dont Soutzo se montre mécontent, il avait publié en 1855 un ouvrage sur „La Valachie depuis 1830 jusqu'à ce jour, son avenir", récemment analysé par M. Iorga [4]). Il faut ajouter que ce livre, inspiré par Constantin Cantacuzène, ex-caïmacam de Valachie en 1849 après la révolution, avait été écrit en collaboration avec T. Théot, ancien professeur de français à Bucarest [5]). Il était dirigé

1) La lettre est dans ma collection.
2) Rapport de Talleyrand-Périgord à Walewski, 17 mars 1858, *(Actes et doc.*, VII, p. 100).
3) *Actes et doc.*, VII, p. 10.
4) *Din relațiile franco-române* (des *Analele Acad. Rom.*, série 2, section d'histoire, XXXIX, ann. 1920), pp. 11 12.
5) *Anul 1848 în Principatele române*, IV, p. 407; I. C. Filitti, *Domniile române sub Regulamentul organic*, p. 303, No. 7.

www.dacoromanica.ro

contre Georges Bibesco, parent lointain de Ganesco. Celui-ci prônait l'union avec une dynastie indigène et envisageait la candidature d'Alexandre Ghica, ou de Jean Cantacuzène, fils de Constantin.

Ganesco ne se désavouait donc pas en se mettant au service d'Alexandre Ghica, lorsque celui-ci devint caïmacam et en acceptant de lui une subvention. J'ai parmi mes papiers une quittance de Ganesco, ainsi conçue: „1000 francs, mes appointements pour les mois de janvier, février et mars 1857, je les ai reçus de S. Ex. M. le ministre des Finances Const. Alex. Soutzo. — S. Ex. ou son fondé de pouvoirs pourra donc toucher cette somme, à ma place, à l'honorable Secrétariat d'État".

Grégoire Ganesco, 1856, sept., Paris".

Voici, enfin, une lettre de Ganesco au prince Al. Ghica:

„Monseigneur,

Mon dévouement pour Votre Altesse Sérénissime ne s'est pas démenti un seul instant et *ne se démentira jamais.*

J'ai eu à la fois l'honneur et le bonheur de Vous en donner des preuves avant que V. A. ne fût replacée à la tête du pouvoir, et *depuis je les ai multipliées.*

Cependant, mon Prince, et malgré les engagements *formels* pris à mon égard et qui m'ont été communiqués par l'ordre de V. A., je suis depuis le mois de mars de cette année sans la moindre allocation de la part de Votre gouvernement. Je prie donc V. A. d'ordonner qu'une somme de *quatre mille francs,* bien faible équivalent d'un labeur et d'une préoccupation constante pendant dix-huit mois, me soient expédiés *télégraphiquement.* J'attends, également, de la justice de V. A. de vouloir bien donner des ordres pour me faire savoir si j'aurai l'honneur *de continuer mes services* à partir du 1-er janvier 1858. J'ajouterai que, si V. A. m'en envoyait l'autorisation, je serais à même de L'entretenir d'affaires politiques qui ne seraient pas sans un grand intérêt pour Elle et pour Son gouvernement.

Daignez agréer, mon Prince, l'expression des sentiments de respect, de dévouement et de reconnaissance avec lesquels

J'ai l'honneur d'être,
Monseigneur,
De Votre Altesse Sérénissime
le très-humble et très-obéissant serviteur
Grégoire Ganesco [1]).

Paris, le 6 octobre 1857.
30, Rue Taitbout".

Je ne sais pas quelle suite a été donnée à cette lettre.

1) La lettre se trouve dans ma collection.

www.dacoromanica.ro

Une mission roumaine à Belgrade en 1872[1])

A l'occasion de la déclaration de la majorité du prince Milan des fêtes solennelles eurent lieu à Belgrade du 9 au 12 août 1872. Le prince Charles I-er de Roumanie s'y fit représenter par le colonel Alexandre Zefcari et l'aide-de-camp major Constantin Filitti[2]).

Je retrouve dans mes papiers de famille le texte de l'allocution de la délégation roumaine au nouveau chef de l'État serbe.

„S. A. le prince Charles I de Roumanie, notre auguste Souverain, nous a chargés de félicitier V. A. en ce jour où elle prend en mains les rênes du gouvernement de la Serbie. La date d'aujourd'hui inaugure une nouvelle et belle page dans l'histoire serbe et pour nous, Altesse, nous désirons maintenir intactes les relations séculaires entre la Serbie et la Roumanie, relations qui nous sont si chères et qui exercent une heureuse influence sur le développement et la prospérité des deux pays".

Le prince Milan leur répondit:

„Messieurs, je suis particulièrement touché du témoignage de sympathie que S. A. le Prince Charles me donne aujourd'hui en envoyant des délégués spéciaux, chargés d'exprimer les sentiments qui l'animent envers moi et ma patrie. Je le remercie également de s'être fait représenter dans cette circonstance par des hommes aussi distingués. Les intérêts communs à nos deux pays sont nombreux, en dehors même de la politique, et je regarderai toujours comme un devoir de maintenir et resserrer les liens qui les unissent, ainsi que l'a fait mon illustre et regretté prédécesseur. L'accomplissement de ce devoir me sera d'autant plus doux et facile que S. A. S. m'a déjà témoigné à plusieurs reprises les sentiments amicaux que vous venez d'exprimer. Veuillez dire à S. A.

1) In Revue historique, X, (1933), p. 14 15.

2) *Notes sur la vie du roi Charles de Roumanie, par un témoin oculaire,* tome II, Bucarest 1896, p. 134. Communication officielle, en ma possession, du général I. Florescu, ministre de la guerre. Iorga, *Correspondance diplomatique roumaine sous le roi Charles I (1866—1880),* Paris, 1923, p. 93; le même, *Politica externă a regelui Carol I.*

www.dacoromanica.ro

Mării Sale i-am scris de astă dată foarte puţin; vă rog din cea ce veţi socoti de trebuinţă, coprinse aci, spuneţi-i şi Mării Sale.

al dumneavoastră
prea plecat şi supus
N. Rossett

* * *

Faţă cu relativ puţinul material ce avem despre căimăcămia lui Alexandru Ghica [1]), am crezut că nicio contribuţie documentară nu va fi de prisos.

---

1) Iorga, *Câteva fărâme din coresp. lui Alexandru Vodă Ghica*, extras din „An. Ac. Rom." pe 1906, p. 1.

www.dacoromanica.ro

que je saisirai avec empressement toutes les occasions de prouver que j'en conserve un souvenir reconnaissant".

J'ai aussi la liste des cadeaux qui furent offerts au prince Milan le 10/21 août: la municipalité de Belgrade, un surtout de table en argent; le département de Czerna Reka, un canon; l'arrondissement de Jelovatz et celui de Orachin, ainsi que les départements de Valiévo et de Jagodina, des boeufs; l'arrondissement de la Save, la municipalité de Tchatchak et la ville de Semendria, des fusils; l'arrondissement de Lassenitza, un sabre; l'arrondissement du Danube, un cheval avec son harnachement; le département de Roudnik et la ville de Loznitza, des drapeaux; la municipalité de Schabatz un écritoire en os; le département de Kragouïévatz, un tapis; l'école des jeunes filles de Belgrade, deux coussins; Hamovatz, une bague à émeraude; le corps des officiers, un album; la municipalité de Négotine, du vin et du caviar.

Les fêtes se déroulèrent à Belgrade du 9 au 12 août. Entre autres, le 11 août, à 9 heureus du soir, dans la cour du restaurant „Paris", une troupe organisa des danses françaises, qui paraissent un peu démodées aujourd'hui: polka, lanciers, quadrille, mazourka et des danses nationales serbes: hora, vlajina, zaïam, neda grivne, nisevacico oro.

Il y eut au Palais deux diners de gala, le 10 et le 12 août. Mon père, grand gourmand et gourmet à la fois, a conservé l'un des menus, digne en effet de Lucullus. Le voici, au moins sur papier: purée de volaille, caviar garni, pâtés de foie gras, mayonnaise de poisson, petits pâtés à la russe, esturgeon à la broche, fricandeau de cerf à la jardinière, filets de poulet garnis aux pois verts, salmis de bécasse aux truffes, asperges de table au beurre, escaloppes de perdrix, faisans, dindon, cailles rôties, boudin d'amandes, gelée de marasquin garnie, glaces de framboises et d'ananas.

Pendant le repas, la musique militaire exécuta des airs un peu différents de ceux qu'on préférerait aujourd'hui: marche solennelle de Cizek; variations sur le cornet à piston, de Strek; balabille de l'opéra l'Étoile du sud, de Meyerbeer; chants serbes en potpourri, de Cizek; variations pour la clarinette de Serpent; bal slave, quadrille de Strauss; fantaisie de l'opéra Norma; solo de cornet à piston, de Rosenkranz; Anna-polka de concert, par Legendre; la marche du couronnement de l'opéra *Le Prophète* de Meyerbeer.

J'ai pensé que ces quelques souvenirs, vieux déjà de soixante ans, des relations toujours cordiales avec nos voisins yougoslaves, ne seraient pas dénués de tout intérêt.

www.dacoromanica.ro

Din călătoria lui Carol I în Occident, la 1873[1])

La 10 22 Iunie 1873, Domnitorul Carol I, însoţit de miniştrii Petre Mavrogheni şi Vasile Boerescu şi de adiutanţii maiori N. Schină şi Constantin Filitti, a plecat într'o călătorie în Occident[2]) determinată atât de consideraţiuni politice, cât şi de dorul de familie şi de grija sănătăţii.

Printre hârtiile tatălui meu, au rămas şi câteva relative la această călătorie.

Domnitorul a sosit la Viena la 11 23 Iunie[3]). A doua zi, maiorul C. Filitti telegrafia primului ministru, Lascar Catargi: „Leurs Altesses sont arrivées ici hier soir en très bonne santé. Elles ont été reçues partout avec grand enthousiasme. Détails sur cette splendide réception, par poste"[4]).

In legătură cu festivităţile ce au urmat la Viena, am următoarea invitaţie din 18 30 Iunie la o serată de gală[5]): „Einladung zu einer Vorstellung im Schlosstheater zu Schönbrunn, am 30. Juni 873, vor 1 2 8 Uhr Abends. Die Damen erscheinen in runden Kleidern, mit Schmuck. Die Herren vom Militär in Dienstuniform, resp. en parade, ohne Feldbinde; jene vom Civile erscheinen im Frack, mit weisser Cravate. Die Bänder der Ordensgrosskreuze werden nicht über dem Rocke getragen".

Pe o foaie deosebită: „Einladung zum Souper bei Ihren Majestäten, nach dem Theater, in der grossen Galerie in Schönbrunn".

La 20 Iunie (2 Iulie), Domnitorul, însoţit numai de adiutanţi, a sosit la Neuwied şi a fost găzduit în reşedinţa dela Segenhaus, aproape de Monrepos[6]). Mi-a mai rămas o invitaţie, din ordinul principelui şi principesei de Wied, la

1) In Revista istorică, XX, (1934), p. 12 16.
2) *Notes sur la vie du roi Charles de Roumanie, par un témoin oculaire,* II, p. 155.
3) *Ibid.*
4) Cf. *ibid.*, pp. 155-6.
5) Cf. *ibid.*, p. 160.
6) *Ibid.*

www.dacoromanica.ro

„diner", Sâmbătă 5 Iulie, oara 5, la Monrepos. „Frac cu cravată albă".

La 26 Iunie (8 Iulie), Carol I pleacă să facă o cură la Imnau, mică localitate din principatul de Hohenzollern [1]), Aici, maiorul C. Filitti primeşte dela mareşalul Curţii noastre, Teodor Văcărescu, următoarea scrisoare, datată din Kissingen, 6(18) Iulie:

„Costică dragă. Iţi scriu aceste rânduri spre a mă informa mai întâi de sănătatea ta, spre a te întreba ce mai faci, cum petreceţi timpul pe acolo. Ce mai face Vodă şi Doamna, cum li este sănătatea, şi cura de la Imnau a început a le face bine la amândoi?

„Te rog, dragă Costică, dă-mi nuvele şi scrie-mi detailat. Aţi văzut pe tata lui Vodă la Hekingen, şi pe cine aţi mai văzut? Iţi trimit, aici alăturat, nişte gazete cu portretul Domnitorului; te rog foarte mult să le dai Măriei Sale din partea mea, spre a le vedea. Eu ţi-aş scrie mai mult, dar doctorul de aici m'a poprit cu desăvârşire de a mai scrie şi a mai ceti, din causa durerii de ochi de care sufăr foarte. Dar tu, Costigă dragă, te rog scrie-mi despre toate şi spune-mi până la ce dată Vodă şi cu Doamna au de gând să şază în Imnau. Crede că nu puţin vei îndatora şi mulţămi pe vechiul şi devotatul tău amic, T. G. Văcărescu. Maria [2]) iţi trimete mii de complimente. Spune amiciţii din parte-mi doctorului Theodori şi lui Schină".

De atunci este şi următoarea telegramă (fără loc şi dată) a maiorului C. Filitti către Lascar Catargi: „Le capitaine Gherghel parti aujourd'hui avec les papiers. S. A. R. la comtesse de Flandres [3]) est arrivée hier soir ici, pour passer quelques jours avec nos augustes souverains".

La 9 21 Iulie trimite următoarea invitaţie: „Par ordre de L. A. le prince et la princesse de Roumanie, le soussigné a l'honneur de prévenir Mademoiselle de Van der Burch, Dame d'honneur de S. A. R. M-me la Comtesse de Flandres, qu'elle est invitée à diner aujourd'hui Lundi, 21 Juillet, à $1^1/_2$ heures de l'après-midi, à la villa Erkerbau".

In aceeaşi zi, maiorul Filitti scrie agentului nostru la Viena, Gheorghe Costa-Foru: „Măria Sa Domnitorul mi-a ordonat a vă scrie că a primit cu o vie plăcere scrisoarea d-v. şi că vă mulţumeşte de cercetările ce faceţi. Măriile Lor se află în deplină sănătate, vor mai sta aici încă 15 zile, spre a săvârşi cura pe care o urmează regulat şi în urmă vor trece la Sigmaringen, unde vor sta 15 zile, astfel că la Viena se

---

1) *Ibid.*

2) Maria Teodor Văcărescu, născută Mănescu-Filitti, vară al doilea cu maiorul C. F.

3) Sora lui Carol I.

www.dacoromanica.ro

vor afla peste patru săptămâni. Măria Sa ar avea de mare plăcere a vă vedea la Sigmaringen peste 15 zile, dacă veţi isprăvi până atunci cura ce faceţi".

La 14/26 Iulie, Costa-Foru răspundea din Carlsbad: „Am primit scrisoarea d-v. din 9 Iulie, şi am simţit o vie mulţămire aflând că Măria Sa Domnul a dat timpului toată întinderea necesară pentru căutarea sănătăţilor Înălţimilor Lor. Profitând de dispoziţiunile luate în această privinţă şi de binevoitoarea invitare ce-mi face Înălţimea Sa, îndată ce voiu isprăvi cura de aici (ceia ce va fi pe la 25 ale lunii), voiu veni la Sigmaringen, ca să presint omagiile mele şi să iau ordinele M. S.".

In ţară, în această vreme, guvernul lui Lascar Catargi avea de luptat cu holera, cu opoziţia, mai ales la Craiova, contra legii licenţelor[1]), votată în Martie precedent, şi cu constituirea comitetului creditului funciar rural, abia înfiinţat. In legătură cu aceste chestii, mi-au rămas mai multe telegrame cifrate ale lui Catargi, trimise la Imnau, spre a fi înfăţişate Domnitorului.

„14/26 Iulie. Holera s'a mai ivit într'o comună la Cahul. Mortalitatea la Craiova, mai mare, se suie până la optsprezece pe zi. La Galaţi, şapte morţi pe zi şi la Brăila nouă. Recolta în unele districte a suferit din causa ploilor, fiind grâul secerat, porumbul însă îmbunătăţit cu ploile. Am avut anchete pentru incendiile urmate la Botoşani, Snagov, Fălciu. Incendiile s'au urmat din întâmplare. La Botoşani, din causa unei lăzi cu chibrituri. Sântem ocupaţi cu aplicarea legii licenţelor spirtoaselor, pentru care avem dificultăţi prin unele districte. Opoziţia a făcut apel prin jurnalul „Românul" ca să facă comitete în toate districtele, sub nume de a denunţa abusurile. Am luat măsuri".

„16 Iulie. Nu am telegrafiat din Galaţi despre întâmplarea din Craiova, căci Boerescu v'a anunţat telegrafic. Acum totul liniştit. Până acum sânt douăzeci şi trei de arestaţi. Se urmăresc şi ceilalţi. Lucrăm în consiliu de miniştri spre a modifica legea şi astfel a înlesni şi punerea în aplicare fără a provoca nemulţămiri. Fălciu astănoapte a ars aproape jumătate, fiind vânt tare".

La 17 Iulie, maior C. Filitti telegrafiază lui Lascar Catargi: „Leurs Altesses se portent bien. Aujourd'hui au diner de famille se trouvaient Leurs Altesses Royales prince Antoine de Hohenzollern et princesse, prince héréditaire Léopold et princesse, comtesse de Flandres, prince de Wied et princesse".

Dela 19 Iulie este următoarea telegramă a lui Lascar Catargi: „In Craiova s'au arestat câţiva indivizi. Holera

1) *Ibid.*, p. 162.

www.dacoromanica.ro

este în aceleaşi localităţi. In 4 şi 5 Iulie au murit şeaptesprezece. Am numit la credit pe Dimitrie Cornea, vice-preşedinte al Camerei deputaţilor. Legea licenţelor se aplică. In Galaţi au ars patru magasii cu marfă".

La 23 Iulie/4 August, agentul ţării la Berlin, Teodor Rosetti, scrie maiorului Filitti: „Ayant besoin de savoir au juste le temps que S. A. le prince restera encore à Imnau, je vous serais bien obligé de me le faire connaître et vous prie en même temps de me communiquer, si faire se peut, l'itinéraire que suivra S. A. pour retourner dans le pays. Veuillez bien adresser la réponse Schellingstrasse 3".

Dela 25 Iulie/6 August este o invitaţie, semnată de baronul de Gagern, din partea principelui şi principesei de Wied, la dineu la oara 2 p. m., la Fürstenbau, in Imnau.

Dela Imnau, Domnitorul a plecat la 29 Iulie (10 August) la Krauchenwies, lângă Sigmaringen [1]), unde a stat până la 9/21 August.

La 31 Iulie, Lascar Catargi telegrafia: „Holera scăzut peste tot cu excepţia Galaţi, unde au fost douăzeci şi cinci morţi într'o zi. Acum, scăzut la şease. La Dorohoiu am numit prefect pe generalul Ghergheli, care fiind de acolo, am credinţa că va împăca neînţelegerile. Aplicaţia legii licenţei merge foarte încet".

In aceeaşi zi, maiorul Filitti telegrafia mareşalului Curţii, Teodor Văcărescu, la Kissingen, să vie Sâmbăta următoare direct la Sigmaringen.

Din aceeaşi vreme sânt următoarele acte nedatate:

Telegramă dela Lascar Catargi: „Holera a scăzut la Mehedinţi şi Dolj. La Craiova douăzeci bolnavi, din cari şapte morţi. La Galaţi şase morţi, dintre cari cinci soldaţi. Recolta merge. In câteva locuri a fost piatră. Linişte perfectă. Comitetul creditului nu merge prea bine. Vernescu a demisionat. Beizadea Ghica, Gheorghe Cantacuzino vor asemenea a da demisia. Comisari nu numit încă. Grădişteanu şi Lahovari au refusat a primi".

Altă telegramă dela Catargi: „La credit s'au făcut modificări în personal. Vernescu dat demisia şi comitetul a ales pe Dimitrie Sturza în loc. Asemenea dat demisia Ioan Brătianu din vice-preşedinte. In locul lui s'a ales cu majoritate Gheorghe Cantacuzino. Aceste modificări au determinat pe beizadea Dimitrie Ghica a renunţa la demisie".

In sfârşit, următoarea scrisoare a maiorului Filitti către generalul Ion Em. Florescu, ministru de război: „Inălţimea Sa Domnitorul mi-a ordonat să vă scriu că combinaţia de şabracă a roşiorilor, ce prin depeşa d-voastră arătaţi că ar fi bine să se dea călăraşilor, spre a se putea cu înlesnire

1) *Ibid.*

www.dacoromanica.ro

şi mai puţină cheltuială muta la trebuinţă dintr'un corp într'altul, o găseşte cu totul contrarie uniformei călăraşilor şi că, pe cât se armonisează de bine cu a roşiorilor, pe atât la ceilalţi nepotrivirea va fi mai frapantă. Măria Sa socoteşte că e bine, din spirit de economie, a se da călăraşilor o şabracă de postav civit închis, coloarea tunicii, cu un simplu galon roşu, forma acelei de la jandarmi, fără cifră".

In ultima zi a şederii la Krauchenwies, 21 August 1873, principele Carol Anton de Hohenzollern iscălia brevetul prin care conferia ordinul Casei sale adiutantului fiului său.

www.dacoromanica.ro

L'ancienne solidarité balkanique et la Roumanie[1])

Il ne semblera pas dénué de tout intérêt qu'après la signature du pacte balkanique, l'on jette un rapide coup d'oeil rétrospectif sur les origines lointaines des relations cordiales, rarement troublées autrefois et hautement affirmées aujourd'hui. Les souvenirs et enseignements du passé peuvent servir, en effet, à resserrer des liens séculaires et à éviter le retour d'errements funestes.

C'est évidemment avec une satisfaction toute particulière que la Roumanie a signé ce pacte, comme l'aboutissement heureux de longs efforts, auxquels elle a souvent participé et qu'elle a toujours considérés avec la plus vive sympathie.

Le fil de la solidarité balkanique, qui vient d'être renoué, remonte, sous un autre aspect, bien haut dans le passé.

Ses origines nous reportent au XIV-e siècle, lorsque la domination ottomane s'établit dans la péninsule balkanique, en y mettant fin à la vie indépendente des états chrétiens.

Grecs, Serbes, Bulgares, Albanais, Roumains des Balkans, se trouvèrent, depuis, solidaires. La communauté de leurs souffrances et de leurs aspirations, était cimentée par leur foi commune, orthodoxe. Le représentant autorisé de leur solidarité devenait le chef de leur église commune, le patriarche de Constantinople. Celui-ci étant grec, le service divin et l'enseignement dans les rares écoles, se faisant en grec, un vêtement grec couvrit ainsi toutes les nationalités des Balkans. Elles oublièrent tout ce qui pouvait les diviser, pour ne songer qu'à leur but commun de délivrance, sous un drapeau unique, celui de l'orthodoxie.

L'église et l'école étaient les seuls endroits de ralliement possibles, de communion spirituelle. C'est là que devait brûler sans cesse, mais en secret, la flamme des aspirations refoulées. Elles s'élevaient du fond des coeurs, se murmu-

1) Publicat în revista „Les Balkans" (Atena) Mai-Iunie 1934, p. 462-9, de unde s'a reprodus în „L'indépendance roumaine", 19 Aug. 1934 şi de aci în „Le messager d'Athènes", 26 Aug. 1934.

www.dacoromanica.ro

rant tout bas au pied des autels. A leur tour, les écoles étaient avant tout des nids de patriotisme. Le classicisme grec offrait des exemples éclatants de sacrifices à la patrie, autant d'exhortations déguisées aux jeunes générations qui se succédaient.

La situation était quelque peu meilleurs dans les Principautés roumaines. Elles jouissaient d'une administration intérieure autonome. Les princes disposaient de grandes richesses. Il était naturel que les frères chrétiens des Balkans y cherchent un refuge. C'est là que leur secrète pensée, la „grande idée", pouvait s'exprimer plus librement. C'est là qu'ils pouvaient trouver une aide pour leurs besoins matériels et moraux. C'est là que les plus énergiques, les plus doués, pouvaient se faire valoir. Ils y trouvèrent, en effet, une compassion chrétienne, la plus large hospitalité et la plus grande générosité se déversa sur tout l'orient orthodoxe.

C'est grâce à des princes roumains, d'origine, ou d'éducation grecque, comme Basile le Loup, Georges Duca, Serban Cantacuzène, que furent fondées, à Bucarest et à Jassy, ces écoles supérieures dont l'éclat rayonna longtemps sur les Balkans. C'est là que vinrent enseigner, jusqu'au début du XIX-e siècle, les plus distingués représentants du nouvel hellénisme, tels que les Vulgari, Théotoki, Lambros Photiadi, Neophytos Duca, Ghenadios, et tant d'autres. C'est là qu'accourut pour s'instruire non seulement la jeunesse des principautés, mais aussi celle de tout l'orient. C'est dans ces écoles que la conscience nationale de ces disciples d'origines diverses a été entretenue. L'enseignement enflammé des maîtres, n'étouffait pas les individualités ethniques. Il n'avait pas pour but de gréciser les auditeurs. Chacun d'eux s'en pénétrait au profit de sa propre nationalité. Il s'agissait seulement de maintenir la foi commune dans la délivrance, qui devait venir, de tous, et donc de chacun.

C'est cette „grande idée" qui explique pourquoi tant de princes, prélats et savants, d'origine grecque, établis dans les principautés roumaines, associèrent dans leurs efforts aussi bien leurs congénères des Balkans, que les Roumains. C'est sous le symbole du Phoenix, qui figurait déjà dans le cachet d'Alexandre Mavrocordato l'Exaporite, qu'on gardait l'espoir d'aboutir.

C'est des Principautés roumaines que le signal de la résurrection devait être donné. Elles se trouvaient les premières sur le chemin de Byzance et il était plus facile de prendre l'initiative sur leur sol hospitalier.

Au XVII-e siècle, les regards des Balkaniques se tournèrent anxieusement vers Michel le Brave, Basile le Loup, Serban Cantacuzène, qui semblèrent pouvoir être les rédempteurs attendus. Mais la tâche était trop lourde et il fallait

www.dacoromanica.ro

un surcroît de forces. On espéra le trouver chez les grands états voisins. Les déceptions ne tardèrent pas.

Il devint visible, dès le XVI-e siècle, que la cause de la délivrance des chrétiens des Balkans cédait le pas à des préoccupations égoistes de conquête, de subordination politique, ou de conversion confessionnelle. Hongrois et Polonais d'abord, Autrichiens et Russes ensuite, s'épiaient et se défiaient mutuellement et ne songeaient à ouvrir le chemin de Byzance qu'à leur propre profit, politique ou économique. Les principautés roumaines et les peuples des Balkans n'étaient que les pions et l'enjeu. Il en fut ainsi tout le long des XVII—XIX-e siècles et la Russie orthodoxe ne fit pas exception.

Mais l'espérance ne perd jamais ses droits. Après les déceptions des traités de Kainardji (1774) et de Jassy (1792), elle trouva un nouvel aliment dans le principe des nationalités, inscrit sur les drapeaux de la grande révolution française. En 1795, Rigas d'un côté, Alexandre Mavrocordato Firaris del'autre, conçurent le projet d'une révolution générale des chrétiens des principautés roumaines et des Balkans. Pendant son règne en Valachie, de 1802 à 1806, Constantin Ipsilanti reprit ce plan, appuyé sur la Russie, qui encourageait la révolte de Carageorges en Serbie. On garde des lettres que le héros serbe adressait à Ipsilanti, au métropolite d'alors de la Valachie, Dositei Filitti, un autre adepte de la „grande idée", ainsi qu'aux seigneurs valaques et moldaves, leur demandant des subventions nécessaires pour mener à bonne fin son audacieuse entreprise. D'autre part, c'est auprès du même métropolite que trouvait alors asile l'evêque Sophronius Vogoridi de Vratza et avec son aide imprimait en Valachie le premier livre en bulgare moderne, le Kiriakodromion, en 1806.

Le traité de Bucarest, de 1812, fut une nouvelle déception. Néanmoins l'hétairie grecque et son chef crurent encore à la bonne foi du czar Alexandre. Le rêve était beau. Il pouvait séduire non seulement les chrétiens des Balkans, mais aussi les Roumains des principautés. Aussi, plusieurs d'entre eux y adhérèrent et Tudor Vladimiresco fut du nombre. Mais bientôt la défection de la Russie fit voir que l'étendard de la révolte avait été levé trop tôt. La solidarité se trouva ainsi rompue. En effet, tandis que les Balkaniques n'avaient qu'un seul adversaire, les Principautés roumaines, entourées de puissants voisins rapaces, se trouvaient dans une situation plus délicate. Les voies vers le salut se séparèrent[1]).

Les Grecs furent les premiers à obtenir, dès 1830, leur

[1]) Voir Filitti, Grecs et Roumains en 1821. Dans la revue grecque Hellenikà, 1934.

www.dacoromanica.ro

indépendence complète, tandis que les Serbes n'arrivèrent alors qu'à une situation analogue à celle que les principautés roumaines avait toujours gardée. Mais les uns et les autres étaient restreints dans un territoire qui ne correspondait pas à leur expansion ethnique. Quant aux Bulgares, ils restaient encore sous la domination étrangère.

Si la situation géographique et politique des principautés roumaines, leur imposa ainsi, après le traité d'Andrinople (1829), une attitude plus réservée, leur idéal, auquel elles ne renonçaient évidemment pas, maintenait le sentiment de leur solidarité avec les chrétiens des Balkans. C'est en Valachie qu'en 1841—1843, les Bulgares fomentèrent un complot, auquel adhérèrent quelques roumains et qui avait le même but que celui d'autrefois, de l'hétairie. En décembre 1862, un polonais établi à Bucarest, Gradovicz, ennemi du prince Couza, attribuait à celui-ci un plan qui lui faisait honneur[1]). „Il s'est engagé, écrivait Gradovicz, dès que le soulèvement des Slaves ou des Grecs aurait lieu en Turquie, à proclamer l'indépendance de la Roumanie et de réunir l'armée roumaine en petite Valachie, sur un point du Danube; ensuite, à la première protestation de la Turquie, d'entrer en Bulgarie, afin de donner d'un côté la main aux Serbes et de l'autre servir de pivot aux Bulgares, pour se réunir autour de l'armée roumaine". En 1865, le prince Michel de Serbie pouvait dire au chargé d'affaires de Roumanie: „N'oublions jamais notre but commun, celui de notre indépendance" et en 1867 Charles I-er écrivait à son envoyé à Athènes: „Une alliance des états chrétiens des Balkans serait le meilleur moyen pour réaliser leurs aspirations nationales". La justesse de ce point de vue ne devait pas tarder à être prouvée.

Au début du règne de Charles I-er, c'est en Roumanie que les comités nationaux bulgares préparent l'émancipation de leur pays, éditent leurs journaux et fondent, en 1870, leur première société littéraire.

Dans sa note circulaire du 20 juillet (1 août) 1876, le ministre des affaires étrangères de Roumanie, Michel Kogalniceanu, écrivait: „Comment pourrait-on demander à la Roumanie de se désintéresser des souffrances de ses voisins chrétiens? Le gouvernement roumain ne peut rester indifférent au cri de douleur qui part de la rive droite du Danube". Il ne resta pas indifférent en effet. La solidarité balkanique s'affirma sur le champ de bataille et du sang versé par les Roumains et les Serbes, aux côtes des Russes, naquit aussi l'autonomie de la Bulgarie.

Par là les peuples chrétiens des Balkans n'avaient pas

1) G. Duzinchevici, Contribution à l'histoire des relations russo-roumaines, du temps du prince Cuza, Buc. 1935, p. 8.

www.dacoromanica.ro

encore atteint à leur idéal. Si sa réalisation tarda assez longtemps, ce fut non seulement à cause de leurs propres rivalités, mais aussi et peut être davantage, de celles des grandes puissances, qui en profitaient pour s'immiscer dans les Balkans, en vue de leurs propres intérêts.

L'accord des états balkaniques, en 1912, pour mettre fin à ces agissements, eut toutes les sympathies de la Roumanie. S'il fut troublé l'année suivante, ce fut dû encore, surtout, à des causes étrangères aux intérêts des Balkaniques.

Enfin, la nouvelle configuration politique de la péninsule après la guerre mondiale, a permis d'aboutir à un rapprochement avec la Turquie elle même.

L'accord qui vient d'être signé à Athènes, me rappelle celui qu'un soir de 1913 je portais à signer aux délégués réunis au congrès de Bucarest. Mais quelle étape parcourue depuis! Il ne s'agit plus, maintenant, d'un acte secret. L'accord ne vise plus une agression possible de ceux qui n'y participent pas, exclue cette fois-ci par les assurances formelles de leurs intentions pacifiques. Enfin, dans la situation actuelle de la péninsule, l'accord d'Athènes ferme le chemin aux immixtions troublantes d'intérêts étrangers.

Comme le disait si bien Mr. Maximos, en se reportant au passé que nous venons de rappeler, trop de malheurs se sont abattus sur la péninsule balkanique, trop de défiances ont éloigné ses peuples les uns des autres, pour que les dernières hésitations en vue de leur solidarité unanime ne finissent par disparaître. L'atmosphère cordiale qui, dès aujourd'hui, entoure les rapports de tous les états balkaniques, doit aboutir à cette „spiritualisation des frontières", si heureusement formulée par Mr. Titulesco. El la paix assurée dans les Balkans constitue en même temps, comme ajoutait Mr. Jeftitch, une garantie pour la paix du monde.

On ne saurait déployer de plus nobles efforts pour une plus noble cause.

www.dacoromanica.ro

Rusia, Austro-Ungaria şi Germania faţă de România, până la 1916[1])

I.

Până la congresul dela Berlin, mai exact până la suirea pe tron a lui Wilhelm II, politica sud-estică europeană a Prusiei a fost în funcţiune de lărgirea sau de apărarea graniţelor ei. Fără interese directe în sud-estul european, intervenţiile Prusiei, în a doua jumătate a sec. al XVIII-lea, în neînţelegerile dintre Austria şi Rusia, vechile rivale în aceste părţi, nu aveau alt scop decât de a paraliza pe aceste două puteri şi a le sili să acorde Prusiei compensaţiile dorite[2]). O rezolvire a competiţiilor rivale ale Prusiei şi Rusiei asupra Poloniei şi Suediei, ale Rusiei şi Austriei asupra Poloniei şi Turciei era cu neputinţă fără o înţelegere între Austria, Rusia şi Prusia.

Această politică, inaugurată de Frederic II, este rezumată în scrisoarea pe care acesta o adresa, la 2 Fevr. 1769 ministrului său la Petersburg, Solms: „Contele Linar a avut ideia ciudată de a uni toate interesele principilor în favoarea Rusiei... El voeşte ca Rusia să ofere curţii din Viena... oraşul Leopold şi împrejurimile; să ne dea nouă Prusia polonă... şi dreptul de ocrotire asupra Dantzig-ului, iar Rusia... să ia partea din Polonia ce i-ar conveni; atunci, ne mai fiind nici o gelozie între Austria şi Prusia, ele s'ar întrece ca să ajute pe Rusia împotriva Turciei“ [3]).

La temelia acestei politici, Frederic II a aşezat raporturile de prietenie, dar cu rezerve ascunse, cu Rusia vecină de care se temea, şi aceste raporturi au fost cimentate în urmă şi prin legături de rudenie între casele Hohenzollern şi Romanov.

---

1) Publicat în revista Viaţa românească, Sept. şi Oct. 1921, sub titlul „Raporturile ruso-germane faţă de sud-estul european“.

2) Cf. Dinu Arion, Ţări de compensaţie. In Conv. lit. 49 (1915), 1197 şi urm. Vicomte de Guichen, Les relations russo-allemandes du XVIII siècle à 1870.

3) Citat în Djuvara, Cent projets de partage de la Turquie. Paris 1914, p. 283. Cf. ibid 293: Frederic II, c. Solms, 21 Aug. 1772.

www.dacoromanica.ro

Politica orientală a lui Frederic II a fost continuată de urmaşii lui. Astfel la 1792 ministrul prusian Hertzberg era de părere că „trebuia lăsat celor două curţi imperiale, victorioase la Dunăre, o mică parte de pradă, dar să se obţie dela ele foloase echivalente pentru Prusia", în dauna Poloniei şi Suediei [1]). Tot aşa în timpul negociaţiunilor dela Tilsitt la 1807, ministrul prusian Hardenberg propunea împărţirea Principatelor române şi a Turciei între Rusia şi Austria, despăgubindu-se Prusia în Saxonia [2]). La 1829, Prusia sprijini pe Nesselrode împotriva lui Metternich, care voia să pună la cale o manifestaţie europeană în favoarea integrităţii Turciei.

Prietenia dintre Rusia şi Prusia s'a manifestat şi la 1853-4 când Prusia a rezistat presiunilor Angliei şi Franţei pentru a o hotărî să se asocieze la o acţiune comună împotriva Rusiei [3]). De pe atunci urmărea Bismark planul de a face unitatea Germaniei sub heghemonia prusiană şi întâlnea în calea sa mândria şi tradiţiile seculare ale Habsburgilor. Nu deci de dragul unor interese sud-estice, care-l lăsau rece, s'ar fi gândit el să strice prietenia cu Rusia de care putea avea nevoe în viitor.

Dar tot atunci Anglia şi Franţa făceau presiuni în acelaşi scop şi asupra Austriei [4]), care nu avea alt motiv de a refuza o colaborare împotriva Rusiei decât datoria de recunoştinţă ce contractase faţă de aceasta la 1849, când cu represiunea revoltei maghiare. Pentruca Austria să se hotărască la o

---

1) Ibid 330.

2) Ibid. 347.

3) La 1854 guvernul englez a publicat doc. privitoare la proectele ţarului Nicolae I de împărţire a Turciei. Aceste proecte le împărtăşise la începutul anului 1853 ambasadorului englez la Petersburg, sir Hamilton Seymour. (Djuvara, l. c. 395-9). Voia ca Principatele să formeze un stat neatârnat sub ocrotirea Rusiei. Tot astfel Sârbia şi Bulgaria. Constantinopolul nu poate fi ocupat de niciuna din marile puteri, nici de Grecia. Ţarul însă „n'ar zice nu" dacă i s'ar îngadui să se aşeze acolo nu ca proprietar, ci *ca depozitar* (Cf. Gr. Hrisoscoléo, Politique russe de ce siècle en Orient 1877). Anglia, prin John Russell şi lord Clarendon, respinse hotărît astfel de sugestiuni. (Memoriile ducesei de Dino, IV, 171-2). In Prusia chiar domnea îndoiala că „blânda" Rusie s'ar mulţumi să ocupe Constantinopolul ca „depozit" (ibid. IV, 162).

4) Napoleon III pentru a hotărî pe Austria, se gândi să-i ofere Principatele române. Contele Hübner, ambasador atunci al Austriei la Paris, scrie în memoriile sale, sub data 29 Ian. 1854: „Impăratul (Nap. III) crede că Principatele trebue să fie date Austriei". „N'a spus ce compensaţii ar cere" (Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur (1851-9). Publicate de fiul său, Paris 1904, p. 206). Thiers era de aceeaşi părere, chiar şi „fără compensaţii" (ibid. 248). Hübner, contrar guvernului său, n'avea scrupule faţă de Rusia: „sunt austriac şi ca atare nu pot dori ca Rusia să ia Turcia" (ibid. 231). In rapoartele sale combate pe rusofilii austriaci (ibid. 259). Cf. corespondenţa lui Cavour, de Luigi Chiala, VI, scrisoare c. Girardin, 1856, trad. de Frâncu în „Voinţa Naţională" dela 8 Mai 1887. Memoriul lui N. Golescu c. Napoleon III, Martie 1856, în Doc. renaşt. României, VII, 1388.

www.dacoromanica.ro

acţiune împotriva Rusiei, avea nevoe însă de a se asigura despre partea Prusiei, şi atunci se putea ivi pentru Bismark prilejul de a cere preţul unei înţelegeri. Astfel începu încă dela 1853-4 acel joc de echilibru între Rusia şi Austria care a caracterizat politica orientală a lui Bismark. In negociaţiunile lui de atunci cu contele Than, el se călăuzea de principiul că „cu cât se va arăta mai puţin grăbit, cu atât se va pune mai mult preţ la Viena pe cooperarea Prusiei". O contemporană foarte în curent cu politica europeană, rezuma politica lui Bismark prin cuvintele: „în scurt, face ca jidanul şi tratează cum ar trata Rotschild un împrumut" [1]).

Prusia nu se asoció la acţiunea împotriva Rusiei şi împiedică şi pe Austria de a da ajutor militar Franţei şi Angliei. Astfel făcu Bismark pe Rusia să contracteze atunci faţă de Prusia o datorie de recunoştinţă care, adăogată la tradiţiile de prietenie ale celor două case domnitoare, a fost scutul dela răsărit al Prusiei în opera pe care avea s'o înceapă de înfăptuire a unităţii germane împotrivaAustriei şi împotriva Franţei. De pe atunci începură şi legăturile de prietenie dintre Bismark şi Gorceacov [2]).

Pentru a doua oară rămase Rusia datoare Prusiei la 1863, când Bismark nu sprijini revoluţia polonă [3]). De altfel, şi Prusia şi Rusia urmăreau slăbirea Austriei. De aceia nici Prusia, nici Rusia nu puteau fi favorabile propunerii pe care, în Martie 1866, ministrul italian la Paris, Nigra, o făcea lui Napoleon III de a se ceda Austriei Principatele române în schimbul Veneţiei ce s'ar anexa Italiei. Napoleon rămase „frappé de cette idée" şi interveni în acest sens la Londra unde întâmpină refuzul lordului Clarendon [4]). Atunci închee ministrul italian Barral cu Bismark, la 8 Aprilie 1866, un tratat ofensiv şi defensiv [5]).

Alegerea lui Carol de Hohenzollern ca domn al Principatelor-Unite a fost o primă înfrângere a politicei austriace, şi sprijinită ca atare pe sub mână de Prusia [6]). Singură Rusia a protestat contra acestei alegeri ca fiind o călcare a tratatului dela Paris, în scopul de a putea la vre-un prilej să ceară revizuirea aceluiaş tratat în clauzele care o umiliseră adânc privitoare la regimul strâmtorilor [7]).

1) Ducesa de Dino, IV, 167 8.
2) Iulian Klaczko, Deux chanceliers, Paris 1877.
3) Eduard Simon, L'empereur Guillaume et son règne, Paris, Ollendorff, 1887 p. 97.
4) La Marmora, Un pò piu di luce, citat în Djuvara, l. c. p. 414. Klaczko, l. c. 245.
5) Djuvara, l. c.
6) In Fevr. 1866, consulul Prusiei la Buc. socotea că conspiraţia împotriva lui Cuza avea „să pregătească un folos însemnat pentru acţiunea guvernului dela Berlin" (Klaczko, p. 241).
7) Goriainow, Le Bosphore et les Dardanelles, p. 142. 150-8. Gladstone ca şi Beust se opuseră unei revizuiri.

www.dacoromanica.ro

Infrângerea dela Sadowa (Iulie 1866) păru că va produce dislocarea Austriei. Slavii din monarhie „se adresau ţarului cerându-i să răzbune jignirea dela Muntele Alb şi dela Kossovo, şi să împlânte stindardul rusesc la Dardanele şi pe Sf. Sofia [1]). Se deslănţuiră agitaţii naţionale: germană, sârbă, croată, italiană, românească, grecească, sprijinite de Ratazzi, Garibaldi, Ion Brătianu, Komunduros.

Austria nu mai avea sprijin, şovăitor de altfel, decât în Franţa. In întrevederile dela Salzburg dintre Francisc Iosif şi Napoleon III, la 1867, dacă se mai pomeni de proectul cedării Principatelor către Austria [2]), nu se ajunse decât la garantarea integrităţii imperiului otoman [3]).

Prusia vedea fireşte cu ochi buni agitaţiile pe care Rusia le întreţinea în România împotriva Ungariei în urma dualismului, în timpul guvernului Golescu-Brătianu la 1868. In cazul unui conflict, pe care Bismark îl dorea, între Prusia şi Franţa, răscoalele Slavilor şi Românilor de sub coroana Sf. Ştefan aveau să împiedice o colaborare a Austriei cu Franţa. A trebuit ca Andrassy, pe atunci prim-ministru ungar, să ameninţe la Berlin tocmai cu o eventuală acţiune alături de Franţa, pentru ca Bismark să intervie la Bucureşti pentru schimbarea guvernului [4]).

In ajunul războiului cu Franţa, Bismark simţi deci mai mult încă nevoia de a-şi asigura neutralitatea Rusiei. In întrevederea dela Ems (Iunie 1870) dintre regele Wilhelm al Prusiei şi ţar, Prusia luă angajamentul de a nu face opunere Rusiei dacă va cere revizuirea tratatului dela Paris [5]). Intemeiat pe acest angajament, Gorciacov şi denunţă regimul strâmtorilor prin circulara dela 19 31 Oct. 1870. In conferinţa ce se adună la Londra pentru a examina dorinţele Rusiei, Bismark îşi plăti datoria de recunoştinţă [6]). *Ministrul prusian la Petersburg îşi exprimă chiar mirarea că Rusia nu ceruse şi retrocedarea Basarabiei* [7]).

---

1) Klaczko, 393.

2) James Caterly (G. Ştirbei) România. Trad. din l. engleză, de E. Lovinescu, p. 168.

3) Simon, l. c. 283.

4) Klaczko, p. 343: raport al baronului Eder, consul austriac la Buc. c. Beust, 6 Fevr. 1868. Eduard von Wertheimer, Graf Iulius Andrassy, Sein Leben und seine Zeit. Stuttgart, 1910 p. 454-5. De altfel şi Napoleon III ceru înlăturarea guvernului ostil Austro-Ungariei (Iorga, Politica externă a regelui Carol I, p. 60, 73, 80, 88, 98). Amintit şi în scrisoarea lui Franz Iosef c. Wilhelm II, 5 Iulie 1914.

5) Simon, p. 273-4.

6) Ibid., p. 427. Goriainow, p. 157. Actul dela Londra s'a semnat la 13 Fevr. (1 Martie) 1871. Anglia, unde nu mai cârmuia Palmerston, duşmanul neîmpacat al Rusiei, facu o primă concesie asupra intransigenţei ei în chestiile turceşti (Goriainow, p. 141-302).

7) Goriainow, p. 136.

www.dacoromanica.ro

II.

Dela 1870 însă, raporturile dintre marile puteri europene se schimbă, în urma înfrângerii Franţei şi constituirii noului imperiu german fără Austria.

Perspectiva unei Germanii prea puternice trezi îngrijorarea în cercurile panslaviste din Rusia. Se putea ca Germania să năzuiască a îngloba în hotarele ei nu numai Austria germană, dar şi pe Slavii din Boemia. Germania se putea gândi, pentru realizarea acestui scop, să câştige simpatiile Polonezilor. Ea putea relua, cu alte cuvinte, firul medieval al expansiunii germane în dauna Slavilor răsăriteni [1]).

De altă parte, Franţa învinsă, declară prin glasul lui Thiers că de acum înainte numai interesul francez trebuia să călăuzească pe oamenii de stat ai Franţei. Ziarul „République française" al lui Gambetta propovăduia la 1872 alianţa cu Rusia, lăsându-se acesteia mână liberă în Orient şi Franţa desinteresându-se de Polonia şi de ţările dunărene şi balcanice.

O schimbare urmă deci şi în politica lui Bismark. Acum „el însuşi prevedea apropierea luptei între Germani şi Slavi; înţelegea nevoia de a sprijini organismul şubred al monarhiei austriace. Intrevederile dintre împăraţii Wilhelm şi Francisc Iosif, dintre principele Bismark şi contele Beust la Ischl, Gastein şi Salzburg, în Aug. 1871, au fost pregătite de cancelarul german pentru a împăca pe cei doi suverani" [2]), pe învingătorul şi pe învinsul dela Sadowa. Bismark simţi că-i trebue un sprijin împotriva Rusiei, dacă aceasta s'ar apropia de Franţa, dar înţelegea să se lege cu Austria numai în limitele necesare scopului urmărit.

Faţă, pe de oparte, de cunoscuta rivalitate în Orient dintre Austria şi Rusia, iar de altă parte, de relaţiile prieteneşti, vechi atunci de peste 100 de ani, dintre Prusia şi Rusia, era firesc ca aceasta din urmă să se intereseze de rostul apropierii ce simţea că se făcuse între Germania şi Austria. De aceia şi ambasadorul rusesc din Viena, Novicow, se informă pe lângă Schweinitz, colegul său german din acel oraş, despre înţelesul întrevederilor dela 1871. Schweinitz îi zise: „dacă m'ar întreba cineva ce am făgăduit noi Austriei în schimbul prieteniei ei, aş răspunde: viaţa!... Căci avem interes să menţinem integritatea ei, mai necesară, după părerea noastră, pentru echilibrul european, decât chiar integritatea imperiului otoman" [3]). Era destul de clar. Nu din cauza chestiunilor privitoare la sud-estul european se apropiase Germania de Aus-

---

1) Nicolas Notovitch, L'Empereur Alexandre III et son entourage. Paris, Ollendorff, 1895.
2) Goriainow, l. c.
3) Ibid.

www.dacoromanica.ro

tria, dar pentru a contrabalansa pe Rusia dacă aceasta s'ar apropia de Franţa contra Germaniei, ceeace ar strica „echilibrul european". Bismark voia să-şi asigure spetele dacă Franţa ar încerca să ia revanşa.

Tocmai de aceea nici nu înţelegea Bismark ca apropierea austro-germană să neliniştească pe Rusia, pentrucă nu era îndreptată împotriva ei. De aceea se şi crezuse el dator, în întrevederea dela Salzburg (1871) să vestească pe Andrassy că Prusia era legată de Rusia prin tradiţii seculare şi prin prietenia celor două case domnitoare. Lăsase deci pe Andrassy să înţeleagă că Germania nu era dispusă a sprijini aspiraţiile sud-estice ale Austro-Ungariei împotriva Rusiei.

Politica lui Andrassy, din contra, se rezuma, conform tradiţiilor ungare, în lupta contra Rusiei, reprezentanta intereselor slave. De aceea voia o descentralizare a monarhiei habsburgice în favoarea Ungariei, căci dintre toate popoarele monarhiei, Ungurii aveau cel mai mare interes „să nu lase pe Rusia, punctul de cristalizare al tuturor elementelor slave din Orient, să devie stăpână a Dunărei şi Mării Negre". Dacă însă guvernul din Viena va „persista în sistemul său de asuprire (a naţionalităţilor) nu va găsi niciodată puterea de a face o barieră contra Rusiei"[1]).

Andrassy ar fi vrut deci să dea politicei externe a monarhiei o direcţie curat maghiară, îndreptată spre Balcani în antagonism cu Rusia. In acest scop căuta să-şi atragă simpatiile Sârbiei şi Principatelor-Unite române[2]), fără a slăbi însă prea mult pe Turcia, care asigura graniţele de sud ale monarhiei[3]) şi care o putea sprijini mai bine, credea el, faţă de Rusia decât mici şi slabe state neatârnate. Dar când ajunse ministru de externe al monarhiei, la 12 Nov. 1871, el fu silit să-şi stăpânească pornirea împotriva Slavilor şi să se conforme vederilor cancelarului german. Fu nevoit să renunţe la orice veleităţi de expansiune în sud-estul european, fără prealabilă înţelegere cu Rusia.

In toamna anului 1872 se întâlnesc la Berlin cîte-şi trei împăraţii: al Germaniei, al Rusiei, şi al Austriei. Pentru ca înţelegerea între ei să fie cu putinţă, atât Rusia cât şi Austria au trebuit să declare că nu urmăresc anexiuni în dauna Turciei şi că nu se vor amesteca în afacerile ei interne. Dar fireşte că acest rezultat oficial al întrevederii dela Berlin nu corespundea cu gândul ascuns şi cu adevăratele ţinte nici ale Austriei, nici ale Rusiei. Şi una şi alta erau numai paralizate de al treilea tovarăş, de Germania.

---

1) Graf Iulius Andrassy, I. 60-1. Este interesant de observat cum Ungurii n'au aplicat această metodă naţionalităţilor de sub coroana Sf. Ştefan.

2) Ibid. I. 20. 48 sq. 91-2.

3) C. Stere în Viaţa Românească 1912 p. 267.

www.dacoromanica.ro

Bismark simţea însă că această situaţie falsă nu se putea prelungi. De aceea încă dela 1875, el se gândea că o înţelegere mai trainică ar fi cu putinţă dacă Austria s'ar întinde în partea *Bosniei,* iar Rusia în direcţia *Basarabiei*[1]). Acesta era punctul de echilibru la care se ajunsese după rivalitatea seculară dintre Ungaria şi Polonia mai întâi, şi apoi dintre urmaşele lor, Austria şi Rusia[2]).

Şi la 1876, când nouri se adunau în Balcani, toată diplomaţia lui Bismark consistă în a nu indispune pe Rusia pentru a nu o arunca în braţele Franţei, şi tot odată a nu lăsa pe Rusia să atace pe Austria[3]). Sud-estul european nu-l preocupa pe Bismark decât în limita intereselor germane[4]).

Sub auspiciile deci ale lui Bismark, care veghea ca nici una din cele două împărăţii rivale în Orient să nu copleşească

---

1) Goriainov, 314. Dealtfel la retrocedarea Basarabiei, Prusia consimţise încă dela Ems (1870), când în schimbul neutralităţii Rusiei, se legase a nu se opune la desfiinţarea tratatului dela Paris.

2) Începând dela pretenţiile de suzeranitate ale Ungariei asupra Ţării Româneşti şi ale Poloniei asupra Moldovei. In diferitele proecte de izgonire a Turcilor din Europa şi de împărţire a posesiunilor lor între statele creştine, Bosnia, Dalmaţia, Croaţia, Sârbia sânt constant atribuite Austriei. In privinţa Principatelor române, proectele variază: unele le atribue Austriei (proect dela 1433, al lui Sully la 1607, al lui Alberoni 1736, al lui Carra 1777, al lui Bois-le-Comte 1829), altele Poloniei, apoi Rusiei (proect dela 1572, al lui Ludovic XIV la 1685, al lui Pozzo di Borgo 1809, al lui Marochetti 1828, toate în Djuvara, Cent projets de partage de la Turquie). Pentru Polonia, apoi pentru Rusia, Principatele române erau calea spre marea libera. Pentru Austria, anexarea Principatelor prezinta un îndoit interes: a împiedica anexarea lor de Polonia sau de Rusia; a acoperi drumul oriental al Austriei care trecea prin Sârbia şi Bosnia. Unele proecte împărţeau marul discordiei în doua: atribuiau Moldova Poloniei sau Rusiei, iar Muntenia sau macar Oltenia Austriei. Bucovina a fost revendicata, ca şi Basarabia, de Polonia în negociaţiunile dela 1688 1699. Mai târziu Austria anexând Galiţia (1772) a revendicat şi Bucovina. Pentru celelalte mari puteri, Principatele erau obiecte de compensaţie. Astfel, Napoleon I care, după şovaelile dela Tilsitt, ceda de silă Principatele Rusiei la Erfurt (1808), ar fi preferit în cele din urmă să le vază anexate la Austria, cum era parerea lui Talleyrand încă dela 1805 şi a lui Félix Beaujour încă dela 1802. Rusia chiar, la 1811 oferea Austriei *Muntenia şi Moldova până la Siret* în schimbul Galiţiei (Urechia, Ist. Rom. VIII 264. — D. A. Sturdza, etc. Doc. privitoare la renaşterea României I. 435, 439. Djuvara, l. c. 339). Tot la Tilsitt (1807) ministrul prusian Hardenberg propunea împărţirea Principatelor între Austria şi Rusia, pentru ca în schimb Prusia sa obţina Saxonia (Djuvara, 347. — Sturdza, 569). In timpul războiului Crimeei, Austria se convinse că trebuia sa renunţe definitiv la orice gând de anexare a Principatelor pe care i le oferi Napoleon. Fostul internunţiu Prokesch-Osten fusese chiar de părere că Principatele puteau fi lăsate Rusiei, despăgubindu-se Austria în părţile Sârbiei. Napoleon III reluă fără succes ideia de a ceda Principatele Austriei la 1860, pentru ca Austria sa facă concesiuni Prusiei şi aceasta Franţei (Simon, p. 61: întrevederea dintre Napoleon şi Wilhelm la Baden-Baden), şi la 1866. Cf. aici, p. 61-2.

3) Andrassy I. 365.

4) Ibid. 366-7.

www.dacoromanica.ro

pe cealaltă[1]), se încheie întâia înţelegere dintre Austria şi Rusia la Reichstadt, 26 Iunie (8 Iulie) 1876, prin care, în caz de înfrângere a Turciei de către Rusia, Austria îşi rezerva dreptul de a ocupa *o parte din Bosnia*, cu gândul ascuns de a ocupa Bosnia întreagă şi chiar Herţegovina[2]). Andrassy insistă în tot timpul negociaţiunilor pentru ca Sârbia şi Muntenegru să rămâie în afară de influenţa rusească[3]). Prin aceasta chiar, România rămânea în sfera influenţei ruseşti. In tren, în drum spre Reichstadt, între Gorceacov şi Andrassy avusese lor următorul dialog: „Vrei Constantinopole? — Nu! — Slavă Domnului! căci altfel ar fi fost război! — Dar Basarabia, o vrei? — Da! — Şi înţelegerea s'a făcut[4]). S'a făcut uşor, căci nu era îndoială pentru nimeni că dela 1856 gândul constant al politicii ruseşti fusese desfiinţarea tratatului dela Paris. Prusia consimţise la aceasta încă dela Ems (1870), iar Franţa nu mai sta acum în calea Rusiei.

Totuşi, la sfârşitul anului 1876, Andrassy era îngrijorat, Singur nu îndrăznea să se opue Rusiei, iar pe sprijinul Germaniei nu se putea bizui. Se temea ca emanciparea Slavilor din Turcia să nu atragă şi pe a Slavilor din monarhie[5]). Andrassy refuză deci în Sept. 1876 o cooperare militară cu Rusia[6]). Acest refuz înăspri un moment relaţiile austro-ruse până într'atât că Rusia puse la Berlin întrebarea dacă, în caz de război cu Austria, Germania ar rămânea neutră. Bismark răspunse atunci că „nu va lăsa ca Austria să fie copleşită"[7]). Fu silită deci Rusia să încheie cu Austria o a doua convenţie la 3/15 Ian. 1877 şi în sfârşit o a treia, adiţională, în Martie acelaşi an. Chestiile privitoare la Basarabia, Bosnia şi. Herţegovina erau pe deplin rezolvite, rămânând însă ca în caz de disoluţie a imperiului otoman, schimbările teritoriale să fie regulate prin convenţii speciale[8]). Ambasadorului rus din Viena, Novicow, i se părea că revenise astfel vremurile înţelegerilor dintre Caterina cea mare şi Iosif II[9]). Inţelegerea se făcea, ca şi atunci, pe socoteala noastră.

La congresul din Berlin, Bismark uimi pe Gorceacov prin atitudinea sa. Bismark socotea desigur că-şi plătise la 1870—1 datoria de recunoştinţă. El nu sprijini speranţele pe care Rusia le hrănise pe urma rezultatului victorios al războiului cu Turcia şi pe care le formulase în actul dela San Stefano.

---

1) Goriainov, 321.
2) Ibid. 318. 328-9.
3) Ibid. 331-2.
4) Andrassy, I. 321.
5) Ibid. 386.
6) Goriainow, 333. 336.
7) Souvenirs de Bismarck, II. 250.
8) Andrassy I. 394. Goriainow, 232-4. 344.
9) Goriainow, p. 3.

www.dacoromanica.ro

Acest act asigura stăpânirea Rusiei în Balcani[1]). Nici Anglia, nici Austria, nu puteau tolera aceasta. Incă din timpul războiului, Anglia care se temea de o prea mare influenţă în Orient a Rusiei[2]), declarase acesteia că Ţarigradul va trebui să rămâe Turciei şi că regimul strâmtorilor nu va putea fi modificat[3]). De altă parte, Andrassy nu era dispus să iasă din limitele convenţiilor ce încheiase cu Rusia. Aşezat astfel între interesele contrare ale Rusiei şi ale Austriei, Bismark zise lui Gorceacov: „nu mă siliţi să aleg între voi şi Austria“ [4]). Se mărgini la rolul de „samsar cinstit“, prin care făcu jocul lui Andrassy şi nemulţumi pe Rusia. Aceasta dobândi Basarabia la anexarea căreia Austria consimţise la Reichstadt [5]) dar Rusia fu despărţită de Slavii din Balcani prin Dobrogea [6]). In fine nu putu Rusia să obţie dreptul de trecere prin strâmtori al vaselor ei de război[7]). Chiar aşa, tratatul dela Berlin însemna o nouă concesie pe care Anglia o făcea asupra politicei ei tradiţionale faţă de Turcia[8]).

De atunci, fireşte, raporturile dintre Germania şi Rusia se mai răciră.

Presa panslavistă[9]) atacă pe Bismark, iar Gorceacov

---

1) Art. 8 prevedea că „trupele de ocupaţie ruseşti în Bulgaria vor păstra comunicaţiile lor cu Rusia *prin România,* şi prin porturile Marii Negre, Varna şi Burgas“. Era realizarea dorinţii lui Kisseleff dela 1833. Gorceacov declară generalului Ghica, la Petersburg, că dacă România va protesta contra acestui articol, ţarul deja supărat prin chestia Basarabiei, „va ordona ocuparea României şi dezarmarea armatei române“ (Rumänien und der Vertrag von San Stefano, von einem rumänischen Senator. Viena 1878, p. 9). Aceste cuvinte ale lui Gorceacov pot fi apropiate de ale lui Nesselrode c. Budberg la 1854: „va veni timpul când aceşti Valahi nesupuşi, care au deşteptat în cel mai înalt grad nemulţumirea M. S., vor plăti scump necredinţa lor“. (Ibid. 9).

2) Goriainow, p. 372.

3) Ibid., 345, 357.

4) Ibid.

5) In schimbul făgăduinţii că va putea anexa mai târziu Bosnia, Herţegovina şi Novi Bazar (Nelidow, Souvenirs d'avant et d'après la guerre de 1877 8, în Revue des deux Mondes, 1915).

6) Propunerea pentru anexarea Dobrogei la România o făcu Şuvalov la Londra, 8 Iunie 1877. Dobrogea românească din actul dela S. Stefano era însă limitata la sud printr'o linie ce pornea dela nord de Raşova. Propunerea de întindere a acestui hotar până la Silistria Mangalia a fost rezultatul unui acord între Andrassy şi Waddington înainte de congres (Graf Iulius Andrassy III. 36. 136) şi a fost susţinută la congres de Franţa, Austro-Ungaria şi Italia şi sprijinita şi de Bismarck (Alphonse d'Avril, Traité de Berlin, 385).

7) Goriainow, 374.

8) Prima concesie o făcuse la 1871. După tratatul dela Berlin, Anglia perdu din creditul ei pe lângă Poartă prin atitudinea ei în afacerile Greciei şi Muntenegrului la 1880, prin demonstraţia navală dela Dulcigno, prin intervenţia în favoarea Armenilor şi prin ocuparea Egiptului (Max Choublier, La question d'Orient depuis le traité de Berlin, 228).

9) Un Komarow, un Katkov, vedeau în Germania cel mai mare pericol pentru Rusia (Ewald Paul, Die Ziele des Russenthums, 1886, p. 30).

www.dacoromanica.ro

începu să acrediteze zvonuri de apropiere franco-rusă. Atunci Bismark simţi nevoia de a se lega mai statornic de Austria şi încheiă cu ea tratatul dela 7 Oct. 1879, pentru protecţia Austriei contra Rusiei şi a Germaniei contra Franţei, embrionul din care s'a desvoltat tripla alianţă şi care indispuse pe ţarevici, viitorul Alexandru III. Rusia ar fi vrut o alianţă ruso-germană îndreptată în contra Austriei şi noul ambasador rus la Berlin, Saburov, începu chiar convorbiri în acest sens. Dar Bismark îi răspunse că ar dori dimpotrivă să împace pe cele două puteri şi emise ideia unei alianţe între trei „pentru a săpa un şanţ între Austria şi puterile occidentale", adică între Austria şi Franţa de care Bismark, constant în politica lui, nu înceta a se preocupa. Guvernul ţarului primi propunerea [1]), dar Austria făcu multe greutăţi până a se lăsa convinsă [2]). In sfârşit se încheia între Rusia, Germania şi Austria un tratat cu data de 18 Iunie 1881, semnat de Bismark, Szechenyl şi Saburov [3]).

Puterile contractante se asigurau reciproc de neutralitate, dacă vre-una ar fi avut război cu o a patra putere, — dacă Germania deci ar fi avut război cu Franţa. Tot aşa în caz de război, al unuia din contractanţi — adică Rusia sau Austria — cu Turcia, „dar numai dacă un acord prealabil se va fi încheiat între cele trei puteri în vederea rezultatelor acestui război". Dacă deci Austria sau Rusia ar fi pornit război contra Turciei fără a-şi fi vestit aliaţii şi fără a se fi înţeles cu ei, nu avea drept la neutralitatea acestora. Germania paraliza astfel iarăşi tendinţele de expansiune ale Rusiei şi ale Austriei în sud-estul european. Cele trei puteri se legau a lua în considerare interesele lor reciproce în Balcani. Schimbări în statu quo teritorial al Turciei europene nu se puteau face fără consimţimântul câtor trei. Contractanţii vor veghea ca Turcia să nu calce hotărârea europeană cu privire la închiderea strâmtorilor în caz de război. Intr'un protocol anex se stipula că Austro-Ungaria va putea anexa Bosnia şi Herţegovina când va crede necesar [4]). In fine contractanţii se mai legau să previe o ocupaţie posibilă (din partea Rusiei sau

---

1) Se adeverea astfel exactitatea consideraţiilor pe care un rus le expunea lui Gambetta într'o serie de scrisori: antigermani în Rusia sânt numai intelectualii şi câteva saloane (Ewald Paul, l. c. 36 şi urm.).

2) Emile Laloy, Les doc. secrets des archives du minist. des. aff. étr. de Russie, publiés par les bolchéviks, 4-e éd. Paris 1920, p. 7. — La 1878 camera de comerţ din Viena arătase că libertatea navigaţiei la gurile Dunărei era esenţială pentru negoţul Austriei în Marea Neagră şi pe coastele Asiei mici, ameninţat de clauzele actului dela S. Stefano (Ewald Paul, p. 26).

3) Emile Laloy, l. c. 8-11.

4) In privinţa sangeacului Novi Bazar se confirma declaraţia schimbată de plenipotenţiarii ruşi şi austro-ungari în timpul congresului din Berlin, 1/13 Iulie 1878 (D'Avril, l. c. 368-9).

www.dacoromanica.ro

Austriei) fie în Rumelia orientală, fie în Balcani şi să se silească a împedeca şi pe Turci de la astfel de întreprindere, cu condiţie ca nici Bulgaria, nici Rumelia să nu sprijine atacuri pornite depe teritoriile lor împotriva provinciilor turceşti. Cele trei puteri mai declarau că nu se vor opune ca Rumelia orientală să se unească cu Bulgaria, dar şi Bulgarii vor fi împiedecaţi de a ataca provinciile turceşti, în special Macedonia. Tratatul era încheiat pe trei ani [1]).

Până la recenta publicare de către bolşevici a doc. secrete din arhivele ruseşti, nu se ştia nimic de acest tratat care era de altfel contrar sentimentelor panslaviştilor ruşi, ostili Germaniei [2]) care sta în calea aspiraţiilor lor. Se ştie într'adevăr că Rusia, după ce creiase Bulgaria, ar fi vrut s'o cârmuiască întocmai ca o provincie rusească, să exercite un protectorat asupra-i, urmând ca după Bulgaria să vie rândul Macedoniei şi apoi al altor provincii ale Turciei [3]). Nu se putea deci destăinui tratatul dela 1881, care nu lăsa Rusiei mână liberă în Balcani.

Oficială era numai alianţa austro-germană dela 1879 la care aderă Italia la 20 Mai 1882, şi în urma Italiei, la 30 Oct. 1883, România [4]). După desamăgirea dela 1878 România nu putea rămânea izolată, iar problema ce i se punea era de a se asigura împotriva Rusiei. Un minimum de garanţie în acest sens putea găsi de partea triplei alianţe. Zic un *minimum,* pentrucă pe deoparte Germania căuta să menajeze pe Rusia, iar de altă parte o înţelegere era cu putinţă, cum fusese la 1876, între Austro-Ungaria şi Rusia asupra sferelor respective de influenţă în sud-estul european. Alipindu-se de tripla alianţă, România mai voia să împiedice aplicarea dispoziţiilor jignitoare pentru noi din tratatul ce tocmai se încheiase la Londra (10 Martie 1883) cu privire la Dunărea.

---

1) La 28 Iunie 1881 se încheiă un tratat secret între Sârbia şi Austro-Ungaria, reînoit la 9 Fevr. 1889 (până la 1895).

2) La 1882, un general rus, în treacăt la Paris, adresă studenţilor *sârbi* o cuvântare în care preconiza alianţa *tuturor slavilor* cu Franţa contra Germaniei (Simon, l. c. 461). Este planul Franţei dupa razboiul mondial.

3) Léonoff, Doc. secrets de la politique russe en Orient, p. 8. 19. Max Choublier, l. c. 208. Inca dela 1804, într'un memoriu secret catre ţar, ministrul de externe Czartoriski scria: „massa teritoriilor turceşti în Europa trebue împarţită în state separate, guvernate după localităţi şi legate printr'o federaţie comună asupra careia Rusia va putea exercita o influenţă hotarîtoare..." (Citat de B. Catargi în Conv. lit. 49 (1915) p. 449).

4) Regele Carol nu s'a hotarît să adere la tripla alianţă decât în urma Italiei, stat latin (Comunicat de Maiorescu). Cf. Ion I. C. Bratianu în şed. Camerei 16 Dec. 1919 (Desbateri p. 158). Tripla alianţa prevedea ca orice câştig al Austro-Ungariei în Balcani trebuia sa fie urmat de unul echivalent al Italiei (Corteanu, Razboiul european, în Conv. lit. 49 (1915) p. 194).

www.dacoromanica.ro

Anul următor, 1884, Martie 27, se reînoi[1]) între Germania Rusia şi Austria, pe alţi trei ani, tratatul secret dela 1881. In această nouă perioadă se întâmplară în Bulgaria evenimente pe care tratatul nu le prevedea. Planul rusesc era de a alipi Bulgariei Rumelia — ceeace se spunea în tratatele dela 1881 şi 1884 — şi Dobrogea[2]), ceeace nu se spunea în acele tratate, pentrucă desigur n'ar fi fost admis de Austria, iar mai târziu poate şi Macedonia[3]), dar toate acestea prin mijlocirea Rusiei şi nici de cum prin vr'un act spontan al guvernului bulgar. Rusia singură avea să hotărască cum şi când se vor împlini toate acestea, ţinând seama de interesele ruseşti[4]). Rusia se lovi însă în curând de spiritul de neatârnare al Bulgarilor şi atunci, pentru a stânjeni mişcarea naţionalistă bulgară, se declară deodată potrivnică, sub diferite pretexte, tendinţelor Rumelioţilor de a schimba situaţia ce le făcuse tratatul dela Berlin[5]). Rumelia proclamă totuşi unirea cu Bulgaria şi prinţul de Battenberg, fără a aştepta instrucţii dela Petersburg, se duse la Filipopole să ia cârmuirea provinciei (Sept. 1885)[6]). Ţarul se făcu atunci apărătorul tratatului dela Berlin nesocotit de Bulgaria[7]), dar răzvrătitul Battenberg câştigă prin atitudinea sa simpatiile Angliei. Lord Salisbury declară că „pe cât o Bulgarie legată de Rusia prin recunoştinţă păruse periculoasă, pe atât o Bulgarie unită, sub un prinţ ascultător de Europa... oferea o garanţie solidă contra unei agresiuni ruseşti"[8]). Era ocazia pentru Anglia de a câştiga simpatia unui mic stat balcanic şi a-l opune tendinţelor sud-estice ale Rusiei. Austria se temea ca atitudinea Bulgariei să nu redeschidă întreaga chestie a Orientului şi de aceea se pronunţă pentru statu quo. Dar ar fi vrut ca acest statu quo Turcia singură să-l asigure, fără a provoca intervenţia Rusiei[9]). Germania era ca totdeauna nehotărîtă între Austria şi Rusia[10]). La 8 şi 9 Aug. Wilhelm I şi Francisc Iosef se înţelegeau la Gastein că Ţarigradul trebue să rămâe Turciei. In Sept. acelaş an principele Wilhelm (viitorul Wilhelm II) mergea să asigure pe ţar de sprijinul Germaniei în politica sa orientală. Battenberg negocia direct cu Turcia şi ajunse la o înţelegere (1886), ceeace mulţumi pe toate puterile afară

1) Până la destăinuirile bolşevicilor se credea că tratatul dela 1884 fusese cel dintâi.
2) Léonoff l. c. 127.
3) Ibid.
4) Ibid.
5) Choublier, l. c. 218.
6) Ibid. 220.
7) Ibid. 222.
8) Ibid. 227.
9) Ibid. 232.
10) Ibid.

www.dacoromanica.ro

de Rusia [1]). In acelaşi an însă merse mai departe. Nu se mărgini a fi recunoscut guvernator al Rumeliei, numit de Poartă cu asentimentul puterilor semnatare ale tratatului dela Berlin, dar proclamă unirea Rumeliei cu Bulgaria [2]). Tratatul dintre Rusia, Germania şi Austria recunoscuse mai dinainte această unire, dar totuşi Rusia protestă, pentrucă actul se îndeplinise din propria iniţiativă a guvernului bulgar. Se ştie atitudinea intransigentă a Rusiei faţă de Battenberg, ridicat din palatul său printr'un complot rusesc, revenit în scaun, dar silit să abdice. Această violare a voinţei poporului bulgar era să provoace o protestare a Austriei, pe care însă o împiedecă Germania [3]). Ziarele germane (Sept. 1886) se împăcau chiar cu ideia anexării Bulgariei de către Rusia, ceeace Austria nu se arătă dispusă a admite [4]), după cum n'ar fi admis-o nici Anglia [5]). In Ianuarie 1887 Bismark declară în Reichstag că Germania nu se va certa niciodată cu Rusia pe chestia bulgară. „Datoria noastră, adăoga cancelarul german, este de a întreţinea pacea între Austria şi Rusia" [6]).

In aceste grele împrejurări, nici Rusia, nici Austria nu avusese deci dela Germania sprijinul la care fiecare, poate, se aşteptase. Alianţa lor cu Germania nu le servise decât a se paraliza reciproc. Chestia Rumeliei a fost ultima încercare făţişă a Rusiei de a predomina în Balcani. Incercarea de a aplica Bulgariei tratamentul la care supusese în vremea regulamentară Principatele, dădu greş [7]). Dar nici Austriei nu-i putea conveni ca alianţa cu Germania să nu-i slujească la altceva decât a o menţine, cu orice preţ în pace cu Rusia. De aceea şi, la 1887, înţelegerea între cele trei împărăţii n'a mai fost reînoită.

Şi în Germania începuse să se ivească îngrijorări în privinta tendinţelor politicii ruseşti. Publicişti germani arătau progresele neîncetate ale Rusiei în direcţia Chinei, a Persiei şi a Indiei [8]). Incă dela 1841 Moltke, la 1848 economistul Roscher, văzuseră în Turcia un câmp de expansiune germană [9]). Firul a fost reluat, depe la 1882, din iniţiativă parti-

1) Ibid. 244.
2) Ibid. 245.
3) Ibid. 250.
4) Ibid. 253. 259.
5) Ibid. 257.
6) Ibid. 263 n. 1.
7) Acest tratament era de altfel conform aşa zisului testament al lui Petru cel Mare: „a se sluji de ascendentul religiei asupra Grecilor desbinaţi sau schismatici..., a-i câştiga pe toate căile ademenitoare, a se numi ocrotitorul lor şi a dobândi un titlu la supremaţie..." (Djuvara, p. 243).
8) Ewald Paul, Die Ziele des Russenthums, 1886 p. 10-16.
9) André Chéradame, Le chemin de fer de Bagdad, p. 2-3, 217.

www.dacoromanica.ro

culară, de bănci şi de publicişti [1]). Incepeau să releve că „puterilor centrale le aparţine drumul de uscat spre Orient şi că trebue păşit pe acest drum sub conducerea germană“ [2]). Negoţul Orientului, ziceau ei, a fost acaparat de Francezi şi Englezi în dauna Austro-Ungariei, care nu şi-a înţeles menirea. A lăsat în părăsire chestia esenţială a unor legături de căi ferate cu Balcanii până la mare. Şi chestia Dunărei a fost neglijată de Germania [3]) la 1883. Anglia n'are interes la un drum Constantinopol—Bagdad, calea ei fiind din Egipt spre Bagdad [4]). Numai puterile centrale au interes ca Turcia şi statele balcanice să se desvolte economiceşte, pentru ca un schimb comercial să fie cu putinţă [5]). Europa centrală are trei drumuri spre Orient: Dunărea, racordarea căilor ei ferate cu cele din Balcani, şi drumul spre Adriatica [6]). La Berlin totuşi aceste chestiuni sunt privite ca secundare [7]). Dar nu este admisibil ca marfa engleză să pătrundă pe Dunăre până la Vidin şi până în inima Balcanilor, şi ca produsele Orientului să ajungă în centrul Europei pe calea lungă, engleză, a mării, ca fiind calea mai eftină [8]). Europa centrală trebue să se trezească până ce drumul Trebizunda-Teheran nu este încă rusesc, nici valea Tigrului şi Eufratului în stăpânirea engleză [9]). Este loc în Anatolia pentru prisosul de inteligenţă, muncă şi capital german [10]). Dar trebue stabilite căi de comunicaţie maritime şi ferate între porturile germane şi Orient [11]). Rusia caută să arate că dela deschiderea canalului de Suez, Constantinopolul nu mai este cheia neapărată a drumului spre Indii şi că Anglia maritimă nu se ciocneşte de Rusia continentală [12]). Germania n'a avut încă o politică proprie orientală [13]). Trebue stăruit pentru o apropiere germano-turcă [14]), al căreia început ar putea fi misiunile reciproce de ofiţeri şi funcţionari între Turcia şi Germania inaugurate la 1882.

Astfel, încă dela 1883 în Germania se aude glasul precursorilor, cari preconizară de pe atunci o politică pe care avea s'o adopte mai târziu împăratul Wilhelm II. Deocamdată, Bismarck rămânea credincios politicii sale de asigurare a

1) De banca Bleichröder la 1882, de Paul Dehn, de Sprenger care la 1886 scrie o broşură despre bogaţiile „Babiloniei“ (Ibid. 5. 217, 222).
2) Paul Dehn, Deutschland und Orient, 1884, p. II.
3) Ibid. p. IV 31, 46, 56, 65. Vezi şi aici, p. 93 n. 6.
4) Ibid. p. V.
5) Ibid. p. VII.
6) Ibid. p. X, 108.
7) Ibid. p. XV.
8) Ibid. p. 23, 140.
9) Ibid. p. XXVI.
10) Ibid. p. XXXVII.
11) Ibid. p. 128, 134.
12) Ibid. 143.
13) Ibid. p. XXIX.
14) Ibid. p. XXX şi Chéradame, p. 3.

www.dacoromanica.ro

spetelor Germaniei în caz de vre-un nou conflict cu Franţa şi în acest scop nu voia să indispue pe Rusia. De aceea, la 18 Iunie 1887 el încheie cu Rusia un tratat zis de reasigurare [1]), pe termen de trei ani. Se stipula: a) că statele contractante vor păstra o neutralitate binevoitoare dacă vreunul din ele ar fi atacat de o a treia putere [2]); această clauză nu se aplică însă dacă vre-una din puterile contractante ar ataca ele pe Austria sau pe Franţa [3]); b) că Germania recunoştea dreptul de influenţă al Rusiei în peninsula balcanică şi mai ales asupra Bulgariei şi a Rumeliei orientale [4]); puterile contractante nu vor îngădui însă nici o schimbare în Balcani fără înţelegerea prealabilă între ele; c) că părţile semnatare recunosc caracterul european al regimului Bosforului şi Dardanelelor şi că nu vor îngădui Turciei să modifice acest regim făcând vre-unei puteri care s'ar afla în război cu Rusia (aluzie probabil la Anglia), concesiuni care să transforme strâmtorile în bază de operaţii.

In fond acest tratat, garantând pe Austria contra unui atac al Rusiei, rezervând sfera obişnuită de influenţă a Austriei, care nu cuprindea Bulgaria, nu constituia o trădare faţă de Austria.

Opinia publică rusească — intelectualii — era tot mai ostilă Germaniei. La curte chiar, împărăteasa, din familia regala a Danemarcei umilite altădată de Prusia, voia „izolarea" Germaniei [5]). Influenţa nobilimii baltice, de origine germană, scădea în favoarea Ruşilor băştinaşi. Se preconiza de panslavişti alianţa cu Franţa ca un „miez al ligii universale a popoarelor ameninţate în libertatea şi autonomia lor". Era ca o prevestire a coaliţiei care pe acelaşi temei s'a făcut contra Germaniei în ultimul război mondial. Se spunea că Italia s'ar putea uşor desprinde de Triplice oferindu-i-se Triest şi

1) Destainuit în întregime de Deutsche Allgemeine Zeitung din 12 Sept. 1919. Pâna atunci nu se ştia decât ce se spusese în ziarul lui Bismarck, Hamburger Nachrichten din 24 Oct. 1896, anume că statele contractante se angajau reciproc la neutralitate, dacă vreunul din ele ar fi fost atacat de un al treilea, adică daca Germania ar fi fost atacată de Franţa.

2) Practic, daca Franţa ar fi atacat Germania, sau Austria pe Rusia.

3) Astfel, Rusia garanta pe Franţa de un atac al Germaniei, iar Germania garanta pe Austria de un atac al Rusiei.

4) „Bulgaria and eastern Rumelia". Textul a fost publicat în ziarul englez „Times" nr. 42204 din 13 Sept. 1919 p. 9. Reprodus în ziarele franceze, în loc de Roumélie, s'a tiparit Roumania şi de aci legenda tradarii lui Bismarck. Vezi şi Zeitschrift für Politik, anul 1923, vol. XII caet 6 şi vol. XIII caet 2.

5) N. Notovitch, L'empereur Alexandru III et son entourage, p. 78. Cf. Choublier p. 260 n. 1, citaţii din Journal des Débats din Nov. 1886, şi ibid. p. 263 n. 2 temerile Germaniei de o revanşă a Franţei.

www.dacoromanica.ro

Friul, adică, „stăpânirea fără părtaşi pe Adriatica“[1]). Ţările mici, ca Belgia şi România n'ar putea să se dispenseze de a adera şi ele la grupare“[2]). Austriei nu i s'ar cere decât... „să se abţie pe viitor de vederi ambiţioase asupra peninsulei balcanice“, cu alte cuvinte să renunţe la tot rostul politicii ei externe. E drept că se declara că Rusia însăşi nu emite nici o pretenţie în această parte“ decât... să se lase la propriile lor forţe popoarele pe care (Rusia) le-a emancipat“, şi astfel „se vor fi suprimat cauzele de război“. Evident că popoarele lăsate astfel libere să dispună de soarta lor, aveau o datorie morală de recunoştinţă faţă de Rusia[3]) şi cei cari concepeau sistemul expus nu lipseau în consecinţă a se plânge că „Slavii din Balcani, uitând toate legile recunoştinţei se emancipează încetul cu încetul de sub tutela binefăcătoare“ a Rusiei[4]). Aceşti Slavi în care erau cuprinşi şi Românii[5]), trebuiau fi-

1) Visul pe care Italia l-a urmărit când s'a despărţit de Tripla alianţă.

2) Ziarele franceze *Le Soleil* (1887), *Figaro* (25 Dec. 1887, Iunie 1889), *La France* (1887, articol: La chasse aux alliances), *Le Temps* (14 Aug. 1888) preamăreau panslavismul şi ne îndemnau sa ne aruncam în braţele Rusiei. O broşură în acelaşi sens „La Roumanie et son avenir“ apărea tot atunci la Bucureşti (1888). Contra acestei tendinţe scrie Ion N. Şoimescu, senator, „România, Rusia şi întreita alianţă“, Buc. 1889. Cf. Laveleye, La démocratie (1891) I, 67: „Dacă vreodata Bulgaria, Sârbia, România, ar fi să se anexeze Rusiei,... devenite simple satrapii, comprimate sub un jug de fer... soarta lor ar fi mult mai rea decât sub dominaţia turcească... Ce jale pentru prietenii libertăţii! Şi totuşi, *sunt în Franţa ziare şi publicisti cari chiama Rusia să domnească pe Dunare şi în Balcani!*“.

3) Tot cu scopuri de dominaţie propusese Rusia o Dacie independenta la 1737 şi 1782 şi sprijinise la 1856 ideia unirii Principatelor.

4) Notovitch p. 51, 78: „Am provocat admiraţia (Slavilor balcanici), dar admiraţia când nu e însoţită de respect nu ajunge pentru a... prelungi recunoştinţa. Cruda dezamăgire pe care am avut-o la Sofia, o dovedeşte“ (ibid. 146). „Nu putea fi îngaduit ocrotitului nostru, acelui Alexandru de Battenberg, copleşit de binefacerile împăratului, ...sa se pue el, suveran vasal de sub tutela noastra directă, în fruntea unei razvrătiri... Ţarul a dat, cu acest prilej, o strălucita pilda de probitate celorlalţi semnatari ai tratatului dela Berlin, cari n'au roşit sa se faca complici ai aceluia ce pângărise semnaturile lor...“ (Ibid. 150). Adevărul însă era că ţarul convenise la 1881 cu Germania şi Austria sa recunoasca eventuala unire a Rumeliei cu Bulgaria.

5) „Daca Osman paşa a putut ocupa (Plevna) şi să se întarească acolo aşa încât sa ne ţie (pe Ruşi) în loc prea mult timp, atitudinea Românilor i-a uşurat mult aceasta. Caci cine a vestit pe generalisimul turc ca era timpul sa iasă din Vidin şi că bateriile dela T. Magurele nu-i vor împiedica mişcarea?... Armata română... îşi făcea astfel intervenţia folositoare, dacă nu chiar indispensabila...“ (Notovich, p. 273). Aceste rânduri, pare-mi-se, trebue puse în legătură cu atitudinea generalului George Mano care nu trecu Dunarea la cererea poruncitoare a marelui duce, dar ceru deslegare dela „şeful sau“ domnitorul român. Pâna la sosirea ordinelor acestuia, Ruşii se aflară puşi într'o astfel de situaţie încât marele duce fu silit sa adreseze domnitorului Carol faimoasa telegrama în care implora ajutorul Românilor, şi care este datorită astfel chibzuinţei şi demnităţii generalului G. Mano (vezi C. G. Mano, Doc. privitoare la familia Mano, p. 650-4). Cf. Leonoff p. 7, regretele Rusiei după 1878 că crease la fruntariile sale un stat ostil.

www.dacoromanica.ro

reşte readuşi pe calea cea dreaptă. Anglia va fi ţinută în respect în Asia, iar din Germania „izolată" nu se va alege decât „Brandenburg şi Pomerania"[1]). La 18 Aprilie 1887, într'o adunare la Petersburg, profesorul Cojalovici, în numele societăţii panslaviste declarase că „noi Ruşii trebue să prindem rădăcini în Orient, trebue să punem mâna pe exclusiva stăpânire a Mării Negre"[2]). Anul următor, la 12/24 Mai, generalul Ignatiev, preşedintele aceleiaşi societăţi[3]) spunea în prezenţa unui mare duce şi a miniştrilor ruşi, că „în curând toţi Slavii din lume (trebue) să aparţie aceleiaşi credinţi... şi aceleaşi naţiuni... şi să vorbească aceeaşi limbă"[4]).

Cunoscând această stare de spirit şi cum Rusia cuprindea şi ea Slavi în graniţele ei, nu este de mirare că realistul Bismarck să fi căutat a paraliza curentul ostil Germaniei. Dar totodată Bismarck trebuia să menajeze şi interesele Austriei, aşa că adevăratul lui gând în acel dublu joc al său între cele două împărăţii era fără îndoială cel pe care-l comunica mai târziu lui Bülow: „In butoiul rusesc sânt fermentaţii şi zgomote îngrijitoare çare ar putea să facă într'o zi explozie. Pentru pacea lumii ar fi mai bine ca această explozie să nu se producă în Europa, dar în Asia". Şi altădată: „Impetuosul elefant rus trebue să umble între elefanţii domesticiţi, Germania şi Austria"[5]).

După încheierea acordului ruso-german, sobrania bulgară alege, în Iulie 1887, fără asentimentul prealabil al puterilor, pe Ferdinand de Coburg prinţ în locul lui Battenberg. Totuşi Anglia, Austria şi Italia se arătară dispuse a recunoaşte actul izvorît din libera voinţă a poporului bulgar. Numai Rusia şi cu ea Franţa — rămase ireductibilă faţă de acest nou act de independenţă al poporului bulgar şi al guvernului anti-rusesc al lui Stambuloff[6]). Şi de rândul acesta Bismarck păstră faţă

---

1) Notovitch, 51, 78.

2) Russische Rundschau, Aprilie 1887.

3) „Panslavismul... nu este numai o doctrină politica, este o realitate geografică şi etnică a viitorului. Şi azi încă (la 1893) revendicarea drepturilor generale ale rasei slave, apararea intereselor comune..., impune urmaşilor Ecaterinei programul oarecum necesar al vieţii şi desvoltării naţionale" (Waliszewski, Catherine II, 1893 p. 404). Rusia oficiala a ştiut la nevoe (spre pilda la 1875-6) sa declare că nu poate rezista „curentului", şi să lucreze prin comitetele secrete panslaviste care se ascundeau sub nume de societaţi de binefacere, de navigaţie sau de export. Iar mijloacele pentru a asigura isbânda nu se alegeau (Leonoff, p. 165). S'ar putea face o instructivă paralelă între procedeurile Rusiei în Principatele române în vremea regulamentara şi procedeurile ei în Bulgaria emancipată. Vezi şi Ilie Bărbulescu, în Arhiva din Iaşi, anul 28 (1921) p. 262.

4) România liberă, 17 Mai 1888.

5) Bülow, La politique allemande, tr. Herbette, 1914 p. 60, 85. Cf. Dinu Arion în Conv. Lit. 52 (1920) 757-8.

6) Lavisse et Rambaud, Histoire générale, XII, 519. Choublier, 263.

www.dacoromanica.ro

de Rusia atitudinea lui şovăitoare. Rusia puse chiar mâna pe acte compromiţătoare pentru cancelarul german în această împrejurare, dar Bismarck afirmă ţarului la Berlin în Nov. 1887, că actele ar fi fost false[1]). Sigur este că pe deoparte Bismarck dădea la Petersburg asigurări prieteneşti, iar că, de altă parte, când Rusia încercă să treacă dela ameninţări contra Bulgariei la fapte, se lovi de opoziţia Germaniei[2]). Impăcarea între Rusia şi Bulgaria nu s'a făcut până la 1894[3]).

III

Am arătat că încă de pe la 1883, publicişti germani îndemnau spre o nouă orientare a politicii externe a ţării lor, arătându-i căile Orientului. „Bismarck nu avea (însă) altă concepţie despre împărăţia de dânsul făurită decât aceea de mare putere continentală... Pare că un profund instinct îl făcea adversarul noii tendinţe... „der neue Kurs"... de expansiune mondială..., reprezentantul ei de frunte fiind chiar împăratul Wilhelm II[4]) suit pe tron la 15 Iunie 1888. Aceasta a fost una din cauzele îndepărtării cancelarului de fer.

Avântându-se într'o politică mondială, Germania avea să se ciocnească mai întâi cu Rusia. Până atunci o rivalitate ruso-germană nu s'ar fi putut naşte decât din cauza intereselor sudestice ale Austriei[5]) şi grija lui Bismarck fusese tocmai de a evita astfel de eventualitate[6]). De acum însă, Germania socotind că are interese proprii în sud-estul european şi în Asia mică, se puteau ivi motive directe de neînţelegere cu Rusia. Apoi o politică mondială trebuia să mai pricinuiască odată ciocniri şi cu Anglia, obişnuită să nu cunoască rivali pe mări, nici dispusă să întâlnească noi concurenţi în ţările de colonizare.

Cancelarul Caprivi, înlocuitorul lui Bismarck, nu reînoi cu Rusia tratatul dela 1887, care expira la 1890. Repercuţia a fost că la 17 (30) August 1892 se şi încheie convenţia militară

---

1) Choublier, 268 şi n. 2. Lavisse et Rambaud, XII, 518.

2) Choublier, 267.

3) „Când Ferdinand de Coburg a primit un tron pe care numai Sultanul, de acord cu împăratul Rusiei, avea mandat să-l decerne, noi (Ruşii) am refuzat cu încăpăţânare de a consacra oficial o uzurpare" scrie panslavistul Notovitch, p. 150, dar adaogă imediat: „orice s'ar face, ştim că Bulgarii nu vor uita că aparţin marei familii slave. Aşteptăm cu răbdare să ni-o amintească, şi în ziua aceia *îi vom scăpa de ei înşişi*, după cum i-am liberat de Turci" (ibid. 151). Amintesc aici că programul comitetului panslavist, publicat în *Times*, Sept. 1889, atribuia României Ardealul cu condiţia ca oştirea noastră să jure credinţă ţarului şi biserica noastră să fie subordonată celei ruseşti.

4) Dinu Arion, p. 758.

5) Bülow, p. 87, 90.

6) Cf. Dr. Kaindl, Politica externă a Austriei dela 1866, în Oesterreichische Rundschau, 1920, Heft 3.

www.dacoromanica.ro

defensivă franco-rusă[1]). Se împlini astfel actul de care Bismarck se temuse mai mult şi pe care izbutise până atunci să-l împiedice. Cu toate acestea, tradiţia bunelor raporturi dintre Germania şi Rusia era atât de înrădăcinată, încât aceste raporturi au rămas în linie generală aceleaşi şi după încheierea dublei alianţe. Şi lucrul era cu putinţă de oarece pactul franco-rus dela Kronstadt „a avut, între alte consecinţe, graţie ajutorului milioanelor franceze, avântarea unei alte politici ruseşti de eşire la mare: aceea (începută odată cu amânarea planurilor asupra Ţarigradului) de eşire la Oceanul Pacific“ [2] Prin aceasta Rusia nu se lovea de noile planuri de expansiune germană, nici nu intra în conflict cu obligaţiunile de aliat ale lui Wilhelm II faţă de Austria. De aceea şi Germania încurajă expansiunea Rusiei spre China şi Manciuria. După pacea dela Schimonoseki impusă Chinei de către Japonia[3]) la 1895, împăratul german scria ţarului: „Voi face tot ce va fi cu putinţă pentru a menţinea Europa liniştită şi pentru a acoperi spatele Rusiei aşa că nimeni nu va stânjeni acţiunea ta *în Orientul îndepărtat*“[4]). Sub aceste auspicii se închee o înţelegere la Petersburg (1897) între Goluchowski din partea Austriei şi Muraviev din partea Rusiei, prin care aceste două puteri declarau că nu urmăresc cuceriri în Balcani[5]). Totuşi, Rusia tocmai pregătise un plan de ocuparea strâmtorilor[6]).

De altă parte, în această vreme, Germania nu intrase încă în rivalitate nici cu Anglia[7]), a cărei duşmănie, în era Victoriană, era îndreptată mai ales împotriva Franţei şi ajunse la culme când cu incidentul dela Faşoda 1898[8]).

In fine faţă de Austria, politica Angliei în jurul anului 1900, era încă ceeace fusese în mod aproape statornic, adică

---

1) Cartea galbenă franceză în „Mercure de France“ vol. 129. Alianţa Austro-Ungariei cu România se reînoeşte la 25 Iulie 1892 şi Germania aderă la 23 Nov.

2) Dinu Arion, 759.

3) Lavisse et Rambaud, Hist. gén. XII. 817.

4) Dinu Arion, 764 n. 3. In acelaşi timp, Germania gândeşte că este loc şi pentru ea în Extremul Orient şi la 1897 ocupă Kiao-Tchau (Chéradame, 218). Alianţa Austro-Ungariei cu România se prelungeşte iar la 30 Sept. 1896.

5) Barbu Catargi în Conv. lit. 49 (1915) p. 695 (Problema anglo-orientală).

6) Raportul lui Basili, şeful cancelariei politice, c. ţar 1915, publicat de bolşevici.

7) La 1891 Anglia insistă pe lângă Italia să reînoiasca alianţa cu puterile centrale. (Dinu Arion în Conv. lit. anul 53 (1921) p. 90.

8) B. Catargi, p. 687.

www.dacoromanica.ro

prietenească [1]). Anglia continua a sprijini pe Austria şi cât se putea şi pe Turcia împotriva Rusiei [2]).

Aşa dar Germania lui Wilhelm II, Austro-Ungaria şi Anglia erau pe atunci de acord pentru a împiedica expansiunea rusească în sud-estul european [3]). Acest acord convenea minunat României.

Aceasta era situaţia când, la 1900, se născu un conflict între România şi Bulgaria din cauza asasinării lui Mihăileanu. Destăinuirile bolşevicilor ne aduc lumină în această chestiune. „O convenţie militară a fost încheiată între Austria şi România în Septembrie 1900. In preambul se spunea că dorinţa României de a-şi spori posesiunile, dobândind o parte a Basarabiei şi cetatea Silistra şi, de s'ar putea, Rusciuc, Şumla şi Varna, apare ca foarte legitimă [4]). Rusia, sau mai probabil Bulgaria, dobândind cunoştinţă de această înţelegere, începură tratative care ajunseră la întocmirea unui proect de „convenţie militară" semnat de generalul Jilinski şi trimis de ministrul de război A. N. Kuropatkin, la 16 Mai 1902, contelui V. N. Lamsdorff, ministru al afacerilor străine" [5]). Iată acest proect: „Rusia va coopera cu toate forţele sale pentru apărarea integrităţii şi inviolabilităţii teritoriilor Bulgariei" (art. 3). „Dacă Austria nu ajută agresiunea românească împotriva Bulgariei, Rusia poate rămânea neutră" (art. 5). Convenţia a şi fost semnată la 31 Mai (13 Iunie) 1902 [6]).

Se poate spune deci că dacă un conflict armat ar fi izbucnit pe la 1900 între Austria şi Rusia, de partea celei dintâi ar fi fost nu numai Germania, dar şi Anglia, măcar neutră, iar de partea Rusiei, numai Franţa.

Această situaţie s'a schimbat însă după suirea pe tronul Angliei a lui Eduard VII, la începutul anului 1901.

---

1) Ibid. 688.

2) La 6 Iunie 1878, Anglia încheiase cu Austro-Ungaria o convenţie prin care „se lega să susţie orice propunere privitoare la Bosnia, pe care guvernul autro-ungar ar crede de cuviinţă s'o faca la congresul din Berlin". Politica lui Andrassy avea la bază „antagonismul Englejilor şi Ruşilor (ceiace) întarea poziţia monarhiei ca rivală a Rusiei în Orient" (Henry Wickham Steed, La monarchie des Habsbourg, p. 325-6, 354.

3) Dainuia totuşi în Austro-Ungaria teama ca Germania ar putea reveni la politica lui Bismarck şi că s'ar putea ajunge la o înţelegere ruso-germană pentru împărţirea statelor habsburgice. (Steed, 438). Teama venea din amintirea atitudinii lui Bismarck după 1866. Dar această atitudine el o părasise odata ce înfăptuise unitatea Germaniei (1871). Bismarck nu privea conformă intereselor Germaniei o extindere a Rusiei spre centrul Europei (Cf. Dinu Arion în Conv. lit. 52 (1920) 758 n. 1). La 1887 Bismarck lăsase în sfera de influenţă rusă numai estul Rumeliei şi Bulgaria.

4) Guéchoff, L'allianoe balkanique, p. 61.

5) Laloy l. c. 14.

6) Ibid. 15, 17. De existenţa acestui acord pare că avea cunoştinţă Chéradame când scria la 1903 (l. c. 252) că Rusia poate obţinea contra Turciei mobilizarea Bulgariei.

www.dacoromanica.ro

IV

Cuvintele lui Wilhelm II la 15 Dec. 1898: „viitorul nostru este pe apă" răsunaseră adânc în sufletul prinţului englez de coroană, în curând regele Eduard VII. Cu o lună mai înainte, la Damasc, Kaiserul mai rostise alte vorbe semnificative: „Fie ca M. S. Sultanul şi cei 300 milioane mahomedani cari cinstesc în el pe Calif, să fie asiguraţi că împăratul german este prietenul lor pentru totdeauna"[1]). Atunci obţinu kaizerul concesiunea portului dela Haidar paşa, iar un an în urmă (1899) dreptul de prelungire a liniei ferate dela Conia spre golful Persic. Eduard VII nu avea pentru nepotul său kaizerul, slăbiciunile de bunică ale reginei Victoria. El văzu îndată că pe scena concurenţei mondiale, ca un mosafir nepoftit (se ivise) rivalitatea neaşteptată a Germaniei, a căreia nevoe de expansiune se rezema... pe o desvoltare economică uimitoare[2])... In Anglia, ivirea Germaniei ca mare putere mondială avu repede o repercuţie adâncă asupra întregului edificiu... economic... In Turcia şi în Asia mică, interesele Angliei... se găseau acum grav primejduite... In ochii Angliei ului apăru din nou spectrul îngrijitor al aşezării unei mari puteri... în ţinuturile bogate şi încă neexploatate ale Asiei occidentale, precum şi stabilirea unei căi nouă pe uscat — cea mai scurtă — spre golful Persic şi spre Indii... Chestia Orientului nu mai era o problemă rusească, ea devenea una germană... Misiunea (orientală) a Austriei neputincioase fusese reluată de poporul aşezat la spatele ei..., înzestrat cu o mare putere de muncă... In Occident sorţii de reuşită (pentru un debuşeu german) erau slabi, căci el gemea sub povara unei concurenţe industriale desfrânate..., iar peste mări... nu se mai găseau teritorii disponibile... Era deci firesc ca presiunea Germaniei să se îndrepteze spre locurile mai slab apărate, şi să împrumute dânsa Austriei puterea de expansiune ce lipsea acesteia, să i se substitue... şi să râvnească dânsa la cucerirea economică a celor trei căi care duc spre comerţul lumii... spre Triest, Salonic şi spre Constantinopol... (aşezat) pe drumul cel mai scurt ce duce din Europa centrală... în Asia mică şi spre Golful Persic... Dela nord aceste ţinuturi sânt ameninţate de politica tradiţională a Rusiei... Dela sud şi sud-est imperialismul englez înaintează triumfător... din Egipt şi din Indii spre Mesopotamia şi Arabia... Rezemată pe cucerirea pieţii comerciale a Turciei, Germania se pregăteşte acum să se împotrivească faimoaselor proecte de împărţire a Turciei asia-

1) Chéradame, p. 9-10.

2) Comerţul german în Turcia care la 1880 fusese numai de 8 jum. milioane, ajunse la 1900 de 81 milioane (Chéradame, 213). La 1896 Deutsche Bank răscumpărase „loturile turceşti" din moştenirea austriacului Hirsch (ibid. 36).

www.dacoromanica.ro

tice... Căci, programul german nu tinde spre achiziţii teritoriale pe care dânsa nu le-ar putea apăra milităreşte, ci urmăreşte îndestularea unor nevoi economice pe care nu le poate satisface şi desvolta decât prin menţinerea şi întărirea Turciei ca stat... [1]).

Drumul de fer spre Bagdad, pentru care Germania încheie convenţia definitivă în Ian. 1902, avea să permită pe deoparte Turciei să transporte mai repede trupe fie spre Constantinopol, fie în Asia contra Rusiei, dar avea să fie şi o cale germană spre Indiile engleze [2]). Acest proect îngrijora deci şi pe Rusia şi pe Anglia, după cum dealtfel neliniştea şi pe Italia [3]).

Astfel, în Turcia asiatică, Anglia întâlnea acum în loc de unul, doi rivali, cari deocamdată o îngrijorau aproape deopotrivă. Pe Wilhelm II însă îl neliniştea mai mult preponderanţa navală a Angliei, pe când progresele Rusiei spre *Extremul Orient* îl lăsau rece, sau îi puteau chiar conveni întrucât îndepărtau pe Rusia de pe scena europeană. Socoti deci în interesul Germaniei de a sprijini pe Rusia împotriva Angliei. La 2 Ianuar 1902 el scria ţarului Nicolae II, că drumul de fer spre Bagdad, ce urma să se construiască de Germani, va folosi Rusiei împotriva Angliei [4]). In acelaş an (1902) Anglia încheia un tratat cu Japonia pentru „a se împotrivi înaintării Rusiei în Manciuria" [5]), iar Germania un pact tacit de prietenie cu Rusia, la Reval, pact care nu era în contrazicere cu obligaţiile ei faţă de tripla alianţă ce se reînoise o lună mai înainte (29 Iunie 1902) cu caracter numai defensiv. Înţelegerea dela Reval avea asupra triplei alianţe această repercuţie, conformă cu tradiţiile politicii lui Bismarck, că nici Austria, nici Rusia, nu puteau întreprinde nimic în Balcani fără înţelegere prealabilă. Şi într'adevăr, prin acordul dela Mürszteg din 1903 aceste două state rivale îşi fixară sferele respective de influenţă în aceste părţi [6]) cu excluderea oricărei alte puteri (aluzie desigur la Anglia). In acelaş an, ţarul şi kaizerul se asigurau reciproc de prietenie şi că nu se vor ataca niciodată [7]). Convenţia ruso-bulgară dela 1902 devenia astfel fără efect.

---

1) B. Catargi, l. c. 453-8. Cf. cartea lui Dehn, dela 1884, analizata mai sus, şi cartea dr. Rohrbach, 1902, în Chéradame 224.

2) Chéradame, 29, 206, 230-1.

3) Ibid. 247, 254, 312. De aceia, probabil, la 1902 încheie Italia un acord cu Franţa prin care se leaga a nu se asocia la atacuri împotriva Franţei. Destainuit de Poincaré cu prilejul vizitei lui Vittorio Emmanuele la Paris. *Le Temps* 21 Dec. 1918. Cf. Dinu Arion în Conv. lit. 1921 p. 90-2.

4) Dinu Arion, în Conv. lit. 1920, p. 764.

5) B. Catargi, l. c. 689-690.

6) Uciderea părechii regale sârbeşti în noaptea de 11 12 Iunie 1903 şi înlocuirea dinastiei Obrenovici, devotata Austriei, prin dinastia Karageorgevici, înfeodată Rusiei, va avea repercuţie asupra politicii sud-est europeană a Austriei (Laloy, p. 17).

7) Arion, l. c. 765-6.

www.dacoromanica.ro

Consecvent cu politica sa îndreptată împotriva Germaniei, Eduard VII se apropie la 1903/4 de Franţa [1]). Această apropiere n'a avut însă de urmare o apropiere a Angliei de Rusia, aliata Franţei. Dimpotrivă, expediţia ce Anglia pregătea în Afganistan, îngrijora pe Rusia. De aceea, la 1904, ţarul şi kaizerul întocmesc un proect de înţelegere cu următorul cuprins: „In cazul când unul din cele două imperii ar fi atacat de o putere europeană (adică de Franţa sau de Anglia), aliatul său îl va ajuta cu toate forţele sale" (art. 1) [2]). Documentele secrete publicate de bolşevici ni arată că o alianţă s'a şi încheiat între Germania şi Rusia la Bjoerkoe în 11 (24) Iulie 1905 şi ni dau şi textul ei, până acum necunoscut [3]). Se stabilea că „dacă un stat european (deci Franţa sau Anglia) atacă pe unul din cele două imperii, aliatul său se leagă a-l sprijini în Europa cu toate forţele de uscat şi de apă". Impăratul Rusiei avea să facă demersurile necesare pentru ca acest tratat să fie adus la cunoştinţa Franţei, cu invitaţie să adere la el. Era deci un tratat menit să asigure pacea lumii, pe care nici Anglia, nici chiar Franţa, deşi aliata Rusiei, să n'o poată turbura, atacând eventual Germania [4]). Wilhelm II rămânea deci încă credincios tradiţiei lui Bismark, dar nu-şi făcea prea mari iluzii. El scria atunci ţarului: „Sunt cu totul de acord cu tine că ne va costa timp, lucru şi răbdare să aducem Franţa de partea noastră" [5]).

Tratatul ruso-german dela 1905, semnat de înşişi cei doi împăraţi şi de miniştrii Tchirsky şi Birilev, n'avea însă să intre în vigoare decât dela încheerea păcii între Rusia şi Japonia [6]). Dar înfrângerea dela Tsushima (1905) întoarse pe Rusia din calea Extremului Orient (încotro o îndruma Germania) şi o îndreptă iarăşi spre Balcani şi Constantinopol. Dealtfel, naţionaliştii ruşi nu încetaseră niciodată a crede că Ţarigradul „mai de vreme ori mai târziu trebue să devie un oraş rusesc" [7]).

De acum, Germania era pusă la grea încercare.

V

Alianţa cu Austro-Ungaria fusese totdeauna o împiedi-

1) Ibid. 765. Catargi, l. c. 690.

2) Dinu Arion, 767. Aşa dar Rusia nu se credea obligată prin tratatul ei cu Franţa a sprijini pe aceasta decât dacă ar fi fost atacată de Germania.

3) Arion, în Conv. lit. 1921, p. 91, n. 3.

4) Cf. ibid.

5) Ibid. 91. De altfel ţarul, după ce semnase tratatul sub presiunea lui Wilhelm, fusese convins de miniştrii sai că greşise. (Maurice Paléologue, La Russie des tsars pendant la guerre, I, p. 124, nota).

6) Laloy, 20-1, comentând acest tratat, pare a nu şti că era rezultatul unor mai lungi negocieri.

7) Declaraţia prinţului Uhtomski în chiar ajunul războiului cu Japonia (Arion, în Conv. lit. 1920, p. 765, n. 2).

www.dacoromanica.ro

care pentru Germania de a sprijini toate aspiraţiile Rusiei spre Strâmtori şi Constantinopol. Noua politică mondială adoptată de Wilhelm II constituia de acum o altă piedică mai hotărîtoare. Germania avea de acum interese proprii în Turcia europeană şi asiatică. Era „târîtă în mod firesc de acea lege inexorabilă a naturii pe care fluviile cele mari o duc pe valurile lor“[1]). Interesele ei, de natură comercială, o făceau să devie cea mai caldă sprijinitoare a integrităţii imperiului otoman. Din acest punct de vedere, Germania s'ar fi putut deci apropia mai mult de Anglia decât de Rusia.

Cu Anglia însă existau alte motive de neînţelegere. Concurenţa economică în Turcia şi programul naval al Germaniei îngrijorau în cel mai înalt grad Anglia lui Eduard VII. Această îngrijorare mergea până acolo încât rivalitatea cu Rusia căzu pe al doilea plan. După înfrângerea Rusiei la Tsushima (1905), Eduard VII se gândi la o înţelegere cu Rusia asupra intereselor respective în Asia şi această înţelegere făcea parte din acelaşi plan de încercuire a Germaniei pe care-l urmărise când se apropiase de Franţa anul precedent. Rusia nu putea însă uita atât de repede că Anglia era încă dela 1902 aliata Japoniei care înfrânsese armatele ţarului. Deaceea, cu toate că la conferinţa dela Algesiras (primăvara 1906), în chestia Marocului, Rusia fu silită să respecte tratatul ei de alianţă cu Franţa, bunele raporturi continuară cu Germania.

In Iunie 1906, deci după conferinţă, Wilhelm II adresă vărului său *Nicky* (ţarul Nicolae II) o călduroasă scrisoare în care vorbea de „politica rusă pacifică“, pe care „o doreşte“ ţarul şi pe care desigur că o va urma şi noul ministru de externe rusesc Isvolsky. Arată că Rusia şi Germania se pot înţelege în chestia drumului de fier spre Bagdad, de oarece interesele Germaniei în această chestie „sunt pur economice şi comerciale“. Englezii curtenesc pe ţar în privinţa Asiei, scrie Wilhelm II, dar el este „ferm convins de indignarea“ pe care o pricinueşte ţarului vizita anunţată a flotei engleze[2]). Aceasta „indignare“ trebuia desigur să vie, în concepţia kaizerului, din împrejurarea că pe când Germania sprijinise pe Rusia în timpul războiului cu Japonia, Anglia îi fusese ostilă[3]). De aceeaşi părere cu kaizerul era şi amiralul rus Rojdestvensky a cărui escadră bombardase din greşală o flotilă engleză în Marea Nordului, crezându-se înconjurată de Japonezi[4]), şi care, la întoarcere din capti-

1) B. Catargi, 693.
2) Laloy, 23 5.
3) Precum a fost ostila Rusiei atunci şi opinia noastra publică, neînţelegătoare de adevaratele noastre interese.
4) B. Catargi, 688.

www.dacoromanica.ro

vitate, spunea ataşatului militar german la Petrograd că Rusul dă cu piciorul celui care-l ajută (adică Germaniei) şi se pleacă înaintea celui ce-l loveşte cu cnutul (adică Angliei) [1]).

Dar de altă părere erau oamenii de stat ruşi cari credeau că, înţelegându-se cu Anglia asupra sferelor de influenţă în Asia, şi ascultând de propunerile în acest sens ale regelui Eduard VII, vor dobândi pentru Rusia mână liberă în Orientul european, la care Rusia nu renunţase decât temporar cât timp crezuse că se va putea întinde spre Oceanul Pacific. Dintre aceştia era şi Isvolsky, noul ministru rus de externe, despre care kaizerul exprimase speranţa că va urma o „politică rusă pacifică" şi că se va putea înţelege cu el în chestia drumului de fier german spre Bagdad. Decât, Isvolsky şi cei cari credeau ca dânsul se înşelau asupra intenţiilor Angliei. Dovadă este că în vara anului 1907, pe când Isvolsky începuse negociaţiunile cu Anglia [2]), Eduard VII în întrevederea dela Ischl căută să câştige şi pe Austro-Ungaria în opera de încercuire a Germaniei [3]), şi această încercare excludea intenţia de a lăsa Rusiei drumul liber în Balcani. Nu coincidau deci în totul interesele anti-germane ale Angliei, cu interesele anti-austriace ale Rusiei. Deaceea nu putea fi deplin acordul între Anglia şi Rusia. Totuşi Isvolsky încheie la 18 (31) Aug. 1907 o înţelegere cu Anglia în privinţa Persiei, Afganistanului şi Tibetului [4]). Folosul era al Angliei care se mai liniştea despre partea posesiunilor ei din India [5]). Cât priveşte Rusia, isgonită din Extremul Orient de Japonia, ea era stânjenită astfel acum şi în spre Golful Persic, fără a dobândi mână liberă în Balcani cum putea crede Isvolsky [6]).

Deaceea şi ţarul Nicolae şi anturajul său nici nu renunţară cu totul la raporturile amicale cu Germania, aşa că între Anglia şi Rusia continuau a exista rezerve şi bănueli. Ele nu fură cu totul risipite nici după întrevederea din Iunie 1908 dela Reval între Eduard VII şi Nicolae II, cu toate că, de astădată, pe lângă Persia, Afganistan şi Indii, se vorbi şi de Macedonia, în schimbul sprijinului pe care Rusia să-l dea Angliei contra Germaniei în Asia minoră. Că nici de astădată încrederea între contractanţi nu era deplină se văzu îndată şi deoparte şi de alta. In Iulie 1908 stabilirea regimului Junilor Turci la Constantinopol putea fi privită ca un succes al puterilor centrale [7]). In toamna aceluiaş an, când Austro-Ungaria, profitând de noile împrejurări din Turcia, şi de pro-

1) Dinu Arion, în Conv. lit. 1921, p. 92, n. 3.
2) Laloy, 25.
3) Arion, l. c. 92.
4) Martens, N. R. G. 3-e série I. 8.
5) Arion, l. c. 92.
6) Catargi, 694-5.
7) Dinu Arion, în Conv. lit., 1921, p. 95.

www.dacoromanica.ro

clamarea independenţei Bulgariei pe care o favorizase, hotărî anexarea Bosniei şi Herţegovinei, tocmai pe când Isvolsky se afla în Occident (Oct. 1908) pentru a protesta contra anexiunii [1]), — guvernul din Petrograd, fără ştirea ministrului de externe, trimise trupe în Persia, ceeace nu putea decât indispune pe Anglia [2]). Se văzu tot atunci că ceeace preocupa mai ales pe Anglia în criza europeană provocată de anexarea Bosniei, era ca nu cumva Rusia să deschidă drept compensaţie chestia Strâmtorilor [3]). Guvernul englez stărui în toamna 1908 la Constantinopol pentru întărirea fortificaţiilor Bosforului, demersuri privite cu drept cuvânt ca îndreptate contra Rusiei [4]). Nu se neliniştea Anglia de „Drang nasch Osten", nici de visul „unui marş spre Salonic" al Austro-Ungariei, cât de expansiunea germană spre sud-est şi spre Adriatica şi deaceea ar fi vrut, pe deoparte, o întărire a monarhiei Habsburgice printr'o înţelegere cordială între Slavii de sub stăpânirea ei, iar pe de altă parte ţinea la alianţa între Austro-Ungaria şi Italia [5]).

Aşa dar rivalele Angliei erau atât Germania cât şi Rusia. Precum foarte bine s'a observat, „între Germania şi între Rusia, Anglia nu avea altă preferinţă decât doar nevoia de a îndepărta *pericolul cel mai apropiat* " [6]). La 1908—9, în timpul crizei provocate de anexarea Bosniei, „pericolul cel mai apropiat" se păru Angliei că este Rusia. Deaceea nici n'o sprijini în mod eficace, cu toate acordurile dela 1907 şi 1908. Dimpotrivă, Anglia exprimă Austro-Ungariei la 1909, în mod oficial, dorinţa de a ajunge ca „relaţiile (ei) cu Austro-Ungaria să redevie tot atât de cordiale ca mai înainte... Pentru a înlătura orice neînţelegere este mai ales de dorit să se ştie dacă în raporturile lor cu Austro-Ungaria oamenii de stat engleji vor avea a face cu o putere conştientă de propria ei individualitate, sau cu o putere care la fiecare împrejurare critică se crede obligată, peste limitele legăturilor ei ca aliată, să se indentifice cu altă putere (adică cu Germania)... cu care Marea Britanie are, în transacţii, o serie deosebită de interese de apărat" [7]). Se putea cu alte cuvinte înţelege Anglia cu Austro-Ungaria pentru a se opune tendinţelor ruseşti spre Strâmtori, nu se putea însă înţelege pentru a

1) Anexarea Bosniei şi Herţegovinei era totuşi urmarea înţelegerilor dintre Austro-Ungaria şi Rusia încă dela 1876 şi 1881.

2) Laloy, 28 9.

3) Steed, 379, 381.

4) Laloy, 70-1.

5) Steed, ediţia *1917*, p. 420. La 4 Dec. 1908. Tittoni declară în Camera italiană că Austro-Ungaria, rezolvând *singură* chestia Bosniei, crease o grea situaţie. Se referea evident la tripla alianţă care prevedea compensaţii pentru Italia.

6) A. Corteanu, l. c. 199.

7) Steed, 397.

www.dacoromanica.ro

sprijini expansiunea Germaniei spre sud-est sau desvoltarea ei navală.

Deocamdată însă era vorba de expansiunea rusească şi de aceea Anglia înclina spre Austro-Ungaria. Prin această împrejurare se afla şi alături de Germania care, nu numai ca aliată a Austro-Ungariei, dar acum şi ca direct interesată, sta în calea politicii balcanice a Rusiei. Isvolsky simţi deci că nu va avea concursul pe care-l sperase al Angliei, dacă ar ridica, drept compensaţie pentru Bosnia anexată de Austria, chestia Strâmtorilor [1]), iar de altă parte Germania se simţi în stare să trimită Rusiei nota din 22 Martie 1909 care era aproape un ultimatum şi care împiedică isbunirea unui război [2]). Rusia, care nu putea conta decât pe Franţa, primi nota germană care păru chiar adjunctului lui Isvolsky, Cearicov, ca un mare serviciu adus Rusiei [3]) pentrucă o scotea dintr'un impas. La 30 Martie 1909 miniştrii tuturor marilor puteri făceau un demers colectiv la Belgrad, îndemnând guvernul sârbesc să renunţe la opoziţie în chestia Bosniei şi Herţegovinei. Speranţele lui Isvolsky, isvorîte dintr'o greşită interpretare a acordurilor cu Anglia dela 1907 şi 1908, erau spulberate.

In privinţa speranţelor pe care le hrănise Isvolsky este interesant un raport din Ian. 1909 al ambasadorului rus din Berlin, în care vorbeşte de sentimentele de nemulţumire ale kaizerului din cauza înţelegerilor ce interveniseră între Rusia şi Anglia. Kaizerul se plângea „de puţina gratitudine (a Rusiei) faţă de parţialitatea lui (pentru Ruşi) în timpul războiului ruso-japonez". Aceste sentimente ale kaizerului „pot să-l facă să se unească cu câmpul adversarilor lumii slave... Grăbirea cabinetului dela Berlin de a lucra în înţelegere cu Austro-Ungaria în afacerile balcanice este cu atât mai remarcabilă cu cât *întinderea triplei alianţe la chestiunile Orientului turcesc era privită până acum ca potrivnică intereselor Germaniei* [4]), din cauza raporturilor ei tradiţionale de prietenie cu Rusia". „Mai este de însemnat — continuă raportul — că sforţările Germaniei la Constantinopol sunt îndreptate împotriva sforţărilor (Rusiei) de a înlătura complicaţiile provocate în peninsula balcanică de politica baronului de Aerenthal, pe care cabinetul din Berlin n'o aprobă în principiu". Deasemenea, cu privire la insistenţele Rusiei pentru rezolvirea financiară a conflictului bulgaro-turc, ambasadorul rusesc

1) Dinu Arion, în Conv. lit., 1921, p. 95.
2) Bülow, 72 3.
3) Dinu Arion, l. c. 95, n. 1.
4) Nici Bismarck nu vedea cu ochi buni expansiunea Rusiei în Europa, dar n'ar fi mers niciodata până la o ruptura de relaţii. De altfel chestia orientală putea creia greutaţi şi între doi membri ai triplei alianţe: Austro-Ungaria şi Italia.

www.dacoromanica.ro

crede că „învinuirea cum că propunerea (rusă) ascunde gândul de a redobândi vechea influenţă precumpănitoare asupra lumii slave din Balcani vine fără îndoială dela Berlin". Deaceea ambasadorul rus se temea de întrevederea ce trebuia să aibă loc la Berlin între kaizer şi regele Angliei. O apropiere anglo-germană „ar apărea ca o lovitură în situaţia noastră printre marile puteri"[1]).

Această apropiere am văzut că s'a făcut, de fapt, în chestia Bosniei şi a constituit într'adevăr o lovitură pentru prestigiul Rusiei care a trebuit să părăsească pe Sârbia devotată Rusiei a regelui Petru Carageorgevici.

Mai departe însă decât această înţelegere silită de interese identice într'o anumită împrejurare, nu s'a putut ajunge între Anglia şi Germania cu toate încercările repetate, la 1908—9, la 1911—12 şi chiar la 1914 în ajunul războiului mondial[2]). Ar fi fost cu putinţă dacă n'ar fi fost vorba decât de zone de influenţă în Turcia[3]) şi de stăvilirea expansiunii ruseşti, dar se poticneau totdeauna de dorinţa Angliei de a împiedica desvoltarea flotei germane şi de neputinţa pentru Germania de a renunţa la această flotă fie chiar în schimbul asigurării mult dorite de neutralitate a Angliei în caz de conflicte continentale ale Germaniei[4]). Anglia nu se putea împăca cu o astfel de perspectivă, iar Germania, care avea interes să câştige timp, se temea de a ajunge la un conflict înainte de a-şi fi împlinit programul naval. Intrevăzând pare-că acele cauze adânci ale războiului mondial, ambasadorul rus din Berlin scria în raportul citat din Ian. 1909: „se înţelege frica pe care Germania o are acum de Anglia[5]). Această frică şi convingerea generală că Anglia nu va îngădui Germaniei să-şi sporească flota, sunt atât de mari încât gândul de a preveni un pericol englez printr'un atac neprevăzut... devine o idee fixă... (De aceea) de amândouă părţile se doreşte a se pune capăt acestui vis urît reciproc şi de a încheia un acord". Germanii înţeleg că „pe continent timpul luptă împotriva lor şi pentru Rusia şi Slavi, pe când pe mare timpul lupta în favoarea lor şi contra Angliei"[6]). Am văzut că o apropiere anglo-germană a fost cu neputinţă.

Cât priveşte pe Rusia, ea caută după înfrângerea diplomatică în afacerea Bosniei, să-şi refacă situaţia de mare putere.

Mai întâi încercă Rusia să ajungă la o înţelegere cu Germania. La 4 (17) Mai 1909 se întocmi la Petrograd un proect

1) Laloy, 32 4.
2) Vezi Dinu Arion, în Conv. lit., 1921, p. 94—104.
3) Spre pildă negocierile dela 1912, ibid. 104.
4) Ibid. 101 103.
5) Pe vremea lui Bismarck, Germania se temea de Rusia.
6) Laloy, 41, 43.

www.dacoromanica.ro

de tratat. Scopul era de a risipi neînţelegerea ce se ivise între cele două împărăţii cu prilejul conflictului austro-sârb provocat de chestia Bosniei. Germania, după acest proect, avea să adere la acordul austro-rus din 1897 (prin care Rusia şi Austria declarase că nu urmăresc cuceriri în Balcani). Avea să garanteze că Austro-Ungaria nu va face întreprinderi militare dincolo de limita la care ajunsese, căci altfel Germania nu va considera o acţiune militară a Austro-Ungariei ca un casus foederis. Germania va sprijini diplomaticeşte pe Rusia pentru rezolvirea chestiei Strâmtorilor şi pentru construirea unei căi ferate dela Dunăre la Adriatica. In Persia, Germania va recunoaşte drepturile ce decurgeau pentru Rusia din tratatul ruso-englez dela 1907. In fine, un articol secret al proectului prevedea că în caz de atac al Angliei împotriva Germaniei, Rusia va rămâne neutră[1]). Cu toată această ultimă clauză favorabilă Germaniei, proectul nu putea deveni o realitate pentrucă Germania, nu numai ca aliată a Austro-Ungariei, dar şi ca direct interesată acum în chestiile orientale, nu va putea consimţi nici la rezolvirea chestiei Strâmtorilor în favoarea Rusiei, nici la realizarea proectului rusesc de drum de fier dela Dunăre la Adriatica[2]).

Neizbutind cu Germania, ţarul se întoarse spre Italia şi la 23 Oct. 1909 se întâlni cu regele Vittorio Emmanuele la Raconigi, după ce în cursul călătoriei evitase de a călca pe teritoriul austro-ungar. Aici dobândi speranţa că va avea concursul Italiei pentru realizarea planurilor balcanice ale Rusiei.

In urmărirea acestui plan se şi întocmi, în Dec. 1909, un proect de tratat ruso-bulgar pe care l-au publicat de curând bolşevicii. Nu era prima schimbare la faţă a politicei externe bulgare, puţin statornică, dar totdeauna, cum se cuvine, esenţialmente bulgară. La 1902 Bulgaria se legase cu Rusia împotriva noastră, aliaţii Austro-Ungariei, de partea căreia sta şi Sârbia. Dela suirea pe tronul Sârbiei (1903) a dinastiei Caragheorghevici, puţin înclinată spre Austria, şi dela conflictul Austriei cu Sârbia în chestia Bosniei, Bulgaria fusese atrasă de Austro-Ungaria care-i dăduse consimţimântul să se proclame independentă (1908). Dar Bulgaria înţelesese că nu putea aştepta mult dela monarhia Habsburgilor, din cauza opunerii Germaniei. Intr'adevăr, Germania avea interes să păstreze simpatiile Junilor Turci ajunşi la cârmă în vara 1908, şi cari, în naţionalismul lor, erau ostili Bulgariei. Deaceea Germania preconiză chiar o alianţă turco-austro-română împotriva Bulgariei. Alianţa nu s'a încheiat tocmai din cauza dorinţei Aus-

1) Ibid., după ziarul Izvestia din 29 Dec. 1917.

2) Delaisi, citat în Mémoires de l'ambassadeur Gérard, Paris 1918, I, 85.

www.dacoromanica.ro

tro-Ungariei de a menaja pe Bulgaria, de care putea avea nevoe contra Sârbiei. Cu toate acestea, fără a rupe cu Austria, Bulgaria crezu nimerit a se apropia de Rusia şi astfel se încheie acordul din Dec. 1909 care apăru ca o urmare firească a celui dela 1902 [1]). Acordul stipula că în caz de război între Rusia de oparte, Germania, Austro-Ungaria şi România de altă parte, sau numai cu aceste două din urmă, precum şi în caz de război între Rusia şi Turcia, Bulgaria va mobiliza şi intra în acţiune. Dacă Austro-Ungaria, aliată cu altă putere (probabil România), ar ataca Bulgaria, Rusia va trebui să dea acesteia ajutor militar. Dacă Turcia ar ataca Bulgaria, Rusia va mobiliza în Caucaz. In caz de victorie asupra Austro-Ungariei şi României, Rusia se lega să facă tot posibilul „pentru *sporirea teritoriului bulgar cu localităţile cu populaţie bulgară situate între Marea Neagră şi malul drept al Dunării* (adică Dobrogea) şi pentru rectificarea hotarelor Bulgariei în alte direcţii. In caz de înfrângere a Turciei, Rusia va face ca Bulgaria să fie sporită în limitele preliminarelor dela San Stefano. Interesant mai este art. 5 care constată *„conştiinţa că înfăptuirea, atât de scumpă Rusiei, a idealurilor înalte ale popoarelor slave în peninsula balcanică, nu va fi cu putinţă decât după un sfârşit fericit al luptei Rusiei împotriva Germaniei şi Austro-Ungariei"*. Deaceea, în caz de astfel de luptă, Bulgaria se obliga „să împiedice lărgirea cadrului războiului", stânjenind probabil o intervenţie a României.

Pentru înfăptuirea planurilor ei balcanice, Rusia se sprijinea deci nu numai pe Sârbia regelui Petru, dar şi pe Bulgaria care, în caz de izbândă, trebuia să primească Dobrogea. Pe lângă aceasta, Rusia care, de când cu întrevederea dela Raconigi, păstrase speranţa unui concurs al Italiei, dobândi în curând siguranţa în această privinţă, cu ocazia războiului italo-turc izbucnit în Sept. 1911. In schimbul sprijinului diplomatic rusesc, Italia făgădui concursul ei în chestia Strâmtorilor. Războiul italo-turc, întreprins de Italia cu asentimentul Rusiei şi al Angliei, care se gândea astfel să câştige simpatia Italiei, şi cu acordul tacit, de nevoe, al Germaniei, făcu într'adevăr şi mai simţitoare pentru Rusia stânjenirea ce rezulta pentru ea din închiderea acestor Strâmtori [2]).

VI.

Pacea dezastruoasă pe care Turcia fu silită s'o încheie cu Italia în Oct. 1912, — pierdea Libia, Cirenaica şi Dode-

1) Guéchoff, L'alliance balcanique, consideră astfel tratatul dela 1902 ca în vigoare încă la 1912. Laloy, p. 52 3.

2) Dinu Arion în Conv. lit., 1921, p. 97.

www.dacoromanica.ro

canesul[1]), — vădea slăbiciunea imperiului otoman şi făcu pe Rusia să crează că sosise momentul pentru realizarea ţelurilor ei. „Războiul italo-turc a fost cimentul fragil al efemerei alianţe balcanice“[2]).

Sub auspiciile Rusiei se încheiară la 1912 acordurile secrete între statele balcanice pentru împărţirea Turciei. Era stipulat că nici un ţinut turcesc nu putea fi ocupat de o mare putere (adică de Austro-Ungaria). Ţarul asigura pe Sârbi că în curând vor putea anexa Bosnia. Bulgaria fireşte, conform acordului anterior cu Rusia dela 1909, avea să dobândească şi Dobrogea. Toată acţiunea Balcanicilor se desfăşura sub patronajul Rusiei care avea să fie arbitru în caz de neînţelegere între aliaţi. Fireşte că întreprinderea putea duce la un conflict cu Austro-Ungaria[3]) şi deci la un război european.

Războiul balcanic apare astfel ca un răspuns al Rusiei, la anexarea Bosniei şi Herţegovinei[4]). Dacă izbutea, după planul rusesc „o barieră neîntreruptă de popoare slave avea să se ridice în faţa expansiunii austro-germane şi să-i închiză drumul“[5]). Se realiza şi proectul rusesc al drumului de fier Dunăre-Adriatica[6]). Ceeace nu se ştia până la publicaţia documentelor secrete de către bolşevici este că aveam să pierdem Dobrogea şi că Rusia avea să se găsească în sfârşit în hotar cu statele slave din Balcani, ale căror aspiraţii ar fi fost realizate sub auspiciile ei şi care aveau să se desvolte mai departe sub influenţa şi ocrotirea rusească.

La începutul războiului balcanic, în Oct. 1912, puterile semnatare ale tratatului dela Berlin, care nu erau în curent cu alianţele secrete, declarară că înţeleg să menţie statu-quo în Balcani şi că războiul era menit numai să impună Turcilor stricta aplicare a art. 23 din acel tratat. Curând însă, după înfrângerile turceşti[7]), formula adoptată de marile puteri fu schimbată. Se zise acum: „Balcanii statelor balcanice“. Norocul României, care nu cunoştea cuprinsul tratatelor secrete ale Balcanicilor şi nici tratatul ruso-bulgar dela 1909, a fost că în urmărirea planurilor ei, pe care ar fi vrut să le realizeze chiar cu preţul unui război cu Austro-Ungaria[8]), Rusia află în curând că şi de astădată, ca la 1908—9, numai

1) Djuvara, l. c. 444.
2) Ibid.
3) Arion, l. c. 97 şi notele.
4) Ibid., 98.
5) Delaisi, în Mémoires de l'ambasadeur Gérard, I. 85.
6) Ibid.
7) Cronologia războiului balcanic în Djuvara, 448.
8) Ministrul rus de externe Sasonov scria ambasadorului rus la Londra, Benkendorf, că un război cu Austro-Ungaria ar fi poate soluţia cea mai bună. Nov. 1912 (Arion, l. c. 97).

www.dacoromanica.ro

Franţa era gata a-i sta alături până la ultimele consecinţe [1]). Tocmai de aceea era îndreptăţit d. C. Stere când avea „impresia că monarhia Habsburgică nu numai că nu se dă îndărăt... în faţa unui război cu Rusia, dar îl crede inevitabil şi chiar îl doreşte". Iar cu competenţa d-sale în chestiile privitoare la Rusia exprima „convingerea că Rusia... nu poate rezista unei armate europene" [2]). Un publicist polonez din Austria, Wladislaw Studnicki scria atunci că Austro-Ungaria trebue să urmărească înfiinţarea unui stat polonez cuprinzând şi Galiţia, şi legat de monarhia habsburgică. Arăta chiar oamenilor de stat ai Ungariei că este în interesul lor ca un tampon tare să despartă Ungaria de Rusia şi că deaceea Basarabia trebue anexată României [3]). In această situaţie, se înţelege de ce P. P. Carp îndemna ca România să lucreze la deslănţuirea războiului între cele două grupe de mari puteri, pentru ca hotarul nostru să fie mutat la Nistru prin înfrângerea Rusiei. Intrebarea este numai dacă pacea ori războiul stau în mânile României, odată ce o soluţie paşnică era cu putinţă, Rusia fiind în minoritate.

Conferinţa dela Londra, deschisă în Dec. 1912 şi sfârşită la 30 Mai 1913 [4]), a însemnat năruirea speranţelor ruseşti. De unde visase Dobrogea, Bulgaria se văzu silită să negocieze cu România o rectificare de fruntarie.

La 6 Ian. 1913 regele Ferdinand al Bulgariei scria ţarului: „oricât de dornică ar fi Bulgaria de a întreţine cu România raporturi cordiale care ar putea fi convertite în urmă într'o legătură şi mai strânsă, şi cu toate că este hotărîtă, cu părere de rău, pentru o rectificare de fruntarie, este... cu neputinţă pentru poporul bulgar... să sacrifice un oraş atât de important ca Silistra" [5]).

De dezamăgirea Bulgariei se gândi să profite Austro-Ungaria, pentru a o atrage iarăşi de partea ei. Intr'adevăr, acordul între statele balcanice nu putea conveni Austro-Ungariei, care nu putea consimţi de bunăvoe nici la heghemonia Rusiei în Balcani, nici la sporirea Sârbiei. De neînţelegerea ce încă din Noembrie 1912 se întrezărise între Balcanici trebuia să se folosească Austria, atât pentru a dejuca planurile ruseşti, cât şi pentru a împiedica o expansiune sârbească. Dar, pentru a câştiga pe Bulgaria, trebuia ca Austro-Ungaria să nemulţumească pe aliata ei România, care formula atunci pretenţii ce păreau inadmisibile regelui Ferdinand.

---

1) Ibid. 97 8: asigurările lui Poincaré către ambasadorul rus Isvolsky.

2) Viaţa Românească VII (1912), p. 269.

3) Ibid. 268.

4) Tratatul preliminar de pace dela Londra, rămas neratificat între Turcia şi Balcanici, în Djuvara, 450.

5) Laloy, p. 63.

www.dacoromanica.ro

Atunci se iviră în Austro-Ungaria două curente. Unul, cel maghiar, reprezentat în primul loc prin contele Tisza, era pentru înlocuirea alianţei româneşti prin alianţa cu Bulgaria; altul, pentru apropiere cât mai strânsă cu România, reprezentat prin arhiducele moştenitor Franz Ferdinand. Pentru Maghiari, care dobândiseră o situaţie tot mai preponderantă în monarhie, iredenta românească era un pericol tot crescând. Punctul de vedere unguresc se impune la început şi contelui Berchtold, ministru de externe al monarhiei.

In aceste împrejurări se întruni la Petrograd conferinţa ambasadorilor marilor puteri, pentru a fi arbitră în neînţelegerea dintre România şi Bulgaria cu privire la Silistra.

Rusia ni era firește ostilă, ca una ce era legată cu Bulgaria şi vedea cu părere de rău spulberarea visurilor ei balcanice.

Franţa sta hotărît de partea Rusiei.

Anglia ni era şi ea potrivnică, nu pentru a sprijini năzuinţele ruseşti, dar pentru a nu indispune pe Bulgaria, urmărind tot scopul de a menaja statele balcanice tocmai ca bulevarde împotriva Rusiei.

Austro-Ungaria, nehotărâtă între Bulgaria şi noi, propunea să tae în două mărul discordiei, Silistra.

Italia, cu toate angajamentele ce luase în timpul războiului italo-turc faţă de Rusia în chestia Strâmtorilor, nu se aventura de partea ei, pentrucă nu se putea despărţi pe chestia Silistrei de aliatele ei Germania şi Austro-Ungaria. Dar interesele ei balcanice îi recomandau oarecare menajare a Bulgariei.

Hotărît de partea noastră nu era decât Germania.

In această grea situaţie, Maiorescu, ca să nu rămânem „ca frunza pe apă“ [1]), reînoi la 5 Fevr. 1913 alianţa cu puterile centrale, căci tocmai atunci se prelungise iarăşi tripla alianţă [2]). Astfel, la votul Germaniei şi al Italiei se adaose şi votul Austro-Ungariei. De altă parte, presiunea germană zmulse în sfârşit votul Rusiei, care atrase firește pe al Franţei. Cea din urmă se alipi şi Anglia. Astfel dobândirăm Silistra cu cei trei km. împrejur [3]).

Din tot concertul marilor puteri, nu ne putusem bizui cu temei decât pe Germania, mulţumită politicei orientale adoptate de Wilhelm II. Se văzu încă odată cât de fragilă era situaţia României între cele două împărăţii care-şi disputau sud-estul european: Austro-Ungaria şi Rusia.

In ultimă analiză această seculară problemă, vitală pentru noi, se putea rezuma astfel: fiind ameninţaţi şi deoparte şi

---

1) I. C. Filitti, Câteva amintiri. Buc. 1935, p. 1 şi urm.
2) Steed, 414.
3) Textul hotărîrii, în Djuvara, 452.

www.dacoromanica.ro

dealta, de care parte era pericolul mai mare pentru cauza românismului? Răspunsul nu se putea da decât împingând teoretic eventualităţile până la extrem.

Dacă prin înfrângerea Austro-Ungariei, România ar fi fost încercuită numai de state slave sub heghemonia rusească, desvoltarea ei economică şi chiar politică ar fi fost cu totul infeodată Rusiei. „Viitorul popoarelor slave înseşi (era) prevestit de soarta celor 10 milioane Polonezi şi a celor 30 milioane de Ruteni din sânul imperiului rus“ [1]). Mai vârtos faţă de o insulă românească în mijlocul mării slave, Rusia n'ar fi putut avea altă politică decât de desnaţionalizare şi de desfiinţare [2]). Ce ar fi însemnat cele 10 milioane de Români în mijlocul celor 200 milioane de Slavi? [3]) O existenţă independentă ar fi fost cu neputinţă în lipsa echilibrului pe care-l stabilea până atunci rivalitatea dintre Austro-Ungaria şi Rusia [4]).

Dacă prin înfrângerea Rusiei, România ar fi fost înglobată în statele habsburgice, putea forma, împreună cu Românii din Ungaria, un conglomerat puternic [5]) care ar fi precumpănit asupra Ungurilor, şi monarhia habsburgică, transformată într'o federaţie de state naţionale, ar fi constituit o stavilă de netrecut atât faţă de tendinţa de expansiune a Slavilor răsăriteni spre sud-estul Europei, cât şi faţă de tendinţele de expansiune *germană* spre Adriatica deoparte, spre Asia mică şi Golful Persic de altă parte. Această soluţie ar fi fost pe placul Angliei care voia întărirea monarhiei habsburgice, pentru a o opune atât Germaniei, cât şi Rusiei. Ar fi putut fi admisă şi de Italia care, ajutată şi de bunele oficii ale Angliei, ar fi putut obţine dela monarhia astfel sporită, compensaţiile dorite la Nord şi în Adriatica. Situaţia ar fi convenit în fine şi Franţei, care voia o Austrie în care să predomine elementele negermane, dacă se putea o Austrie întărită prin federalism, care să se opue tendinţelor pangermaniste; şi oamenii de stat francezi erau de acord că dacă Austro-Ungaria n'ar fi existat, trebuia inventată [6]).

---

1) C. Stere în Viaţa Rom. VII (1912), 384.
2) Ibid., 276, 386.
3) Ibid.
4) Cf. A. Corteanu, în Conv. Lit. anul 49 (1915), p. 274, 279.
5) Ibid., 278, 380 2.
6) Chéradame, L'Europe et la question d'Autriche. — Gabriel Louis Jaray, La question d'Autriche Hongrie. Georges Vilmont, L'intérêt de la France et l'intégrité de l'Autriche Hongrie, 1915. René Henry, Question d'Autriche Hongrie et question d'Orient. Citat de C. Stere în Viaţa Românească III, (1908), 246 7. Se ştie că la 1881—3 Franţa sprijini pretenţiile Austriei asupra Dunărei (propunerea Barrère). Bismark ramase indiferent, cu toate că drepturile României au fost apărate de Felix Dahn, profesor la Universitatea din Königsberg (Eine Lanze für Rumänien. Leipzig 1883) şi de Franz v. Holtzendorff, profesor la Universitatea din München (Les droits riverains de la Roumanie sur le Danube 1884).

www.dacoromanica.ro

Această soluţie se afla în germene în propunerea fruntaşilor ardeleni adunaţi la Blaj în 1848, ca Austria să formeze un mare ducat românesc, împăratul purtând titlu de mare duce [1]). Ea a fost preconizată în ultimul loc de Aurel Popovici în cartea sa „Statele Unite ale Marei Austrii", Leipzig, 1906. Românii din Ardeal, Ungaria şi Bucovina aveau să formeze un singur stat naţional. „Marea Austrie", în care să intre *toţi* Românii, avea să ne fie călăuză în calea noastră istorică şi să cimenteze viaţa noastră politică cu viaţa de stat a Apusului [2]).

Dar atitudinea îndoioasă a Austro-Ungariei faţă de noi în timpul războiului balcanic, departe de a putea stabili o apropiere, răci şi mai mult raporturile deja destul de artificiale, pentrucă Ungaria cădea acum faţă de naţionalităţi în păcatul, pe care altădată îl imputa Andrassy Austriei faţă de Maghiari.

Punctul de vedere unguresc domină în monarhie şi în a doua fază a războiului balcanic, caracterizată prin cearta dintre aliaţi din cauza tendinţelor de heghemonie bulgară. Rivalitatea ce izbucni atunci între Sârbia şi Bulgaria, luă iarăşi proporţiile unei rivalităţi între Rusia şi Austro-Ungaria. Cât timp Rusia putea spera că învrăjbiţii din Balcani vor recurge, conform celor stabilite când se făcuse blocul balcanic, la arbitrajul ei, ea nu înţelegea să permită Austro-Ungariei să se amestece într'un domeniu ce credea că sosise momentul să şi-l rezerve exclusiv. Deaceea şi avea Rusia trupele con-

1) Iorga, Unirea Principatelor, Vălenii de Munte, 1909, p. 45.

2) Comentând cartea lui Popovici, C. Stere facea rezerva că la 1906 teza publicistului ardelean „nu mai era o condiţie sine qua non a propăşirii noastre de neam şi de stat". Şi adăoga: „Daca în Austro-Ungaria vom vedea aceiaşi perseverenţă în nesocotirea aspiraţiilor noastre legitime, vom şti să le realizăm cu, fără, sau chiar în contra acestei împărăţii" (Viaţa Românească, I (1906), p. 325). Mai făcea Stere rezerve în privinţa intrarii *tuturor* Românilor în „Marea Austrie" (Ibid. III, (1908), 249). Pentru dansul, ca „Viena" să nu fie sub tutela maghiară, trebuia ca Românii şi naţionalităţile să constitue o forţa organizată şi conştienta (Ibid. 252). In timpul ocupaţiei duşmane, când puterile centrale se credeau învingatoare, Stere le spunea: „în loc să distrugeţi România, chiar dacă aţi avea puterea s'o faceţi, s'o introduceţi în sistemul puterilor centrale, dar unita şi întărita, ca sa serveasca de stavilă înpotriva puhoiului slav". (Cf. Stere în şedinţa Camerei dela 5 Martie 1921, în Desbateri, p. 1123). La 1911 sau 1912, într'o dimineaţă, am întâlnit în casa lui Nicolae Filipescu pe Aurel Popovici care-i explica sistemul său, în faţa unei harţi a Europei pe care arata pata cea mare verde a slavismului ameninţator pentru cauza românească. Filipescu împărtăşea cu căldură punctul de vedere al fruntaşului ardelean şi se gândea numai la greutatea de a da regelui Carol, într'o eventuală confederaţie, situaţia unuia din regii din Germania. Cf. memoriile contelui Czernin, citate de Dinu Arion în Conv. lit. anul 53 (1921), p. 99 n. 2 şi confirmarea pe care o aduce I. Rusu Abrudeanu în România şi rasboiul mondial, 1921, p. 22.

www.dacoromanica.ro

centrate la graniţa Austriei[1]). Când însă Bulgaria în trufia ei, şi susţinută probabil de Austro-Ungaria, primi arbitrajul ţarului cu rezerve care echivalau cu un refuz[2]) şi atacă brusc pe Sârbi în noaptea de 29 la 30 Iunie 1913, Rusia jicnită dădu deslegare României să restabilească ordinea în Balcani. Bulgaria era convinsă că Austro-Ungaria va împiedica o intervenţie armată a României, dar monarhia care se gândise chiar să atace pe Sârbia, nu se putu opune, pentrucă era reţinută de Germania care ne dăduse „carte blanche" să lucrăm conform intereselor noastre, şi de Italia care refuzase de a considera atacarea Sârbiei ca un casus foederis[3]). Atunci spuse regele Carol prinţului Fürstenberg, ministru al Austro-Ungariei la Bucureşti, că dacă monarhia voeşte o Bulgarie mare şi o Sârbie mică, drumurile noastre se despart de ale ei. Aceste cuvinte făcură mare vâlvă la Viena şi la solicitarea regelui Bulgariei, împăratul Francisc Iosif fu silit să-i răspundă că trebuia să se înţeleagă direct cu România. Dar şi Austro-Ungaria şi Rusia fură de acord să ne oprească la porţile Sofiei şi acele două imperii fură iarăşi de acord, după încheerea păcii dela Bucureşti (28 Iulie 1913), pentru a o socoti ca un act provizoriu care trebuia supus revizuirii marilor puteri[4]). Iarăşi mulţumită Germaniei a putut păstra tratatul dela Bucureşti caracterul unui act definitiv[5]).

Acest tratat care sporea Sârbia şi micşora Bulgaria, era o înfrângere diplomatică pentru Austria, căreia nu-i putea conveni o Sârbie mare. Bulgaria nemulţumită, aşteptă de acum dela Austro-Ungaria o îmbunătăţire a situaţiei sale, ceeace o îndepărta iarăşi de Rusia.

Tratatul dela Bucureşti era totodată şi „prăbuşirea completă a politicei de influenţă lentă, slavo-ortodoxă urmată de Rusia"[6]), aşa că se înţelege deci atât Austro-Ungaria, cât şi Rusia au fost nemulţumite de acel tratat.

La 9 Sept. 1913 s'a încheiat apoi pacea turco-bulgară

---

1) Laloy, 65, 69. Rusia se sprijinea pe concursul necondiţionat al Franţei (vezi Société d'études documentaires et critiques sur la guerre. Les origines de la guerre. Lettres à la ligue des droits de l'homme. Paris 1921, p. 46 7).

2) Textele în Djuvara, 455.

3) I. Rusu Abrudeanu, l. c. 27.

4) Djuvara, 479 (extras din cartea verde românească dela 1913).

5) Djuvara, 483, 485, 490 reproduce telegramele de felicitări ale Kaiserului, Ţarului şi a lui Francisc Iosef pentru încheerea pacii dela Bucureşti. In arhiva războiului balcanic, clasată de răposatul Giurescu şi de mine, care se pastra înainte de razboi la ministerul de externe, se găseau telegramele puţin anterioare ale miniştrilor de externe austro-ungar şi rus către Maiorescu felicitând pentru pacea „provizorie". La aceste telegrame, am redactat, din ordinul lui Maiorescu, răspunsurile de mulţumire, calificând pacea de „definitivă".

6) Corteanu, l. c. 202.

www.dacoromanica.ro

la Constantinopol, iar la 14 Nov. următor, pacea turco-greacă la Atena.

VII.

Războiul european fusese evitat la 1912 mulţumită kaizerului şi Angliei deoparte, nepregătirii militare a Rusiei, de altă parte.

Drama dela Serajevo (1914) dădu noi speranţe Rusiei de a-şi putea ajunge însfârşit ţelurile politicii ei sud-orientale.

La 23 Martie 1914 ministrul de externe rus Sasonow raporta ţarului: „Situaţia actuală putând duce la o dislocare a Turciei, ne impune în mod urgent îndatorirea de a prevedea de pe acum posibilitatea ca chestia Strâmtorilor să fie pusă din nou“ [1]). „Punctul nostru de vedere tradiţional este că *atâta vreme cât Strâmtorile nu vor fi ale noastre,* interesele noastre strategice cer ca Marea Neagră să fie închisă escadrelor străine, pentru ca puterile ce ne sunt ostile să nu poată pregăti un atac împotriva noastră în Marea Neagră“. *„Problema noastră istorică în ce priveşte Strâmtorile este să punem stăpânire pe ele“. „Stăpânirea noastră trebue să se întinză pe amândouă Strâmtorile* ca să ne asigure eşirea la Marea Mediterană“ [2]). Rusia vedea în Grecia un rival, din cauza „visului ei spre Constantinopol“ [3]).

Acest raport arată limpede pe deoparte ţelurile Rusiei, iar de altă parte explică de ce Anglia n'a sprijinit pe Rusia nici la 1908—9 când cu criza Bosniei, nici la 1912 când cu războiul balcanic. Acelaşi raport arată însă că nici de astă dată Rusia nu era pregătită pentru război şi că era în inferioritate militară faţă de Germania. *Chiar ca număr* era neîndestulătoare armata rusească, pentru a lupta cu succes pe toate fronturile [4]). In fine flota rusă nu era superioară celei turceşti [5]).

Rezultă de aici că Rusia, deşi nu era pregătită, se crezu totuşi obligată să ia o atitudine de intransigenţă în perioada diplomatică a conflictului [6]), pentrucă aşa-i dicta situaţia ei de ocrotitoare a „fraţilor“ Sârbi. Această atitudine se sprijinea însă pe concursul necondiţionat de care Franţa nu înceta a o asigura. Cât priveşte mobilizarea rusească generală şi secretă, îndreptată deci şi împotriva Germaniei, ea a fost

1) Laloy, 75.
2) Ibid. 76 7.
3) Ibid. 78.
4) Ibid. 84—5.
5) Ibid. 95 97.
6) Corteanu, l. c. 204.

www.dacoromanica.ro

smulsă ţarului de anturajul lui, sigur de sprijinul Franţei [1]), dacă nu chiar poruncită prin surprindere contra voinţei lui. Şi această mobilizare a atras, în mod inevitabil, declaraţia de război a Germaniei [2]).

Odată războiul astfel deslănţuit, ţelurile Rusiei erau astfel arătate de ţar ambasadorului francez dela Petrograd: o rectificare de frontieră în Prusia orientală; Posnania şi o fracţie din Silezia pentru „reconstituirea Poloniei" (bine înţeles, sub sceptrul ţarului); Galiţia şi partea septentrională a Bucovinei, pentru ca Rusia să ajungă la „limita ei naturală, Carpaţii" [3]).

Rusia căută să atragă mai întâi pe Bulgaria, şi pentru aceasta făcu presiuni asupra guvernului din Belgrad ca să acorde concesiuni Bulgariei. Rusia manifesta „dorinţa ei sfântă de a restabili *fraternitatea popoarelor slave* şi mai ales a Sârbilor şi Bulgarilor [4]). Sârbia se arătă atunci dispusă să acorde Bulgariei fruntaria „Bregalnitza (cu Istip şi Radoviste Bulgarilor), apoi la sud de revărsarea Lucoviţei în Bregalniţa, dealungul liniei de despărţire a apelor, cea mai apropiată de Vardar, de partea orientală". Rapoartele ruseşti asupra acestor negociaţiuni adăogau: „Pasici ştie că guvernul român observă cu îngrijorare relaţiile sârbo-bulgare şi ar preferi, dacă ar fi nevoe, să aducă tratatului dela Bucureşti schimbări de acord cu toţi semnatarii [5]), fără a exclude posibilitatea, pentru a linişti definitiv pe Bulgaria, de a obţine pentru ea cesiuni dela alţii decât dela guvernul sârbesc" [6]).

Nu sunt urme ca aceste negociaţiuni sârbo-bulgare să fi continuat. Nu era de altfel probabil ca ele să ajungă la un rezultat. Bulgaria socotea că Rusia se arătase la 1913 părtinitoare pentru Sârbia [7]) şi aspiraţiile ei erau îndreptate în alte

---

1) Société d'études documentaires et critiques sur la guerre. Les origines de la guerre, Lettres à la ligue des droits de l'homme, Paris 1921 p. 36. Amintirile lui M. Paléologue, ambasador atunci al Franţei la Petrograd, în Revue des Deux Mondes, 15 Ian. 1921.

2) Gustave Le Bon, Enseignements psychologiques de la guerre européenne, p. 186 7.

3) M. Paléologue în Revue des Deux Mondes, 15 Martie 1921, p. 261.

4) Laloy, 102. Tot astfel la 1915, cu prilejul unei misiuni ruseşti la Belgrad, care duse regelui Petru şi prinţului moştenitor decoraţii, se ridicară toasturi pentru Rusia *protectoare*, Rusia *slavă*, Rusia *sfântă*.

5) Aveam un tratat secret din 30 Iulie 1913 cu Sârbia, Grecia şi Muntenegru, pentru garantarea mutuala a tratatului dela Bucureşti până la ratificarea lui de sobrania bulgară.

6) Laloy, 105. „Alţii" nu puteau fi decât România şi Grecia.

7) „Adevarul" de Duminică 19 Oct. 1914: declaraţiile ministrului bulgar dela Petrograd, Madjarof, către ziarul Den.

www.dacoromanica.ro

direcţii. De altfel nici tendinţele ruseşti de stăpânire asupra Strâmtorilor nu conveneau Bulgariei[1]).

In schimb, puţin după tratatul dela Bucureşti din 1913, Rusia se gândise să profite de nemulţumirea pe care o stârnise în opinia noastră publică atitudinea dubioasă faţă de noi a Austro-Ungariei în timpul războiului balcanic. Indignarea împotriva *perfidiei* aliatei noastre făcuse să se uite că Rusia ne fusese tot atât de puţin favorabilă, după cum nu se ştia la noi că la încheerea blocului balcanic sub auspiciile Rusiei, aceasta făgăduise Bulgariei Dobrogea. Vizita ţarului la Constanţa fu punctul de plecare al unei noi orientări politice a României. Incă de atunci, în toastul său ţarul declara că nu va lăsa pe nimeni să se atingă de pământul României[2]), Aceste cuvinte, al căror rost nu-l puteam înţelege atunci, se explică acum, în urma publicaţiei de către bolşevici a acordului ruso-bulgar de la 1902, prin care Dobrogea era făgăduită Bulgariei[3]). Ţarul, în toastul său, vestea Bulgaria că acel acord nu mai era în vigoare.

Nereuşind să stabilească o înţelegere între Sârbia şi Bulgaria, Rusia se întoarse spre România, gândindu-se să obţie deocamdată măcar asigurări de neutralitate. Şi izbuti. La 18 Sept. (1 Oct.) 1914 se încheie o convenţie ruso-română. Rusia: *a)* ne garanta statu quo teritorial din acel moment, ceeace în cugetul oamenilor de stat ruşi însemna desigur retragerea făgăduinţii făcute altă dată Bulgariei cu privire la Dobrogea; b) „se obliga a recunoaşte României *dreptul de a anexa* porţiunile din monarhia austro-ungară locuite de Români". Anexarea era deci lăsată exclusiv în sarcina noastră. Se făcea însă rezerva că *„pentru Bucovina, principiul naţionalităţilor va servi de bază la delimitarea teritoriilor anexate de Rusia şi România"*. Dacă deci Rusia ar fi fost victorioasă, Bucovina, în bună parte rutenizată, nu ni-ar fi revenit întreagă; c) Rusia se lega să ne acorde sprijinul ei *diplomatic* pentru ca şi cabinetele din Londra şi Paris să ne recunoască acel drept de anexare a părţilor româneşti din monarhia habsburgică. In schimb, România se obliga „să păstreze o neu-

---

1) Declaraţiile lui Radoslavoff în Vossische Zeitung 25 Ian. 1917, reproduse în I. Rusu Abrudeanu, România şi războiul mondial, p. 175.

2) Valoarea unor astfel de asigurări se putea deduce din cele ce Rusia ne dăduse la 1877. Convenţia ruso-româna din 4 16 Aprilie acelaşi an, zicea în art. 2 că ţarul se leagă a menţine şi a face sa se respecte drepturile politice ale Statului român.. şi *integritatea actuală a României*". Au explicat apoi Ruşii că subînţeleseseră *in fine* cuvintele: „de către Turcia".

3) Telegrame din Sofia, reproduse atunci în ziarele noastre („Dimineaţa" de Marţi 30 Sept. 1914), anunţau că un an mai înainte (adica la 1913) se denunţase acordul ruso-bulgar prin care, ziceau acele telegrame, Rusia se obligase a ataca România dacă aceasta ar atàcà Bulgaria. Am văzut că Rusia se obligase la mai mult.

www.dacoromanica.ro

tralitate prietenească faţă de Rusia până la momentul când va ocupa *părţile locuite de Români* din monarhia austro-ungară“ [1]).

Prin urmare, din acest moment, în schimbul numai al neutralităţii noastre, ştiam ce vom putea avea în caz de desmembrare a monarhiei habsburgice. Rusia ne-ar fi recunoscut dreptul la *partea din Bucovina* şi la *părţile* din provinciile transcarpatine „locuite de Români“, o definiţie cam elastică şi care, cum voi arăta, ar fi fost interpretată „stricto sensu“ de Rusia victorioasă.

Intrarea Turciei în război puţin după aceia, alături de puterile centrale, dădu prilej Rusiei de a-şi urmări scopurile orientale. Ea prezintă Franţei şi Angliei la 19 Fevr. (4 Martie) 1915 un memoriu despre cererile ruseşti în caz de izbândă: oraşul Constantinopol, malul apusan al Bosforului, marea de Marmara şi Dardanelele, Tracia meridională până la linia Enos-Midia, coasta Asiei mici între Bosfor, râul Sakaria şi golful Ismid, insulele din marea de Marmara, insulele Imbros şi Tenedos. Făgăduia Rusia că Constantinopolul va fi port-franc, iar Strâmtorile deschise pentru vasele de comerţ [2]).

Aşezarea Rusiei la Constantinopol şi Strâmtori nu putea convenı Angliei. Intr'adevăr şi Rusia, caşi Germania, stăteau în calea Angliei. Pentru Anglia ar fi fost de preferit ca războiul să se fi limitat între Rusia şi puterile centrale, în speranţa unei înfrângeri ruseşti. După aceasta, ar fi urmat alt război pentru zdrobirea Germaniei slăbite [3]). Dar precum altădată pericolul „cel mai apropiat“ pentru Anglia se păruse că era Rusia, tot astfel acum „între perspectiva de a vedea pe Ruşi la Constantinopol, sau de a vedea pe Germani la Anvers şi Calais... Englejii au fost nevoiţi să ia atitudine contra celei din urmă [4]). Aşa dar la începutul anului 1915, Anglia şi Franţa asigurau pe Rusia prin convenţie, că după război va avea posesiunea Constantinopolei şi Strâmtorilor cu condiţie de a garanta libertatea navigaţiei şi de a respecta drepturile câştigate [5]). Soarta Strâmtorilor în caz de victorie a Înţelegerii era astfel hotărîtă în favoarea Rusiei înainte de deciziunea României de a intra în acţiune alături de Rusia [6]).

---

1) Laloy, 106 7. — Cf. „Steagul“ de Duminica 12 Mai 1918.

2) Laloy, 108. „Adevarul“ dela 17 Martie 1915 cita un articol de Ch. Rivet în chestia Strâmtorilor cu declaraţiile ziarelor ruseşti.

3) Corteanu, p. 204. In notele mele zilnice gasesc, sub data 9 Ian. 1915, că zvonul circula atunci la noi ca Anglia îndemna pe Italia să nu intre în acţiune până ce Rusia nu va fi făcut supremele sforţări.

4) Corteanu, 199.

5) René Pinon în Revue des Deux Mondes 1 Sept. 1919, p. 147.

6) Convenţia a fost complectata prin acordurile dintre Franţa şi Anglia cu privire la interesele lor în Turcia asiatică, la 9 şi 16 Mai 1916 (Pinon l. c. 156 şi în Revue des Deux Mondes 1 Fevr. 1921, p. 593) deci tot înainte de înţelegerea noastra definitivă pentru intrarea în acţiune.

www.dacoromanica.ro

La 1915, cu toată intrarea în război a Italiei, în Mai [1]), greul războiului îl ducea Franţa. In Decemvrie următor, Doumer se afla la Petrograd cerând trupe ruseşti pentru frontul occidental, din cauza „semnificării fatale pe care ar avea-o... ruperea liniei franceze" [2]). Cerea 40.000 oameni pe lună [3]), ceeace Rusia refuză, arătând că tot ce putea acorda era o divizie. Refuzul rusesc nu este de mirare când ştim, prin raportul lui Sasonow dela 1914, că Rusia nu dispunea de o armată îndestulătoare pentru a ţinea piept pe toate fronturile. Anul 1915 este şi acela în care mai ales Franţa insista pentru a se câştiga concursul României. Dar este deosebit de interesant, din punct de vedere românesc, de a şti că tratativele nu puteau izbuti, pentrucă Rusia găsea excesive două din pretenţiile României: aceea asupra întregii Bucovine [4]) şi aceea asupra părţii sud-vestice a Banatului [5]). Cu alte cuvinte, chiar în schimbul intrării noastre în acţiune contra puterilor centrale, Rusia nu înţelegea să ne acorde mai mult decât ce ne acordase, în schimbul numai al neutralităţii, prin convenţia dela 1914. Intr'adevăr, multă vreme, punctul de vedere al Rusiei a fost că neutralitatea României îi era mai de folos decât intrarea ei în acţiune. Şi Rusia şi-a menţinut acest fel de a vedea chiar şi după ce şi-a dat seamă de greutatea de a învinge puterile centrale.

La 5 (18) Februar 1916 prinţul Kudaşev face într'adevăr un raport către ministrul de externe Sasonow, propunând pacea separată cu Turcia. El scria: Oricare ar fi fost speranţele şi calculele noastre de *a ne folosi de intervenţia Turciei în război,* pentru a ne despăgubi pe socoteala ei la încheerea păcii, trebue să recunoaştem că *socotelile noastre n'au fost nimerite şi nu mai avem şanse de a se împlini*". „Principalul nostru adversar este Germania, şi cum este mai însemnat pentru noi a redobândi Curlanda decât a cuceri Strâmtorile, *primul nostru scop trebue să fie strivirea Germaniei. Este o sarcină atât de grea* încât împlinirea ei cere toate sforţările noastre... *Putem propune pace Turciei... renunţând numai pentru câtva timp să luăm Strâmtorile*" [6]).

Rusia seîndoia deci de victorie şi cu toate acestea nu socotea că ajutorul nostru i-ar putea fi de un aşa de deosebit folos încât să-l câştige cu preţul unor concesiuni pe care le

---

1) Tratatul Italiei cu Inţelegerea, la 26 Aprilie 1915, în Laloy, 110 119.

2) Laloy, 124.

3) Ibid 126.

4) La 21 Nov. 1914 ţarul spunea ambasadorului francez: „Galiţia şi *partea septentrionala a Bucovinei* vor permite Rusiei să atingă limita ei naturala, Carpaţii" (Revue des Deux Dondes, 15 Martie 1921, p. 261).

5) I. Rusu Abrudeanu, Pacostea rusească, Buc. 1920, p. 55, Autorul este un apologist al acţiunii întreprinse de România alături de Rusia.

6) Laloy, 128 9.

www.dacoromanica.ro

socotea exagerate şi dăunătoare cauzei slave. Era probabil acelaşi sentiment de rezervă faţă de România ca la 1877—8, de a nu-şi creia obligaţiuni morale faţă de noi. Mai era se vede şi consideraţia că Rusia se angajase într'o luptă peste puterile ei, fără a şti măcar ce foloase va putea culege, şi că era deci inoportun a contracta angajamente şi cu România. Deaceia la 24 Fevruarie (8 Martie) 1916, când începea ofensiva lui Brusilov, Sasonov cerea aliaţilor Rusiei pe de oparte ca chestia poloneză să fie exclusă din desbaterile internaţionale la negociaţiunile de pace, iar de altă parte „să se înceteze a se solicita în mod inutil România“[1]). Pentru ce era Rusia să contracteze cu România când nici nu ştia încă ce va fi cu Polonia?

Neîncrederea şi rezerva Rusiei faţă de noi s'au văzut şi la 12 (25) Iunie 1916, când Franţa a cerut Rusiei să activeze transportul materialului de război dela Arhanghelsk destinat României şi a insistat din nou pentru a se obţinea intervenţia noastră. Baronul Schilling dela ministerul rusesc de externe a recunoscut atunci faţă de ambasadorul francez „sentimentele indiscutabile de sfială faţă de România ale autorităţilor civile şi militare ruseşti“. Doreşte şi Rusia intervenţia Românilor, „dar dacă atacul lor a fi să aibă loc numai când strivirea Austriei va fi fost asigurată prin victoriile şi sacrificiile (ruseşti) (această intervenţie) *ar fi nu numai de prisos, dar chiar de nedorit* (indésirable)... *Nu voim decât o ofensivă românească folositoare pentru noi*“[2]).

Acesta a fost constant punctul de vedere al Rusiei. Ne arată câtă încredere se putea avea în ea şi care ar fi fost atitudinea ei faţă de noi dacă s'ar fi aşezat victorioasă la masa verde.

In schimb, Franţa insista din răsputeri pentru a obţinea, cu orice condiţiuni, colaborarea armată a României. Ambasadorul francez explica tot atunci la Petrograd „oboseala inevitabilă ce începe a se observa la poporul francez“; că la Verdun „pierderile armatei franceze sunt deosebit de simţitoare din cauza slabei populaţii franceze“, că „primise informaţiuni care-l făceau să considere *căderea fortăreţei ca posibilă* în împrejurările actuale“[3]).

Abia după aceste repetate insistenţe ale Franţei îngrijorate, şi constatând propria ei slăbiciune, cu toată ofensiva lui Brusilov, se hotărăşte Rusia să ceară intervenţia României, dar pe tonul obişnuit al Rusiei faţă de ocrotiţii ei. Generalul Alexeiev scrie dar la 22 Iunie st. v. 1916, ataşatului militar al Rusiei la Bucureşti: „N'am crezut nimerit până în prezent să vă însărcinez a face demersuri pe lângă conducătorii ro-

1) Ibid. 157 nota.
2) Ibid., 145 6.
3) Ibid. 146 7.

www.dacoromanica.ro

mâni relativ la adeziunea armatei lor la aceea a aliaţilor, de oarece n'am voit să stânjenesc libertatea hotărîrilor lor [1]). *Situaţia militară actuală* [2]) mă sileşte să vă însărcinez a explica... că este grea aşteptarea ca viitorul să ofere României condiţii mai potrivite unei intrări în acţiune". Urmau consideraţii despre slăbiciunea armatei austro-ungare, consideraţii care, dacă ar fi fost adevărate, ar fi făcut desigur pe Alexiev să respecte şi mai departe „libertatea hotărîrilor României". Alexiev făgăduia „în cazul unei hotărîri irevocabile a României, să transporte de pe acum, fără întârziere, din Arhanghelsk, întregul material adresat armatei române. Intrarea în acţiune a României în momentul acesta va avea o valoare corespunzătoare..., ceeace nu va fi în cazul când hotărîrea va fi amânată... *Situaţia porunceşte Românilor a se alătura nouă acum sau niciodată...*".

A doua zi, 23 Iunie 1916, Alexiev trimitea altă telegramă în care, după ce afirma sleirea forţelor germane, adăoga: *„Cine va ameninţa pe Români în Dobrogea? Cea mai mare parte din trupele bulgare este atrasă spre Salonic.* Românii vor putea să se asigure lesne... *fără să mai ceară fărămiţarea forţelor noastre ce execută misiunea principală. Necesitatea ar putea desigur să ne silească a îndrepta una sau două divizii în Dobrogea...*" [3]). Acest document este de o deosebită importanţă.

Mai întâi arată că guvernul român se gândise că acţiunea noastră putea fi periclitată din partea Bulgariei, şi ceruse în consecinţă Rusiei un însemnat contingent militar pentru frontul de sud [4]). Al doilea, arată că acest ajutor Rusia nu-l *putea* da, căci ar fi însemnat „fărămiţarea forţelor ei". Şi într'adevăr, Rusia *nu putea*. Este destul a apropia această telegramă a lui Alexiev, de raportul lui Sasonov către ţar la 1914 constatând nepregătirea Rusiei, şi de raportul lui Kudaşev dela 1916 cerând pacea separată cu Turcia, pentru a putea concentra toate forţele contra Germaniei. Mai arată telegrama lui Alexiev că situaţia militară nu era de loc favorabilă Rusiei şi aliaţilor ei şi că aveau imperioasă nevoe de concursul României. Mai arată iarăşi că maximul de trupe ce Rusia ne putea da era de una sau două divizii. In fine, această lipsă de trupe atât pe frontul de apus cât şi pe cel rusesc făcea că pretinsa atracţie a trupelor bulgare spre Sa-

---

1) Fireşte nu astfel de consideraţii de delicateţă motivaseră atitudinea Rusiei.

2) Fraza dubioasă care avea aerul sa lase a se înţelege ca situaţia era favorabilă aliaţilor, cari dădeau din mărinimie României o ultimă ocazie de a profita şi ea, pe când în realitate intervenţia României avea de scop sa uşureze o situaţie foarte grea.

3) Rusu-Abrudeanu, 108 9.

4) Ibid.

www.dacoromanica.ro

lonic era o simplă amăgire. Cu toate acestea Alexiev amintea că armata rusă era chemată să execute *misiunea principală.* Misiunea României avea să fie deci secundară... cum a fost privită de Rusia şi la 1877—8. Şi încheia Alexiev cu ameninţarea că dacă România va aştepta „o slăbiciune mai mare a Austriacilor, (Rusia nu va avea) nici o nevoe de cooperarea română şi chiar nu va mai fi raţiune de a permite Românilor să facă o intrare triumfală pe teritoriul austriac" [1]). Cu alte cuvinte Rusia anula acordul cu România dela 1914.

Guvernul român nu rămase pe tărâmul acelui acord. Reluând negociaţiunile pentru o intrare în acţiune a României, îşi menţinu însă integrale pretenţiile pe care le formulase dela 1915 în privinţa revendicărilor naţionale ale României, şi care ştim că păreau Rusiei exagerate. La 23 Iulie 1916 sosi în sfârşit la Petrograd telegrama preşedintelui Poincaré către ţar în care îl ruga să facă tot posibilul pentru a câştiga concursul României. De astădată ţarul cedă, fără a lipsi însă de a face încă odată observaţia că pretenţiile României erau foarte exagerate [2]).

Sub presiunea deci a Franţei care, cum arată conversaţia ambasadorului ei la Petrograd dela 12 (25) Iunie 1916 cu baronul Schilling, avea nevoe cu orice preţ de intervenţia României pentru a decongestiona şi salva cetatea Verdun, s'a hotărît, cu părere de rău, Rusia să ne acorde Banatul întreg Dar convenţia politică încheiată de România cu aliaţii la 4 (17) Aug. 1916 tot nu ne atribuia Bucovina întreagă, ci numai până la Prut. Iar prin convenţia militară încheiată în aceeaşi zi, dacă aliaţii se obligau ca armatele lor dela Salonic să înceapă „o ofensivă afirmată", — care nu s'a produs pentrucă *nu se putea* produce, — în schimb România a trebuit să se mulţumească, drept ajutor din partea Rusiei, cu două divizii de infanterie şi una de cavalerie [3]) pentru bunul motiv că *nu ne putea* da mai mult, cum ne vestise Alexiev încă din Iunie. Rusia nu dispunea de trupe pentru România, după cum nu dispusese nici pentru Franţa. Dimpotrivă, trupele române erau menite să uşureze sforţările pe care aliaţii le făceau atât pe frontul din apus, cât şi pe cel de răsărit.

Incheiată astfel sub presiunea nevoii, convenţia dela 4 (17) Aug. 1916 nu era sinceră, şi este neîndoios că dacă Rusia ar fi fost victorioasă, ea nu ni-ar fi acordat, în cazul când războiul ar fi fost continuat până la desmembrarea Austro-

---

1) Ibid, 64 nota.

2) Rusu-Abrudeanu, 55. Cf. broşura: Cum s'a prăpădit ţara! Buc. 1918, p. 19 21.

3) Textul celor două convenţii, în Rusu Abrudeanu, p. 57 şi 59.

www.dacoromanica.ro

Ungariei, decât cel mult ceeace se angajase încă dela 1914 a ni recunoaşte în schimbul neutralităţii[1]).

Este de observat că în convenţia dela 1916 nu se prevedea angajamentul ca războiul să fie continuat până la desmembrarea monarhiei habsburgice, astfel ca realizarea aspiraţiilor noastre să devie cu putinţă. Ziarul englez „Manchester Guardian" avea să ne lămurească mai târziu[2]) că guvernul rus s'a opus cu tărie să garanteze continuarea războiului până ce toate revendicările teritoriale ale României să fi fost satisfăcute. De aceea şi ministrul francez Briand putea declara că „România va trebui oricum să se supue împrejurărilor, dacă aliaţii vor fi numai în parte victorioşi"[3]).

Mai vârtos nu apărea ca neapărat obligatorie executarea tuturor dispoziţiilor din convenţia dela 1916. Dovadă este că şi fără Rusia victorioasă, nu ni s'a acordat Banatul întreg, nici linia convenită a forma hotarul spre Ungaria[4]). In cazul Rusiei victorioase n'am fi avut nici partea din Bucovina dintre Prut şi Nistru. Tot ziarul „Manchester guardian" a calificat convenţia dela 1916 de „negustorie condamnabilă în fond ca şi în formă"[5]).

Oprirea ofensivei lui Brusilov, după intrarea în acţiune a României, era rezultatul firesc al nepregătirei militare a Rusiei. Tot această nepregătire a fost şi cauza adevărată a încercărilor Rusiei de a se retrage din luptă. Majoritatea „intelectualilor" din Rusia dorea o înfrângere pentrucă numai astfel se puteau obţinea reforme democratice, pe când o victorie ar fi întărit despotismul[6]). Dar tocmai pentrucă o victorie era socotită cu neputinţă, se gândea guvernul ţarist la chipurile de a înceta lupta mai nainte ca o înfrângere decisivă să zdruncine temeliile regimului autocrat[7]). Deaceea încă din Fevruarie 1916, fiind prim-minstru Stürmer (dela 20 Ianuarie 1916), iar ministru de externe Sasonov, se gândise prinţul Kudaşev

---

1) Ziarul rusesc „Djen" destăinuind, în vara 1917, negociaţiunile urmate cu România şi convenţia încheiată la 1916, scria ca România îşi rezervase de a anexa teritorii care cuprindeau Ucrainieni, Sârbi şi Bulgari, sperând într'o pradă tot atât de uşoară ca la 1913. Astfel România a fost „victima *vinovata* a setei ei uşuratice de dominaţiune". Ziarul socotea că Rusia ţarista îşi calcase încă odată îndatoririle faţă de Slavi, după ce admisese pretenţiile Italiei asupra Adriaticei.

2) Citat în „Steagul" dela 24 Iunie 1918.

3) Ibid. Ceeace înseamna că pacea s'ar fi putut încheia şi fără România, cu toate ca art. V al convenţiei noastre oprea pacile separate.

4) P. decepţiile României din cauza nerespectării de catre aliaţi a tratatului încheiat cu ei, vezi discursul lui I. I. C. Brătianu în şedinţa Camerei dela 17 Dec. 1919 (Desbaterile, p. 167), iar doc. relative, în Abrudeanu, România şi razboiul mondial p. 306 325, 422.

5) Citat în „Steagul" dela 24 Iunie 1918.

6) Aceeaşi situaţie ca la 1912. Vezi Stere în Viaţa Românească VII (1912), p. 274.

7) Rusu-Abrudeanu, Pacostea rusească, 122 3.

www.dacoromanica.ro

la o pace separată cu Turcia. Deaceea, în Iunie acelaşi an, fiind acum ministru de externe Stürmer, intrarea în acţiune a României părea de prisos la Petrograd. Se urmau atunci negociaţiuni ascunse între Rusia şi Germania. Declaraţia făcută de baronul Schilling ambasadorului francez cu privire la „sentimentele de sfială" care împiedică autorităţile ruseşti să lase să treacă spre România materialul de război adunat la Arhanghelsk, trebue pusă în legătură cu următoarea telegramă găsită printre hârtiile faimosului Rasputin: „Ne vei face personal raport asupra negocierilor cu România şi asupra sforţărilor pe care noi le facem ca materialul de război englez să nu sosească în România" [1]). Intervenţiile aliaţilor Rusiei pentru a hotărî intrarea în acţiune a României au împiedicat realizarea, de pe atunci, a planurilor Rusiei de pace separată.

Infrângerile României au fost însă un minunat prilej de a relua firul tratativelor. Iarăşi se părea că de victorie nu mai poate fi vorba. Iarăşi trebuia scăpat regimul ţarist. In Octomvrie 1916, Rasputin se afla în misiune secretă la Berlin, de unde raporta ministrului de interne Protopopoff despre audienţa pe care o avusese la Kaiser [2]). Este deci foarte probabil întemeiată părerea lui Charles Rivet că în aceste negociaţiuni cu Germania stă secretul opririi ofensivei nemţeşti pe Siret în Dec. 1916. Pretextând înfrângerea românească, Stürmer se va fi gândit la minunatul prilej de a încheia pacea, dobândind poate chiar o întindere a hotarului rusesc până la Siret [3]). Era desigur o „trădare" [4]) faţă de aliaţi, dar nu o trădare faţă de interesele ţarismului.

Erau tot atunci mai mulţi în sferele conducătoare ruseşti cari se gândeau să se folosească de înfrângerile României pentru a obţinea măcar revizuirea concesiunilor ce Rusia ne făcuse de nevoe în Aug. 1916 şi care păruseră totdeauna exagerate la Petrograd. Este de o importanţă capitală pentru cunoaşterea intenţiilor adevărate faţă de noi ale Rusiei cu care ne aliasem, raportul semnat „Polivanow", găsit de bolşevici în arhivele ruseşti şi publicat de ei [5]). „Chiar dela început, zice acest raport, şeful statului major al generalisimului aprecia, din consideraţii de ordin militar, că neutralitatea României era mai avantajoasă pentru noi decât participarea ei la război.

---

1) Ibid. 162.

2) Rusu-Abrudeanu, 146 Cf. ibid., 149, curioasa scrisoare a ţarinei către Rasputin: „am primit instrucţii peremtorii din Berlin".

3) Articol în „Le Temps", vara 1917, reprodus în Abrudeanu, 123 4.

4) Declaraţia lui Miliukoff, şeful cadeţilor, în Dumă după căderea lui Stürmer (Ibid. 120, 127, 149).

5) In *Izvestia*, apoi în „Le Journal de Russie", anul I, no. 86 de Marţi 14 27 Nov. 1917. Reprodus în ziarul „Lumina" dela 5 Oct. 1917 şi în Abrudeanu, l. c. 168 171.

www.dacoromanica.ro

Dar *mai târziu generalul Alexeiev se rali㠠la punctul de vedere al dliaţilor...* In August se încheie cu România o convenţie... prin care (i) se acordau *extinderi de teritoriu care evident nu corespundeau proporţiei participării ei la operaţiile militare...* Dacă împrejurările s'ar desvolta astfel încât convenţia... din 1916... s'ar putea realiza complect, *s'ar creia în Balcani un stat foarte puternic...* cu o populaţie de aproape 13 milioane locuitori. *Este evident că nu s'ar putea conta ca acest stat să rămâe amical faţă de Rusia* şi că el n'ar năzui să-şi realizeze aspiraţiile naţionale asupra Basarabiei.... Iată de ce *năruirea visurilor României...* de a ajunge o mare putere... *nu este* în mod particular *contrară intereselor politice a Rusiei*". Şi concluzia raportului era că trebue folosită împrejurarea pentru a revizui concesiile făcute României.

Planul lui Stürmer, denunţat deopotrivă în Rusia de potrivnicii lui Rasputin [1]), ai Germaniei şi ai ţarismului, n'a putut fi executat. Războiul a mai fost continuat astfel de Rusia. In Ianuarie 1917, Franţa ceru Rusiei să consimtă ca provinciile transrenane ale Germaniei, în caz de victorie, să fie astfel organizate încât „Rinul să fie pe viitor un hotar strategic solid contra unei invazii germane" [2]). Rusia primi propunerea cu condiţie ca Franţa, la rândul ei, să primească cererile formulate de Rusia încă dela 24 Fevr. (8 Martie) 1916 cu privire la Polonia şi rămase fără răspuns [3]). Franţa consimţi atunci să lase Rusiei mână liberă în fixarea hotarelor ei europene [4]). Polonia era sacrificată [5]) de aliaţii cari declaraseră că luptă pentru emanciparea popoarelor.

Revoluţia rusească din Februarie 1917 a dovedit însă în curând că negociaţiunile de pace separată încercate, fusese într'adevăr motivate de neputinţa Rusiei ţariste de a continua războiul fără a provoca convulsiuni interne.

Dacă Rusia ar fi fost victorioasă, n'ar fi putut fi vorba deci de independenţa Poloniei reîntregite. „Capitularea Rusiei, a scris Clémenceau [6]), a schimbat termenii problemei,

---

1) Asasinat în Dec. 1916.

2) Laloy, 156.

3) Imprejurare care va fi contribuit atât la atitudinea Rusiei faţă de pretenţiile României, cât şi la încercarile de pace separată.

4) Laloy, 157 8. — D'Estournelles de Constant, Que devient la société des nations?

5) Mesagiul lui Wilson din 22 Ian. 1917, *înainte* de intrarea în razboi a Statelor Unite, vorbeşte încă de o Polonie unitară şi independentă, dar memoriile ambasadorului american Gérard (I. 47, 231, 324) *dupa* intrarea Statelor Unite în razboi (Aprilie 1917) nu mai vorbesc decât de posibilitatea ca o *porţiune* din vechiul regat al Poloniei sa devie stat *autonom*. Statele Unite erau legate prin angajamentele aliaţilor lor.

6) Grandeurs et misères d'une victoire, p. 159.

www.dacoromanica.ro

grupând în jurul nostru forţe de reparaţii naţionale, care nu erau compatibile cu prezenţa ţarului în rândurile noastre".

Galiţia ar fi fost a Rusiei, ca şi nordul Bucovinei cu Cernăuţii [1]), şi o bună parte din Maramureş. O parte a Banatului ar fi revenit Serbiei, iar din celelalte provincii transcarpatine ni s'ar fi atribuit „părţile locuite de Români" şi aceasta *stricto sensu* [2]), pentrucă nu putea conveni Rusiei „un stat foarte puternic... (pe care) nu s'ar putea conta că va rămâne amical faţă de Rusia (şi care) ar năzui să-şi realizeze aspiraţiile naţionale asupra Basarabiei" [3]).

Rusia s'ar fi aşezat la Constantinopol şi Strâmtori [4]).

Este izbitoare asemănarea între atitudinea Ruşilor faţă de noi la 1877 şi la 1916. Fiecare dată, cum au trecut hotarul, ni-au vorbit pe ton de poruncă [5]). La 1877 Nelidow, la 1916 Polivanow, socoteau că situaţia militară justifica o revizuire a convenţiilor încheiate [6]).

Deaceea se poate spune, cu mai mult temei, de alianţa noastră cu Rusia la 1916, ce s'a spus de alianţa dela 1877, că însemna „o uitare a trecutului istoric şi o lipsă de prevedere" [7]).

Deaceea, prăbuşirea Rusiei care a putut apare, atunci când s'a produs, ca o nenorocire pentru aliaţii ei, a fost în cele din urmă un noroc pentru noi, după cum a fost o uşurare pentru Anglia. Şi noi, ca şi Anglia, am dobândit dintr'odată rezultate ce în mod normal, cum a recunoscut însuşi Ion I. C. Brătianu, nu puteau fi decât roadele a două războaie norocoase. Noi, prin prăbuşirea Rusiei şi a Austro-Ungariei, Anglia prin prăbuşirea Germaniei şi a Rusiei.

---

1) I. I. C. Brătianu, discurs în şedinţa Camerei 16 Dec. 1919 (Desbateri p. 159).

2) Se ştie că şi fără Rusia victorioasă, aliaţii nu ni-au acordat nici spre Ungaria, hotarul prevăzut de convenţia dela 1916 (I. I. C. Bratianu în şed. Camerei, 17 Dec. 1919 (Desbateri, p. 170), Rusu-Abrudeanu, România şi războiul mondial, p. 422).

3) Raport citat al lui Polivanov.

4) „Dacă Rusia şi-ar fi păstrat locul în marea alianţă, chestia Constantinopolei ar fi fost dinainte rezolvită" prin convenţia dela 1915, scrie René Pinon (Revue des Deux Mondes, 1 Sept. 1919, p. 147).

5) Rumänien und der Vertrag von San Stefano. Von einem rum. senator. Viena 1878, p. 14.

6) Ibid., p. 15. — Cf. I. I. C. Brătianu în şedinţa Camerei dela 16 Dec. 1919 (Desbateri, p. 161 coloana 3-a).

7) Rumänien und der Vertrag von S. Stefano, p. 12.

www.dacoromanica.ro

INSTITUTUL
DE
ARTE GRAFICE
„LUPTA" N. STROILĂ
Str. Gr. Budișteanu 8
BUCUREȘTI II

www.dacoromanica.ro